

Université Paris 7 – Denis Diderot

2010

SAVOIRS SAVANTS, SAVOIRS D'ÉTAT,  
ADMINISTRATION DU TERRITOIRE  
AU TOURNANT DU XVIII<sup>e</sup> ET DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Mémoire de synthèse

présenté par Isabelle Laboulais

en vue d'obtenir l'habilitation à diriger des recherches,  
sous la direction de M<sup>me</sup> le professeur Marie-Noëlle Bourguet.

Volume 1

Image utilisée pour la couverture : « Essai d'une carte géologique de l'Empire français » [BMR, Montbret Carte 880]. © Collections Bibliothèque municipale de Rouen. Photographie : Thierry Ascencio-Parvy.

La couverture a été réalisée par Hélène Zeyer.

*À la mémoire de mon père, Claude Laboulais (1943-2006).*



## REMERCIEMENTS

C'est au printemps 2008, lorsque j'ai appris qu'une délégation au CNRS m'avait été accordée, que ce projet d'habilitation à diriger des recherches s'est concrétisé. J'avais déjà bénéficié de ces conditions de travail privilégiées en 2005-2006, année au cours de laquelle j'avais commencé à dépouiller le *Journal des mines*, la série F 14 des Archives nationales, ainsi que les dossiers conservés à la Bibliothèque de l'École des mines. Mais, au cours de cet hiver, l'état de santé de mon père qui souffrait d'un cancer depuis plusieurs mois s'est dégradé et j'ai passé beaucoup de temps à Rouen, auprès de lui et de ma mère, pour tenter de les épauler dans leur combat commun contre la maladie. J'ai ainsi, le temps de quelques semaines, retrouvé ma chambre d'étudiante où, entre deux visites à l'hôpital, je me plongeais dans les pages numérisées du *Journal des mines*. Mon père est mort le 19 avril 2006 et le travail n'a dès lors plus été un refuge. Il m'a fallu apprendre à vivre avec cette absence et admettre sa disparition.

Le temps a passé. Théophile est né et, dès que j'ai pu, j'ai repris ces dossiers et présenté une nouvelle demande de délégation au CNRS, demande que Jean-Marc Besse, Marie-Noëlle Bourguet et Dominique Margairaz, ainsi que Bruno Belhoste et Mary Pedley, ont soutenue. Je leur suis très reconnaissante de m'avoir accordé leur confiance et de m'avoir permis d'obtenir les conditions idéales pour mener ce projet à son terme. Dès que j'ai appris que je pourrais consacrer une année entière à la recherche, je suis allée discuter de cette habilitation avec Marie-Noëlle Bourguet. Comme elle l'a toujours fait depuis ce jour de 1994 où elle m'a accueillie chez elle pour parler du travail de Coquebert de Montbret au Bureau de la statistique, elle m'a, cette fois encore, écoutée, conseillée, puis encouragée dans cette entreprise, me suggérant quelques pistes et fixant l'automne 2010 comme date de soutenance souhaitable. Je suis touchée et honorée qu'elle ait accepté d'être ma « garante » pour présenter cette habilitation à diriger des recherches. Grâce à son soutien sans faille, grâce à l'attention avec laquelle elle a lu les pages que je lui ai envoyées, cette échéance devrait être respectée. Jean-Marc Besse, Christian Grataloup, Dominique Margairaz, Antoine Picon et Jakob Vogel ont donné leur accord pour faire partie du

jury devant lequel je présenterai mon parcours d'historienne. Je suis heureuse qu'ils aient accepté de me lire et tiens à leur exprimer ma profonde reconnaissance. Ma recherche doit beaucoup aux travaux de chacun d'eux, la lecture critique qu'ils feront des volumes rassemblés pour l'occasion ne pourra qu'enrichir l'ensemble et constitue d'ores et déjà pour moi l'enjeu essentiel de cet exercice.

Le printemps est presque terminé et le moment où je devrai déposer ce dossier se rapproche. Le temps a filé vite ces derniers mois, scandé par des doutes nombreux. Patrice Bret, Alice Ingold, Pierre-Yves Lacour et Claude Mazauric, grâce à la lecture qu'ils ont faite du manuscrit sur la Maison des mines, m'ont encouragée, chacun à sa manière, à continuer ; ils m'ont suggéré des pistes fructueuses pour l'améliorer. Je suis consciente de la dette amicale et intellectuelle que j'ai envers eux. Ces derniers mois, je suis partie travailler plus tôt, rentrée plus tard ; les romans policiers à lire se sont empilés ; je n'ai vu ni le dernier Godard, ni le dernier Kiarostami ; Yves-Michel et Théophile sont souvent allés au parc tous les deux sans qu'à leur retour je sois disponible pour eux comme je l'aurais voulu. Les gâteaux et le thé offerts par l'un, les dessins glissés dans mon sac par l'autre ont adouci et égaillé mes journées de travail. Je leur ai promis que tout cela serait fini cet été (le travail, mais ni les gâteaux, ni le thé, ni les dessins bien sûr !). Je crois que le littoral breton n'aura jamais à ce point représenté pour moi l'horizon par excellence, celui où je les retrouverai « tout simplement »...

Mes parents m'ont tous deux transmis leur insatiable désir d'apprendre. Ce désir et la fierté (excessive) que j'ai souvent lue dans leur regard ont toujours été et restent, aujourd'hui encore, le moteur principal des travaux que j'ai produits.

Strasbourg, juin 2010.

## INTRODUCTION

« J'ai bien conscience que, analysés dans cette perspective et, comme il convient en tout cas, conformément au « principe de charité », tous les moments de mon histoire, et en particulier les différents partis que j'ai pu prendre en matière de recherche, peuvent apparaître comme rendus à leur nécessité sociologique, c'est-à-dire, sous ce rapport, justifiés, et, en tout cas, comme beaucoup plus rationnels ou même raisonnés et raisonnables qu'ils ne l'ont été en réalité, un peu comme s'ils étaient sortis d'un projet conscient de soi dès l'origine. Or je sais, et je ne ferai rien pour le cacher, qu'en vérité je n'ai découvert que peu à peu, même sur le terrain de la recherche, les principes qui guidaient ma pratique. »

Pierre BOURDIEU, *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Raisons d'agir, 2004, p. 12.

Prenant en quelque sorte à la lettre les dernières lignes du livre de Pierre Bourdieu<sup>1</sup>, j'ai fait de son *Esquisse pour une auto-analyse* le vade-mecum qui m'a accompagnée tout au long de l'écriture de ce mémoire de synthèse, cherchant ainsi à me nourrir de son écriture afin de trouver le ton approprié pour composer ces pages. Le mémoire de synthèse est en effet un curieux exercice qui impose de trouver une sorte d'équilibre entre l'écriture de soi et la réflexivité, et cela afin de mettre au jour son « moi historien ». L'ego-histoire n'est certes plus un

---

<sup>1</sup> « Et rien ne me rendrait plus heureux que d'avoir réussi à faire que certains de mes lecteurs ou lectrices reconnaissent leurs expériences, leurs difficultés, leurs interrogations, leurs souffrances, etc., dans les miennes et qu'ils tirent de cette identification réaliste, qui est tout à fait à l'opposé d'une projection exaltée, des moyens de faire et de vivre un tout petit peu mieux ce qu'ils vivent et ce qu'ils font. », BOURDIEU (Pierre), *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Raisons d'agir, 2004, p. 142. Une première version de ce texte clôt l'ouvrage précédent de Pierre Bourdieu : « Esquisse pour une auto-analyse », dans *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 2002, p. 184-220.

genre neuf, l'ouvrage coordonné par Pierre Nora en 1987 en a été le premier laboratoire et a posé quelques jalons, ainsi résumés dans la préface :

« Ni autobiographie faussement littéraire, ni confessions inutilement intimes, ni profession de foi abstraite, ni tentative de psychanalyse sauvage. L'exercice consiste à éclairer sa propre histoire comme on ferait l'histoire d'un autre, à essayer d'appliquer à soi-même, chacun dans son style et avec les méthodes qui lui sont chères, le regard froid, englobant, explicatif qu'on a si souvent porté sur d'autres. D'expliciter, en historien, le lien entre l'histoire qu'on a faite et l'histoire qui vous a fait<sup>2</sup>. »

À l'opposé de ce que prescrivent les usages académiques, le « dévoilement » de ce fameux « moi historien » n'impose pas ici de tenir ses affects à l'écart<sup>3</sup>. Encore faut-il savoir apprécier quelle place leur accorder pour témoigner de sa reconnaissance aux maîtres, évoquer le choix de ses objets d'étude, revenir sur l'importance de certaines lectures, autant de gestes qui font inévitablement affleurer des souvenirs intimes. C'est en cela que l'écriture de Pierre Bourdieu m'a guidée – sans que je prétende jamais bien sûr l'imiter. Probablement parce qu'au-delà de l'admiration intellectuelle que j'ai pour lui, j'ai éprouvé, par « un de ces mouvements d'une sympathie obscure à elle-même<sup>4</sup> », une véritable émotion à la lecture de son petit livre posthume, une émotion toujours renouvelée au gré des relectures.

Autre difficulté dictée par cet étrange exercice qu'est le mémoire de synthèse : revenir sur une contribution à la discipline qui, dans mon cas, s'avère de toute évidence modeste. Attachée à une certaine discrétion, que l'on pourrait rapprocher tout à la fois de mes origines provinciales et de ma trajectoire sociale et scolaire, je pense avoir jusqu'alors exercé mon métier d'historienne, comme mon père, qui était maçon, a exercé le sien pendant plus de quarante ans, c'est-à-dire comme un « honnête artisan<sup>5</sup> ». Si j'ai aspiré assez tôt dans mon parcours à lire des textes fondateurs de sciences humaines – espérant très certainement donner ainsi une sorte de légitimité culturelle à mon travail en produisant ce que Pierre Bourdieu appelle des « recherches

---

<sup>2</sup> NORA (Pierre), « Présentation », dans P. NORA (dir.), *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard, 1987, p. 7.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 6. Dans le commentaire qu'elle propose des *Essais d'ego-histoire*, Arlette Farge les considère plutôt comme une façon de justifier le rôle des historiens au moment même où ils éprouvaient un « sourd désarroi », FARGE (Arlette), « L'histoire inquiète », *Le Débat*, n° 49, mars-avril 1988, p. 126.

<sup>4</sup> BOURDIEU (Pierre), *Esquisse pour une auto-analyse*, *op. cit.*, p. 18.

<sup>5</sup> Antoine Prost revient sur l'usage récurrent de la figure de l'artisan pour évoquer le métier d'historien : « Assurément, les historiens traduisent dans le lexique de l'artisanat un aspect essentiel de leur expérience, le sentiment très fort qu'il n'y a pas de règle qu'on puisse appliquer automatiquement et systématiquement, que tout est affaire de dosage, de doigté, de compréhension. Ce qui ne les empêche pas de se vouloir et d'être rigoureux, et de l'exprimer en recourant au lexique de la science. », PROST (Antoine), *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1996, p. 147.

empiriques théoriquement inspirées<sup>6</sup> » –, je sais que mes publications restent fermement ancrées du côté de l’empirie. La réflexivité nécessaire à la rédaction de cette ego-histoire m’a donc obligée à me faire violence pour dépasser, dans l’épreuve de l’écriture, le sentiment que le plus souvent mes travaux sont nés de rencontres, parfois de découvertes d’archives, mais jamais de l’ambition assumée d’affronter une question théorique.

Puisque le rituel d’institution qu’est l’habilitation à diriger des recherches exige de se plier à cet exercice, j’examinerai dans ces pages le jeu des dispositions et des positions au travers duquel s’est construit cet indéfinissable « moi historien ». La carte qui sert de trame à la couverture de ce volume en annonce, à sa manière, le contenu. Conservée à la bibliothèque municipale de Rouen, dans le fonds Montbret, elle est intitulée « Essai d’une carte géologique de l’Empire français<sup>7</sup> ». Il s’agit d’un exemplaire de la carte de France au 1/880 000, publiée par Pierre de Belleye pendant la Révolution ; elle a été réutilisée par Coquebert de Montbret et Omalius d’Halloy au début des années 1810 afin de synthétiser leurs observations respectives sur la nature des terrains. Les grandes étapes de mon parcours, qui sont aussi les pièces principales de ce dossier s’y trouvent réunies : le goût de l’archive né dès mon année de maîtrise, Coquebert de Montbret bien sûr, dont l’écriture apparaît sur cette carte dans le blanc grisé de la mer Méditerranée, la construction des savoirs géographiques dont l’acte cartographique constitue l’un des témoignages, enfin l’articulation entre les savoirs savants et les savoirs d’État que laisse transparaître cette carte produite pour faciliter l’administration des ressources minérales.

Pour restituer mon parcours, je me suis replongée dans mes archives et, comme le veut l’usage de l’ego-histoire, je me suis appliquée à moi-même des pratiques que je mets en œuvre dans mon travail d’historienne. Il m’est parfois arrivé de penser que la confrontation entre les événements vécus, les souvenirs que l’on en garde et la restitution que l’on en donne pourrait donner lieu au scénario d’une comédie dans le style du *Deconstructing Harry* de Woody Allen, une comédie où l’on sauterait du passé au présent, du réel à l’imaginaire, en insistant, audaces formelles à l’appui, sur les distortions qui résultent nécessairement de semblables reconstructions...

---

<sup>6</sup> BOURDIEU (Pierre), *Esquisse pour une auto-analyse*, op. cit., p. 95.

<sup>7</sup> BMR, Montbret Carte 880.



# I

## DU DÉSIR DE L'ENQUÊTE AU GOÛT DE L'ARCHIVE

Il aurait été commode de commencer cette évocation de mon parcours d'historienne en rappelant une passion ancienne pour l'histoire, un attachement à telle grande figure du passé ou à tel siècle. Impossible hélas, même en cherchant bien, de retrouver dans mes souvenirs d'écolière, de collégienne ou de lycéenne un souvenir de ce type. À dire vrai, ce n'est pas un goût affirmé pour l'histoire qui m'a poussée à faire le choix de cette discipline lorsque je me suis inscrite à l'université pendant l'été 1987, mais plutôt la conviction que le passé permettait de comprendre le présent. J'avais alors le projet de devenir journaliste – projet dont j'ai découvert par la suite qu'il était tellement classique chez les étudiants de première année... – et j'avais gardé de mes cours de terminale l'impression que l'histoire m'aiderait à poser un regard critique sur les événements contemporains. Ce projet professionnel, qui me paraissait pourtant bien ancré, reposait sur une représentation naïve et presque désincarnée de ce métier, si bien qu'après plusieurs stages effectués dans quelques rédactions, mes certitudes ont vacillé, l'envie de comprendre « le monde » (n'ayons pas peur des mots) restait entière, le goût de l'enquête aussi, mais je me suis soudain sentie bien incapable de m'intégrer dans le milieu de la presse. La découverte concomitante de l'histoire m'a décidée à poursuivre, au-delà de la licence, l'apprentissage des rudiments de cette discipline.

### **Le choix de l'histoire et l'apprentissage d'une discipline**

C'est donc au cours de mes premières années à l'université de Rouen que s'est construit mon intérêt pour l'histoire. Les paradigmes de l'histoire sociale à la française imprégnaient encore fortement le programme des enseignements dispensés en DEUG. Je pense en particulier aux cours de Guy Lemarchand et de Claude Mazauric sur la France d'Ancien Régime, à ceux de Robert Montel sur la société médiévale, des cours qui faisaient croire en la possibilité de bâtir une histoire totale, telle que les historiens de la première génération des *Annales* l'avaient

imaginée. Ces cours ont constitué pour moi le creuset de ce que Marc Bloch appelait « l'éducation de la sensibilité historique<sup>8</sup> ». Les bibliographies qui les accompagnaient renvoyaient principalement aux travaux des labroussiens, ceux qui avaient commencé leur carrière par une grande thèse régionale, en premier lieu Georges Duby et Robert Fossier en histoire médiévale, Paul Bois, Pierre Goubert, François Lebrun, Emmanuel Leroy-Ladurie et Michel Vovelle en histoire moderne. Pour cette période, l'ouvrage de référence restait alors *l'Histoire économique et sociale de la France* publiée entre 1976 et 1982 par Ernest Labrousse et Fernand Braudel ; quant au modèle structure / conjoncture, c'était le prisme par lequel on nous apprenait à aborder la connaissance des siècles passés. Les groupes sociaux étudiés étaient essentiellement déterminés par leur position économique. En dépit de la critique qui pesait alors sur la pensée marxiste, les concepts de classe et de lutte des classes restaient au cœur de certains cours, notamment en histoire moderne, où Guy Lemarchand et Claude Mazauric, deux historiens communistes, nous exposaient les modalités de la transition du féodalisme au capitalisme, avec une érudition qui nous faisait grande impression et sans jamais céder, me semble-t-il, à une sorte de schématisme réducteur qu'on leur a parfois reproché. Les cours d'initiation à la sociologie que je suivais au même moment proposaient une autre vision des catégories sociales, et c'est ainsi que j'entendis pour la première fois parler de construction sociale des catégories et des travaux de Pierre Bourdieu.

Seule l'histoire contemporaine qui nous était enseignée se démarquait du paradigme labroussien, en focalisant l'étude d'une part sur la vie politique en France entre 1815 et 1914<sup>9</sup>, d'autre part sur l'histoire des relations internationales dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces enseignements ne laissaient aucune place aux renouvellements de l'histoire politique<sup>10</sup>, que je n'ai découverts qu'en licence, en suivant, avec beaucoup d'intérêt, les cours d'Olivier Dumoulin. De manière générale, la formation universitaire que j'ai reçue au cours des deux premières années passées à l'université faisait abstraction des évolutions récentes de l'historiographie française. Certes, nous avions quelques échos des transformations portées par certains des « annalistes » – notamment de l'essor de l'histoire des mentalités –, cependant la nouvelle

---

<sup>8</sup> BLOCH (Marc), *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, dans *L'histoire, la guerre, la Résistance*, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2006, p. 880. J'ai retrouvé, glissée à l'intérieur de ce livre, une petite note prise par mon père. Elle donne la référence précise de ce volume. Jusqu'à la fin de sa vie, il aimait, lorsqu'il lisait les journaux ou écoutait la radio, relever des suggestions de lecture pour ma mère et moi. Je les suivais souvent et qu'il s'agisse d'histoire ou de romans policiers, il se trompait rarement.

<sup>9</sup> RÉMOND (René), *La vie politique en France, tome I : 1789-1848 et tome II : 1848-1879*, Paris, Armand Colin, 1986.

<sup>10</sup> NORA (Pierre), « Le retour de l'événement », dans J. LE GOFF et P. NORA (dir.), *Faire de l'histoire, vol. I, Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1986, rééd., p. 285-308.

histoire n'apparaissait pas dans les programmes d'enseignement, de même qu'il n'était jamais question du tournant critique en train de se produire. Pour autant, j'ai aujourd'hui le sentiment, que la diversité des positions historiographiques et idéologiques qu'incarnaient nos professeurs, en dépit de ce décalage avec les débats en cours, stimulait notre esprit critique et nous poussait à recevoir avec une nécessaire distance l'agencement suivant lequel les faits nous étaient transmis.

De mes deux premières années à l'université (1987-1989), je garde aussi le souvenir de conditions de travail éprouvantes. Je me rappelle en particulier les groupes de TD surchargés qui se tenaient dans de petites salles où les places assises étaient moins nombreuses que les étudiants, les emplois du temps qui, pour optimiser la gestion des salles, s'étiraient des premières heures de la matinée jusqu'au début de la soirée, nous obligeant à passer la journée sur un campus excentré qui, à cette époque, était très mal aménagé. Certains jours, il était même difficile de trouver une table et une chaise pour travailler à la bibliothèque universitaire entre les heures de cours. Cette situation, liée à la croissance des effectifs, suscitait à Rouen une mobilisation régulière des étudiants et des enseignants, une mobilisation dont le paroxysme reste probablement, en tout cas dans mes souvenirs, le cours d'historiographie organisé de manière impromptue, en plein hiver, par Guy Lemarchand devant la cathédrale de Rouen, à l'aide d'un mégaphone, pour témoigner des conditions extrêmes dans lesquelles nous suivions nos études<sup>11</sup>.

Malgré ces conditions difficiles, je garde de très bons souvenirs des travaux dirigés de Sylvie Pittia, de Catherine Vincent, de Danielle Pingué et de Catherine Kawa. C'est avec elles que j'ai fait mon apprentissage, que j'ai découvert la technique du commentaire de document, que j'ai présenté mes premiers exposés, éprouvant chaque fois une vraie appréhension, toujours proportionnelle à l'admiration que j'avais pour chacune d'elles. J'ai l'impression que c'est avec l'empressement et la docilité d'une bonne élève, assoiffée de connaissances, que j'ai tenté d'appliquer leurs conseils. Vu d'aujourd'hui, je pense qu'elles m'ont, bien involontairement,

---

<sup>11</sup> Celui qu'entre nous nous appelions « le savant » incarne, à mes yeux, la figure de l'historien marxiste, telle que Pierre Vilar l'a définie. Selon lui, ce terme « devrait impliquer la stricte application d'un mode d'analyse théoriquement élaboré à la plus complexe qui soit des matières de science : les rapports sociaux entre les hommes et les modalités de leurs changements ». VILAR (Pierre), « Histoire marxiste, histoire en construction », dans J. LE GOFF et P. NORA (dir.), *op. cit.*, p. 231. J'entends encore la voix de Guy Lemarchand tonner, après un oral où j'avais été incapable de lui donner la date de naissance de Pitt : « Mademoiselle Laboulais, de l'histoire sans chronologie ce n'est pas de l'histoire, même si l'histoire ne peut se réduire à une simple chronologie. Je vous remercie votre oral est terminé ». J'étais convaincue en sortant que je devrais revenir en septembre, ce ne fut pas le cas mais je sais depuis ce jour-là que Pitt est né en 1759 !

transmis un peu de leur « style », je veux parler d'une certaine manière d'enseigner que j'ai cherché à reproduire lorsque j'ai été chargée d'assurer mes premiers TD en octobre 1993.

## Étudier la Révolution française, à Rouen, en 1989

Si tant est qu'une vocation d'historienne existe chez moi, c'est de toute évidence au cours de mon année de licence qu'elle s'est installée et solidement arrimée à l'histoire de la Révolution française, au moment où le pays commémorait son bicentenaire. C'est en effet en 1989 que j'ai découvert l'histoire de la Révolution. Ce serait évidemment forcer le trait que de rappeler que je lisais *La Révolution française* d'Albert Soboul pendant le défilé de Jean-Paul Goude. Cependant, c'est bien pendant cet été-là que j'ai « fiché » ce livre dissonant – au regard de l'image de la Révolution donnée par la mission du bicentenaire – et aujourd'hui classé parmi les grands récits idéologiques<sup>12</sup>. La lecture du livre d'Albert Soboul était pourtant obligatoire pour qui voulait s'inscrire au cours que Claude Mazauric proposait dès la rentrée<sup>13</sup>. Bien que la vision marxiste de la Révolution défendue par Soboul ne m'ait pas échappé<sup>14</sup>, c'est la structure du volume, oscillant entre le récit des faits et l'analyse du processus révolutionnaire, qui m'a le plus marquée<sup>15</sup>. Au moment où je lisais Soboul, je ne mesurais cependant ni l'ampleur, ni la vigueur des débats qui opposaient l'école de Vovelle à l'école de Furet. C'est en suivant le cours de Claude Mazauric que j'ai découvert l'historiographie de la Révolution française, et, plus précisément même, par le prisme de Robespierre<sup>16</sup>.

---

<sup>12</sup> Pour Jean-Clément Martin : « À la fin des années 1980, le bicentenaire a marqué une étape importante, unifiant le monde autour d'une remise en cause des grands récits idéologiques qui structuraient les recherches et les publications historiques, privilégiant une lecture libérale et politique, intégrant la totalité de la période, que ce soit le Directoire ou même la Contre-Révolution ». MARTIN (Jean-Clément), « Réflexions sur les évolutions historiographiques depuis le bicentenaire de la Révolution française », *French Historical Studies*, vol. 32, n° 4, 2009, p. 689.

<sup>13</sup> Steven Kaplan présente Claude Mazauric comme un « vétéran couturé de toutes les batailles historiographiques menées par l'historien Albert Soboul », KAPLAN (Steven L.), *Adieu 89*, Paris, Fayard, 1993, p. 525.

<sup>14</sup> Dans l'essai qu'il a publié en 2005, Maurice Agulhon revient à la fois sur le métier d'historien et sur ce qu'est un homme de gauche : AGULHON (Maurice), *Histoire et politique à gauche. Réflexions et témoignages*, Paris, Perrin, 2005. Il revient notamment sur les obsèques d'Albert Soboul en 1982 et la récupération de cet événement par le parti communiste en dépit de la posture de plus en plus critique que l'historien avait adoptée à son égard.

<sup>15</sup> SOBOUL (Albert), *La Révolution française*, nouvelle édition revue et augmentée du *Précis d'histoire de la Révolution française*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1988.

<sup>16</sup> Lorsque, dans un entretien avec Julien Louvrier, celui-ci demande à Claude Mazauric s'il se considère comme un historien communiste de la Révolution, il répond : « Non, historien de la Révolution française qui affiche d'autre part, ou parallèlement, ou en même temps, voire dans une certaine communion intime

De fait, probablement pour se démarquer de ce que les communistes considéraient comme un « consensus commémoratif<sup>17</sup> », Claude Mazauric, « vétéran de l'historiographie révolutionnaire et communiste militant<sup>18</sup> », avait choisi, en 1989-1990, de consacrer son cours de licence à Robespierre, qui, à ses yeux et mieux que tout autre, incarnait la Révolution. L'approche biographique d'une part, le choix du « sujet » d'autre part, constituaient évidemment un double défi : il s'agissait à la fois de faire réfléchir les étudiants sur les possibilités qu'offre aux historiens une étude de cas, et de revenir sur l'un des acteurs de la Révolution qui, comme l'a rappelé Maurice Agulhon, « provoque toujours une sensation forte, à un degré parfois stupéfiant<sup>19</sup> ». Robespierre était donc tout sauf un objet froid, *a fortiori* pour Claude Mazauric ; mais, en dépit de son attachement à « l'incorrupible »<sup>20</sup> – un attachement que certains diraient dogmatique ou idéologique –, Claude Mazauric a dispensé cette année-là un cours mémorable, dont l'ambiance est rendue avec beaucoup de justesse par Steven Kaplan dans son étude sur le bicentenaire :

« Jamais il n'était meilleur que lorsqu'il racontait l'histoire de Robespierre, lisait les extraits de ses discours, les commentait en les situant dans le déroulement des événements. Sa voix traduisait alors une ferveur qui sonnait juste en même temps qu'un don irrésistible pour ressusciter le passé, même s'il n'évitait pas toujours les embûches de l'hagiographie. Il savait restituer la complexité des problèmes que Robespierre affronta<sup>21</sup>. »

Claude Mazauric venait alors de publier aux Éditions sociales un recueil des écrits de Robespierre qui s'appuyait sur le travail accompli au cours de son séminaire de l'année précédente avec ses étudiants de maîtrise et de DEA<sup>22</sup>. Dans l'introduction de ce livre qui servait

---

de ses représentations idéologiques subjectives, des opinions civiquement communistes », « Entretiens de Claude Mazauric avec Julien Louvrier », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 104, 2008, p. 111.

<sup>17</sup> KAPLAN (Steven L.), *op. cit.*, p. 177.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 217.

<sup>19</sup> AGULHON (Maurice), « Robespierre posthume : le mythe et le symbole », dans J.-P. JESSENNE, G. Deregnaucourt, J.-P. Hirsch et H. Leuwers (dir.), *Robespierre. De la Nation artésienne à la République et aux Nations. Actes du colloque d'Arras*, Lille, Centre d'Histoire de la Région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest, 1994, p. 443.

<sup>20</sup> Dans ses entretiens avec Julien Louvrier, Claude Mazauric avoue, lorsqu'il évoque la manière dont il a toujours abordé des comptes rendus critiques, sa propension à discuter, voire à combattre « l'idéologie antirévolutionnaire [...], en particulier chaque fois qu'il est question de Maximilien Robespierre (... et là, je me fais plus théoricien, voire plus idéologue qu'érudit, je l'avoue !) », « Entretiens de Claude Mazauric avec Julien Louvrier », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 104, 2008, p. 93. Il l'avait montrée en juin 1989 lorsque, sur le plateau d'*Apostrophes* où Bernard Pivot recevait aussi Jean-Noël Jeanneney, Daniel Ben Saïd et Philippe de Villiers, il avait tenu à rappeler la mobilisation de Robespierre en faveur de l'égalité des droits civils, inséparables selon lui des droits politiques.

<sup>21</sup> KAPLAN (Steven L.), *op. cit.*, p. 597.

<sup>22</sup> MAZAURIC (Claude), *Robespierre. Écrits*, Paris, Messidor – Éditions sociales, 1989.

de base au cours, il présentait Robespierre comme une figure emblématique de la Révolution « dans sa dimension démocratique, roturière et antiaristocratique<sup>23</sup> ». Son cours reprenait aussi des problématiques autour desquelles il avait conçu le colloque organisé à Rouen en 1988, se demandant notamment en quoi la Révolution française avait modifié les conditions de formation de l'homme moderne<sup>24</sup>. En étudiant les écrits de Robespierre, Claude Mazauric nous amenait à réfléchir à la façon dont une époque produit des types historiques d'individus, nous suggérant d'utiliser le mot « protagoniste » plutôt que celui d'acteur. Le cours était organisé en trois temps : une première partie, intitulée « Maximilien Robespierre et l'événement 'Quatre-vingt-neuf' : construction historique d'une personnalité et épanouissement d'une subjectivité », permettait de situer le jeune député d'Arras au début de la Révolution, notamment dans la filiation intellectuelle de Rousseau ; puis, dans une deuxième partie, nous abordions le passage « De l'homme politique à l'homme d'État » pour étudier son rôle à la Constituante et aux Jacobins ; enfin dans la dernière partie, « Robespierre : idéologue du bien commun ? », Claude Mazauric montrait comment Robespierre s'était tourné vers la « Terreur légale ». C'est donc dans les termes classiques de l'historiographie dite « jacobine », mais sans occulter les autres lectures de son parcours, que Robespierre était resitué dans la dynamique révolutionnaire.

Je me souviens fort bien de l'oral pour lequel j'avais choisi de commenter le discours prononcé par Robespierre à la Constituante, le 30 mai 1791, en faveur de l'abolition de la peine de mort. Je n'ai pas oublié non plus les commentaires des grands discours de l'an II et c'est presque avec émotion qu'en 2004, lorsque la question « Révoltes et révolutions » était au programme du CAPES et de l'agrégation, j'ai fait travailler « mes » étudiants sur le discours du 5 nivôse an II (25 décembre 1793) dans lequel Robespierre expose les principes du gouvernement révolutionnaire. Claude Mazauric a de toute évidence été pour moi un éveilleur, un de ceux qui m'ont donné le goût de l'histoire, en particulier celui de l'histoire de la Révolution ; et cela, tout en me laissant libre de mes choix et de mes lectures. Les conseils bibliographiques donnés par Philippe Goujard, dont j'ai aussi suivi le cours cette année-là, m'ont durablement marquée. C'était un historien curieux et subtil, un enseignant drôle et chaleureux, parfois provocateur, toujours incisif<sup>25</sup>. Ses cours s'appuyaient sur des travaux récents et, en 1989, c'est à une histoire

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>24</sup> MAZURIC (Claude) (dir.), *La Révolution française et le processus de socialisation de l'homme moderne. Actes du colloque international de Rouen, 13-15 octobre 1988*, Paris, Messidor – Éditions sociales, 1989.

<sup>25</sup> On consultera les trois hommages rendus à Philippe Goujard, mort en décembre 2008, par Michel Biard, Jean-Claude Vimont et Claude Mazauric dans les *Annales historiques de la Révolution française*, n° 355, 2009, p. 205-211.

des pratiques culturelles des hommes de la Révolution qu'il avait décidé de s'attacher<sup>26</sup>. C'est lui que j'ai entendu pour la première fois citer les livres de Nicole et Jean Dhombres, de Robert Darnton, de Béatrice Didier et de Jean-Claude Bonnet, ou encore d'Arlette Farge. C'est avec lui que j'ai découvert de nouveaux objets – l'imprimé, en particulier la presse, le théâtre, les musées, les images, le calendrier révolutionnaire, la mobilisation des savants en faveur de la République – et de nouvelles approches de la Révolution – l'histoire de la culture révolutionnaire<sup>27</sup>. Cet enseignement faisait écho (au moins du point de vue de l'historiographie) au cours que donnait Olivier Dumoulin sur l'histoire des intellectuels dans la France du XX<sup>e</sup> siècle. C'est là que je découvris, notamment en préparant un exposé sur le Manifeste des 121, les notions de médiation, de circulation, de réception, proposées dans les travaux de Jean-François Sirinelli<sup>28</sup>.

Cette année de licence me permit donc de mieux connaître le travail de l'historien, de prendre conscience des enjeux des débats historiographiques, de mesurer que l'histoire est un savoir en perpétuelle construction. Après avoir obtenu ma licence, en dépit de l'intérêt qu'avaient suscité les cours d'Olivier Dumoulin, je me suis très vite décidée à entreprendre un mémoire de maîtrise sur l'histoire de la Révolution française.

## **La découverte du « goût de l'archive »**

Je me souviens bien de la réunion à laquelle Claude Mazauric a invité les étudiants qui souhaitaient préparer un mémoire sous sa direction. Je me souviens aussi de la manière dont il a parlé ce jour-là du travail de l'historien, insistant sur l'importance de fréquenter des lieux qui restaient alors pour moi totalement abstraits : séminaires, dépôts d'archives, colloques, etc. J'avais seulement eu, jusque-là, l'occasion de travailler en bibliothèque. Il me restait un monde à découvrir...

Peu de temps avant cette réunion, j'avais entendu parler de la thèse qu'Éric Wauters venait de soutenir au printemps 1990 sur la presse révolutionnaire en Haute-Normandie<sup>29</sup>, et je

---

<sup>26</sup> DE BAECQUE (Antoine), « La Révolution française : régénérer la culture ? », dans J.-P. RIOUX et J.-F. SIRINELLI (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997, p. 193-213.

<sup>27</sup> VOVELLE (Michel) (dir.), *Les colloques du bicentenaire de la Révolution française*, Paris, La Découverte, 1991. L'inventaire des rencontres tenues entre 1985 et 1989 montre l'importance prise alors par les études relevant de l'histoire des pratiques culturelles.

<sup>28</sup> SIRINELLI (Jean-François), *Génération intellectuelle*, Paris, Gallimard, 1988.

<sup>29</sup> Une version remaniée de sa thèse a été publiée trois ans plus tard : WAUTERS (Éric), *Une presse de province pendant la Révolution française : journaux et journalistes normands, 1785-1800*, Paris, CTHS, 1993.

fis alors part à Claude Mazauric de mon désir de travailler sur ce thème. C'était un peu comme si mon ancien projet de devenir journaliste et mon goût pour l'histoire se rejoignaient. D'ailleurs, signe de mon intérêt pour cet objet, j'ai, au cours de cette année de maîtrise, et parallèlement à mon mémoire principal, consacré une recherche aux revues comme sources de l'histoire des intellectuels entre 1945 et 1975. Olivier Dumoulin m'avait proposé ce sujet de C2 ; il m'a permis d'approfondir ma découverte d'outils spécifiques (les itinéraires, les générations, les réseaux de sociabilité) et de réfléchir aux statuts différenciés des périodiques, tant en termes de contenu qu'en termes de diffusion et d'insertion sociale.

Claude Mazauric m'a proposé de reprendre plusieurs chantiers ouverts par Éric Wauters ; j'ai rapidement choisi de consacrer mon mémoire de maîtrise au *Flambeau du républicanisme*, un journal publié à Rouen entre vendémiaire et prairial an II, journal qu'Éric Wauters avait classé dans sa thèse parmi les journaux engagés. Le *Flambeau* fut rédigé et publié par un certain Charles Le Pesqueur de Conjon. Pour reconstituer la collection de ce quotidien, comme pour retracer l'itinéraire de ce journaliste, j'ai dû travailler dans différentes bibliothèques et divers dépôts d'archives. Entre la bibliothèque municipale du Havre et la Bibliothèque nationale, j'ai pu retrouver 157 numéros sur les 261 qui ont été publiés<sup>30</sup>. Entre les Archives nationales, les archives départementales de Seine-Maritime et du Calvados, les archives municipales de Rouen et la bibliothèque municipale de Bayeux, j'ai pu restituer des bribes de l'itinéraire de ce mystérieux journaliste rouennais. C'est au gré de mes pérégrinations et dans chacun de ces lieux que j'ai découvert le plaisir de l'archive<sup>31</sup>, et c'est ainsi que mon goût pour le travail solitaire (aux antipodes des conditions qu'impose celui de journaliste) s'est confirmé.

L'ouvrage d'Arlette Farge, *Le goût de l'archive*<sup>32</sup>, était paru depuis deux ans lorsque je l'ai découvert en 1991. À la lecture de certains passages, j'ai ressenti un véritable phénomène d'identification, relevant presque du bovarysme ; un sentiment que je pensais ne jamais pouvoir éprouver avec un livre d'histoire. Pourtant, tout y était, en particulier dans les trois textes

---

<sup>30</sup> D'après une vérification faite ce printemps (2010) sur le Catalogue collectif de France, aucune autre bibliothèque française ne conserve d'exemplaire de ce périodique.

<sup>31</sup> Je reste particulièrement nostalgique des semaines passées au Havre, de la belle lumière qui enveloppe souvent la ville reconstruite par Perret, du plaisir que j'éprouvais lorsqu'au retour de la bibliothèque, je faisais un détour pour traverser la passerelle Vauban, rejoindre le quartier Saint-François et longer le bassin du roi, évoqué par Mac Orlan dans la belle « Chanson de Margaret » écrite en 1957.

<sup>32</sup> FARGE (Arlette), *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, coll. « La Librairie du XX<sup>e</sup> siècle », 1989.

composés en italique<sup>33</sup> – « Sur la porte d'entrée » ; « Elle vient d'arriver » et « La salle des inventaires est sépulcrale » – qui évoquent, avec beaucoup de justesse à mes yeux, les pensées intimes de l'historien au travail. Arlette Farge décrit là les petits rituels quotidiens des habitués, en particulier le choix de la « meilleure » table de travail et les petites rivalités tacites que l'installation sur cette fameuse table peut entraîner entre deux lecteurs ; elle sait aussi rendre compte de l'angoisse que suscitent les premières séances de travail dans une grande bibliothèque – dans mon cas ce fut la salle de lecture de la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu – où le silence ambiant décuple la portée du moindre bruissement de papier, où tout est régi par des procédures codifiées qui paraissent obscures au non initié (que faire de son laissez-passer ? de la plaque portant son numéro de table ? comment faire pour commander un ou plusieurs volumes ? etc.) ; Arlette Farge dit enfin les mystères d'une salle des inventaires, si énigmatique pour le néophyte, pour qui la recherche des précieuses cotes – espèces de « sésame[s] qui bien entendu n'ouvre[nt] qu'une seule porte à la fois<sup>34</sup> » – fait l'effet d'une quête labyrinthique. Au-delà de ces fragments de quotidien, qui ne sont en rien anecdotiques mais qui déterminent au contraire les conditions de l'enquête historique, Arlette Farge dit également dans ce livre la part de saisissement qu'implique l'archive. Les passages où elle fait allusion à ses souvenirs de travail avec Michel Foucault et à la manière dont les archives « l'impressionnaient » m'ont vraiment touchée, ils ont scellé en moi la conviction que « qui a le goût de l'archive cherche à arracher du sens supplémentaire aux lambeaux de phrases retrouvées ; l'émotion est un instrument de plus pour ciseler la pierre, celle du passé, celle du silence<sup>35</sup> ».

Je garde un souvenir précis du jour où, dans la salle du CARAN, j'ai trouvé, dans un dossier de la série F7, le nom de Conjon inscrit en bas d'une lettre adressée à Merlin de Thionville en fructidor an III ; je me souviens aussi de l'instant où j'ai lu son nom dans le répertoire alphabétique du Comité de sûreté général. Ces découvertes m'ont permis d'établir qu'au moment où la parution de son journal s'est interrompue, Le Pesqueur de Conjon était détenu à la prison des Magdelonnettes puis à celle de la Force, vraisemblablement après avoir été accusé par quelques détracteurs d'émigration. J'ai éprouvé ce jour-là le choc dont parle Arlette Farge quand elle évoque ces « rencontres avec des silhouettes défailtantes ou sublimes.

---

<sup>33</sup> Sur le statut de ces trois textes et plus globalement sur le rapport d'Arlette Farge à l'écriture du moi historien, on verra Philippe CARRARD, « Une historienne et le « personnel » : *Le goût de l'archive* d'Arlette Farge », *Sociétés et représentations*, n° 13, avril 2002, p. 227-245.

<sup>34</sup> FARGE (Arlette), *op. cit.*, p. 140.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 43.

Obscure beauté de tant d'existences à peine éclairées par les mots, s'affrontant à autrui, aussi prisonnières d'elles-mêmes que défaites du temps qui les abrite<sup>36</sup> ».

Pourtant, en dépit des quelques traces de Conjon retrouvées dans les archives, en dépit de ma lecture attentive des textes qu'il avait écrits et publiés dans le *Flambeau du républicanisme*, cet homme restait, pour moi, mystérieux et son parcours énigmatique. C'est ainsi que j'ai été confrontée, pour la première fois de mon parcours, à une histoire de vie fragmentée. La lecture des travaux de Robert Darnton m'a certes permis d'associer Conjon à la bohème littéraire<sup>37</sup>, et, grâce au travail d'archives, j'ai pu restituer les états successifs du champ dans lequel son itinéraire s'est déroulé. Cependant, cet individu me restait en partie inaccessible et je dus me contenter de très peu pour situer un individu, au point parfois d'en faire un être désincarné. Avec un peu de recul, je me demande aujourd'hui si les silences des archives sont les seuls responsables de ma difficulté à incarner un homme du passé. Lors de ma soutenance de thèse, mon incapacité à faire de Coquebert de Montbret un être de chair m'a été reprochée. Plus récemment, lorsqu'elle a lu la première version du manuscrit sur la Maison des mines, Marie-Noëlle Bourguet a également trouvé que je ne donnais pas suffisamment corps aux ingénieurs. Je ne sais pas à quoi tient cette réticence. À une crainte de l'anecdotique qu'impliquerait l'écriture d'une histoire de vie ? À ma volonté d'établir une différence bien nette entre l'histoire et la fiction ? À une sorte de barrière inconsciente par laquelle je protégerais l'histoire que j'écris de tout surgissement émotionnel auquel je serais encline ? Je n'ai pas trouvé de réponse à cette vraie question.

En restituant des fragments de l'itinéraire de cet homme, en analysant le contenu du quotidien qu'il avait animé à Rouen pendant la Terreur, j'ai cherché à savoir si la création du *Flambeau du républicanisme* avait émané d'une décision des autorités locales ou s'il s'était agi d'une initiative personnelle. J'ai ainsi pu montrer qu'au cours de l'hiver 1794, une évolution notable s'était produite dans les thèmes abordés par ce journal radical et que cette évolution reflétait vraisemblablement les transformations survenues dans les relations que Conjon entretenait avec les représentants des autorités locales. Mettre en lumière les processus de médiation à l'œuvre ici m'a conduite à questionner le rôle social assigné à un journaliste de province en l'an II. C'est une forme particulière du journalisme militant qui est apparue au terme de cette enquête et c'est cet aspect que j'ai mis en avant lorsque j'ai soutenu mon mémoire

---

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 60.

<sup>37</sup> DARNTON (Robert), *Bohème littéraire et Révolution. Le monde des livres au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard – Seuil, coll. « Hautes Études », 1983.

intitulé « *Le Flambeau du républicanisme* (brumaire-germinal an II) : un journal à Rouen pendant la Terreur », devant un jury composé de Claude Mazauric et Éric Wauters.

Claude Mazauric était un directeur de recherche exigeant, attentif et disponible. Nous étions une dizaine en 1990-1991 à travailler sous sa direction. Plusieurs étudiants, probablement influencés par le cours de l'an passé consacré à Robespierre, avaient choisi un sujet biographique, d'autres étudiaient la vie politique à l'échelle d'une commune ou encore les révoltes agraires dans une région donnée<sup>38</sup>. Au cours de cette année, j'ai également découvert les séminaires. En premier lieu, celui de l'IREC, animé par Claude Mazauric sur le modèle du séminaire d'Albert Soboul où il avait lui-même été assidu à la Sorbonne entre 1970 et 1981. C'est dans ce cadre que j'ai pris connaissance des chantiers en cours dans le champ de l'histoire de la Révolution, et j'ai réalisé qu'il existait à Rouen un groupe de chercheurs très actifs<sup>39</sup>. En préparant ma maîtrise, une sorte d'affinité affective s'est installée entre Claude Mazauric et moi. Bien qu'il n'y ait jamais fait allusion, j'ai souvent pensé que mon origine sociale, le fait que je ne sois pas une héritière, l'avait conduit à me conseiller des lectures, à m'encourager, à m'apprendre avec beaucoup de patience les principes de l'écriture historique. Je me souviens en particulier du jour où il m'a donné à lire « L'illusion biographique » de Pierre Bourdieu<sup>40</sup>, ainsi que « Les usages de la biographie » de Giovanni Levi<sup>41</sup>. Comme il me l'avait suggéré, je suis allée assister ponctuellement au séminaire de Michel Vovelle à la Sorbonne. En octobre 1992, Claude Mazauric m'a également proposé d'intervenir dans un colloque, il s'agissait du congrès annuel du CTHS qui devait se tenir à Clermont-Ferrand. J'y ai présenté une synthèse de ma maîtrise et c'est à cette occasion que j'ai pu discuter avec Jean-Paul Bertaud et introduire, dans la version publiée de mon texte, des analyses tirées des pistes qu'il m'avait indiquées<sup>42</sup>. Tout cela contrastait fortement avec ce que j'avais connu auparavant : des études qui m'avaient jusque-là

---

<sup>38</sup> Voir la liste des mémoires soutenus en 1991 dans *À travers la Haute-Normandie en Révolution. Études et recherches*, Rouen, Comité régional d'histoire de la Révolution française, 1992, p. 433-434.

<sup>39</sup> Je pense en particulier à Philippe Goujard et Guy Lemarchand dont j'ai découvert à partir de cette année de maîtrise le travail de chercheur, Éric Wauters bien sûr, mais aussi Christine Le Bozec et Pascal Dupuy avec qui, par la suite, j'ai eu très grand plaisir à travailler et qui m'ont accompagnée de leur amitié au cours du monitorat que j'ai effectué à l'université de Rouen ; il me faut aussi citer Éric Saunier, Sylvie Denis, Bernard Bodinier ou encore Danielle Pingué dont les objets étaient plus éloignés des miens mais dont j'ai aussi beaucoup appris.

<sup>40</sup> BOURDIEU (Pierre), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1986, n° 62/63, p. 69-72.

<sup>41</sup> LEVI (Giovanni), « Les usages de la biographie », *Annales ESC*, 1989, n° 6, p. 1325-1336.

<sup>42</sup> « *Le Flambeau du républicanisme* (brumaire-germinal an II) : un journal à Rouen pendant la Terreur », 1789-1799, *Nouveaux chantiers d'histoire révolutionnaire, les institutions et les hommes, Textes réunis et publiés par Michel Vovelle*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 1995, p. 119-129.

laissée à distance de l'histoire en train de se faire et de Paris. C'est au cours de l'année de maîtrise que mes horizons d'historienne se sont ouverts.

## II LES ANNÉES COQUEBERT DE MONTBRET

Au sortir de la maîtrise, j'ai proposé à Claude Mazauric d'entreprendre, dans le cadre du DEA, une nouvelle recherche sur l'histoire de la presse pendant la Révolution. Cependant, la thèse qu'Éric Wauters avait soutenue en 1990 empêchait de concevoir, à partir des archives locales, autre chose qu'une monographie, c'est-à-dire un sujet *a priori* peu susceptible de donner lieu ensuite à une thèse. Or, tel était l'objectif que je me fixais à moyen terme, sans pourtant que j'envisage – même si, avec le recul, j'ai du mal à l'admettre – de chercher un corpus ailleurs qu'en Normandie. Avec ces contraintes en tête, je me suis donc mise en quête d'un sujet et c'est ainsi que j'ai découvert la logique de la recherche, animée par des questionnements sans cesse renouvelés.

### **La quête d'un sujet et la construction d'un objet**

Il serait certes possible de reconstituer un parcours de lecture raisonné, cohérent et critique ; mais ce serait, dans mon cas, occulter l'espèce d'avidité et l'absence de maîtrise avec lesquelles j'ai, à cette période, abordé la lecture de quelques textes majeurs pour les sciences humaines, ainsi que des travaux les plus récents dans le champ de l'histoire culturelle. S'agissant de mon itinéraire de lectrice, force est de constater qu'il fut essentiellement buissonnier. De fait, l'image de la « boîte à outils », proposée par Michel Foucault, ou celle du « braconnage », joliment forgée par Michel de Certeau, l'illustrent beaucoup plus fidèlement. Michel Foucault, Roland Barthes, Pierre Bourdieu, voilà autant de souvenirs de lecture, associés à des lieux précis, à des émotions particulières, si bien qu'au moment de restituer les étapes qui ont jalonné mon parcours, je dois reconnaître que leurs œuvres n'ont pas seulement enrichi l'historienne que j'essayais d'être, mais qu'elles ont constitué la femme que je suis devenue. L'exemple le plus évident reste certainement la lecture de *Surveiller et punir* faite alors que, visiteuse de prison, je préparais le programme du ciné-club que j'ai animé pendant deux ans pour les détenus mineurs

de la maison d'arrêt de Rouen. Si les lectures de cette période m'ont toutes aidé à avancer, je n'ai pourtant pas été capable d'en tirer des principes structurants pour organiser ma pensée. C'est un peu comme si je cherchais à me nourrir de textes théoriques, peut-être pour légitimer mon objet, sans toutefois savoir vraiment quoi faire de toute cette matière. Pour l'essentiel, mes autres lectures relevaient de l'histoire culturelle. L'ouvrage de Robert Darnton, *Gens de lettres, gens du livre*, m'a particulièrement marquée, notamment les chapitres intitulés « Entre l'auteur et le lecteur » et « Pour une histoire de la lecture »<sup>43</sup>. L'historien américain y donne en effet à voir des aspects de la circulation de l'imprimé qui m'étaient restés inaccessibles lors de ma maîtrise, et c'est ainsi que le désir de travailler sur les pratiques de lecture s'est progressivement installé.

Le hasard a ensuite bien fait les choses : j'ai croisé à Rouen un ancien professeur de collègue, devenu conseiller culturel à la direction régionale des Affaires culturelles ; lorsque je lui ai expliqué que je cherchais un sujet de DEA, que l'histoire des pratiques de lecture m'intéressait, il m'a parlé d'un cabinet de lecture constitué au XIX<sup>e</sup> siècle par un érudit républicain, Alfred Canel (1803-1879), et conservé dans l'hôtel particulier de la ville dont il avait été maire, avec vraisemblablement le précieux registre des emprunteurs. La ville de Pont-Audemer où se trouvait ce fonds envisageait alors de redonner vie au musée créé par Canel et venait de nommer un conservateur qui m'accueillit et me présenta les deux collections : la bibliothèque riche de 25 000 volumes, dont une forte proportion concernait la Normandie, et une sorte de cabinet de curiosité, que Canel avait transformé en musée en 1876 afin, comme le rappelle la plaquette actuelle du musée, de « moraliser par l'instruction, charmer par les arts et enrichir par les sciences ». Cette collection rassemblait des tableaux, le plus souvent de peintres régionaux, mais aussi des coléoptères, des herbiers, des fossiles, des céramiques, etc. L'ensemble était saisissant, mais surtout il était complété par le registre des visiteurs et des emprunteurs, pièce maîtresse pour reconstruire les usages qui avaient été faits de ces objets et de ces livres. J'étais très enthousiaste devant les perspectives qu'offrait cette enquête faite sur les lieux-mêmes. Cependant, par prudence, je décidai de consulter un conservateur des bibliothèques avant de me lancer. Marie-Françoise Rose qui dirigeait alors les bibliothèques de Rouen accepta de m'accompagner à Pont-Audemer. N'ayant ni l'une ni l'autre de voiture, nous avons pris le car pour une partie de campagne particulière. Le détail peut paraître insignifiant ou désuet – ce jour-là, on n'était, à vrai dire, pas très loin de l'ambiance des mauvaises reconstitutions cinématographiques des années 1950 – mais c'est pourtant lors de cette expédition incongrue que s'est joué le choix de mon sujet de thèse, sans bien évidemment que les choses se passent

---

<sup>43</sup> DARNTON (Robert), *Gens de lettres, gens du livre*, Paris, Odile Jacob, 1992.

comme je les avais imaginées. À quoi tiennent donc les rationalités supposées régir une carrière ?

Je suis convaincue qu'il y aurait là matière à bâtir une séquence de film burlesque, car il n'a pas fallu beaucoup de temps à Marie-Françoise Rose pour se rendre compte qu'une grande partie des livres de Canel étaient contaminés par un champignon et devaient être traités par les services de la Bibliothèque nationale de France. C'est ainsi que j'ai vu s'envoler mon corpus... et mon sujet de thèse. Consciente de la vraie déception que suscitait chez moi sa découverte doublement dommageable, Marie-Françoise Rose me parla, dans le car du retour, du fonds Montbret conservé à la bibliothèque municipale de Rouen, fonds qui, selon elle, offrait plus d'atouts que les collections de Canel. J'avais déjà entendu parler de Coquebert de Montbret car Élisabeth Rebours avait consacré, la même année que moi, son mémoire de maîtrise à l'étude du carnet que celui-ci avait rédigé pendant son voyage de Dieppe à Holyhead en 1789<sup>44</sup>. Cela dit, je n'avais aucune idée de ce que pouvait contenir ce fonds. Nous étions au début du mois de juillet et Marie-Françoise Rose me fit cette extraordinaire proposition de profiter de la fermeture annuelle de la bibliothèque en août pour prendre connaissance, à ma guise, du gigantesque fonds Montbret qui avait été légué à la ville de Rouen en 1847. C'est donc au cours de cet été-là que mon travail d'historienne a été scellé pour les cinq années à venir, voire davantage.

Dans la grande salle de lecture de la bibliothèque municipale de Rouen, désertée par les lecteurs et seulement parcourue par quelques magasiniers, j'ai eu la chance inouïe de découvrir le fonds Montbret composé de plus de 500 cotes de manuscrits et de 50 000 cotes d'imprimés, soit environ 60 000 volumes. Je pense que le mot « fascination » n'est pas trop fort pour suggérer ce que j'ai éprouvé au cours de ces longues journées de travail estivales. Il serait bien sûr exagéré de dire que j'ai tout vu cet été-là, je ne pense d'ailleurs pas y être parvenue en cinq ans. Néanmoins, au cours du mois d'août, Marie-Françoise Rose m'a montré, avec une grande disponibilité et un enthousiasme inoubliable, tous les types de documents conservés dans ce fonds : les registres manuscrits détaillant le contenu de la bibliothèque de Coquebert de Montbret, ses carnets de voyage, sa correspondance, ses notes de travail et bien sûr ses livres. C'est là que tout s'est joué, non pas par une attirance quelconque pour le sujet, mais en raison de la très grande impression que m'ont faite toutes ces archives. Si j'avais choisi un objet d'étude en accord avec mes goûts, j'aurais par exemple travaillé sur les femmes auteurs de romans policiers

---

<sup>44</sup> REBOURS (Élisabeth), « Carnets de voyage en Angleterre de Charles-Étienne Coquebert de Montbret en 1789 », Mémoire de maîtrise dirigé par Claude Mazaauric, université de Rouen, 1991.

et sur les premiers personnages de femmes détectives qu'elles ont créés<sup>45</sup>, un peu dans l'esprit des travaux de Dominique Kalifa consacrés à l'engouement pour les récits de crimes dans la société de la Belle Époque<sup>46</sup> ; j'aurais pu aussi entreprendre une recherche sur la perception du littoral en m'appuyant sur les perspectives ouvertes quelques années plus tôt par Alain Corbin ; mais au lieu de cela, j'ai commencé à travailler sur un fonds documentaire constitué par un homme pour lequel je n'ai jamais éprouvé un réel attachement, mais dont les archives m'ont toujours fascinée. Coquebert de Montbret est un personnage que j'ai cherché à comprendre en raison des traces qu'il avait laissées. La biographie n'a donc été pour moi qu'un moyen pour rendre le fonds Montbret intelligible, car c'est bien là, dans l'archive et le plaisir de l'enquête, que s'est ancré goût de l'histoire, et partant mon intérêt pour ce sujet. Claude Mazauric a accepté, une fois encore, de me suivre dans cette aventure et je me suis lancée.

## **Du fonds Montbret au parcours de Charles-Étienne Coquebert de Montbret (1755-1831) : les revirements d'une enquête**

Au cours des premières semaines de travail, lorsque je suis passée de la découverte du fonds à l'enquête, l'approche s'est avérée plus compliquée que je l'avais pensé pendant l'été, non seulement en raison de l'ampleur de ce fonds, mais aussi du fait de l'hétérogénéité qu'il laissait entrevoir. En effet, en 1847, Eugène Coquebert de Montbret, le fils de Charles-Étienne, sourd-muet et bibliomane notoire, avait légué à la ville de Rouen ses propres livres ainsi qu'une partie du patrimoine familial, notamment la bibliothèque et les papiers de son père dont il avait hérité à la mort de celui-ci en 1831. Fruit de la carrière du père et de la bibliophilie du fils, le fonds Montbret conservé à Rouen constituait donc un ensemble hybride et incertain. Si, ponctuellement, certains chercheurs avaient travaillé sur quelques fragments, comme les brochures révolutionnaires ou les recueils de dialectes, aucune étude globale ne s'était intéressée à cette insolite donation, et personne n'avait exploré l'ampleur mystérieuse de ce fonds.

---

<sup>45</sup> Je pense en particulier aux héroïnes d'Anna Katherine Green : Amelia Butterworth et ses qualités d'observatrice ; Violet Strange, toujours déterminée et décidée à n'accepter que des contrats lucratifs.

<sup>46</sup> KALIFA (Dominique), *L'encre et le sang. Récits de crimes et société à la Belle Époque*, Paris, Fayard, 1995. Les travaux ultérieurs de Dominique Kalifa, à la croisée des pratiques de l'enquête, de la littérature et de l'imaginaire social sont des lectures qui, par la suite, m'ont aussi beaucoup marquée : KALIFA (Dominique), *Naissance de la police privée. Détectives et agences de recherches en France. 1832-1942*, Paris, Plon, 2000 ; FARCY (Jean-Claude), KALIFA (Dominique) et LUC (Jean-Noël) (dir.), *L'enquête judiciaire en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Creaphis, 2007.

Ma première intention – qui s’est rapidement révélée inopérante – a consisté à étudier cet objet patrimonial. Mais, très vite, j’ai pris conscience qu’une monographie de ce fonds présenterait un intérêt historiographique médiocre. Enfin, compte tenu des deux modes de sédimentation qui lui avaient donné naissance – la première strate cataloguée correspond au fonds documentaire du père, la seconde réunit les acquisitions démesurées du fils et reste, dans une large mesure, mystérieuse –, il m’a semblé pertinent de centrer mon propos sur la collection du père, Charles-Étienne Coquebert de Montbret, composée d’environ 10 000 titres imprimés. L’existence d’un catalogue thématique et la possibilité de consulter les ouvrages toujours conservés à Rouen, permettaient d’étudier non seulement les livres, mais aussi les pratiques de lecture de Coquebert de Montbret, ce qui me ramenait à mon projet initial, inspiré par les travaux de Robert Darnton. Dans son legs, Eugène avait inclus les papiers qu’il avait hérités de son père. Je disposais donc de carnets de voyage, de notes de lectures, de mémoires et de lettres, c’est-à-dire des outils nécessaires pour passer des livres aux représentations qu’ils permettaient de construire.

Initialement considéré comme une monographie du fonds Montbret, mon projet a peu à peu pris une autre orientation et j’ai commencé à envisager conduire une enquête sur la bibliothèque constituée par un personnage méconnu. En effet, les rares notices biographiques consacrées à Charles-Étienne Coquebert de Montbret livraient seulement l’image d’un commis d’État aux fonctions multiples et aux intérêts érudits assez éclectiques, mais, pour finir, l’image historiographique de ce personnage semblait inexistante. Seuls les travaux de Marie-Noëlle Bourguet<sup>47</sup> et de Daniel Nordman<sup>48</sup> insistaient sur le rôle spécifique joué par Coquebert de Montbret à partir de 1806 au sein de l’enquête statistique ; mais en deçà et au-delà de ce moment bien connu, je ne disposais que des grandes étapes de son parcours.

En recoupant les informations données par plusieurs dictionnaires biographiques, j’apprends que, né en 1755, Coquebert de Montbret fut nommé consul à Hambourg en 1774, puis à Dublin en 1789, qu’il revint à Paris en 1792, et participa pendant la Révolution aux travaux de l’Agence des poids et mesures, fut nommé rédacteur du *Journal des mines*, avant de reprendre ses fonctions diplomatiques à partir de 1800 ; il fut alors nommé commissaire général des

---

<sup>47</sup> BOURGUET (Marie-Noëlle), *Déchiffrer la France : la statistique départementale à l’époque napoléonienne*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1989.

<sup>48</sup> NORDMAN (Daniel), « La notion de limite linguistique : l’enquête de Coquebert de Montbret sous le Premier Empire », dans *La Frontière, nécessité ou artifice ?*, Grenoble, Centre de recherche d’histoire de l’Italie, 1989, p. 13-34 ; depuis, Daniel Nordman a repris ces analyses dans son grand livre : NORDMAN (Daniel), *Frontières de France. De l’espace au territoire, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1998, en particulier p. 486-496.

relations commerciales de la République française à Amsterdam, puis à Londres. En 1806, il revint en France pour diriger le Bureau de la statistique du ministère de l'Intérieur. En 1810, il fut nommé directeur des douanes à Amsterdam, puis cessa toute activité professionnelle en 1814. Il se consacra ensuite, et jusqu'en 1831, aux travaux de nombreuses sociétés savantes, notamment ceux de la Société philomathique, de la Société royale des antiquaires de France, de la Société de géographie et surtout de l'Académie des sciences où il fut élu en 1816. Cela dit, au sein de cette chronologie biographique, aucune clé ne semblait s'imposer. Il me fallut donc préciser qui était Coquebert de Montbret, et c'est ainsi que la monographie d'une bibliothèque privée s'est transformée en enquête biographique. Ce changement ne me paraissait pas aller de soi, je me suis même demandé si Coquebert de Montbret méritait que l'on s'intéresse à lui, ou, plus exactement, pourquoi il méritait que l'on s'intéresse à lui ; et c'est à ces questions que j'ai tenté de répondre dans le cadre de mon DEA.

## **Retour sur les conditions d'écriture d'une biographie intellectuelle**

L'articulation forte entre ce personnage et ses livres m'a très vite orientée vers une biographie intellectuelle, sans que je mesure pourtant toutes les implications d'un tel exercice<sup>49</sup>. Néanmoins, je voulais comprendre comment « l'œuvre » de Coquebert de Montbret faisait sens dans son époque, sans toutefois décréter *a priori* qu'il en était une simple illustration. Or, dans son cas, la notion d'œuvre s'avérait particulièrement délicate à manipuler puisque comparé à la masse d'écrits, Coquebert de Montbret n'avait que très peu publié. C'étaient donc les productions qui avaient émané de son activité professionnelle, personnelle et savante qu'il me fallait éclairer.

La première approche que j'avais pu avoir du fonds Montbret renvoyait l'image d'un homme pragmatique, doté d'un esprit universaliste et soucieux de disposer d'un savoir cohérent et utile. Si le fonds Montbret me semblait constituer un observatoire privilégié pour restituer la trajectoire de cet homme, j'ai pris conscience que le passage d'une perspective monographique à une approche biographique nécessitait d'élargir ce corpus. Certes, le fonds Montbret offrait le catalogue thématique de sa bibliothèque, une partie de sa correspondance, tant privée que

---

<sup>49</sup> Le travail de Jean-Claude Perrot sur Lavoisier en offre un modèle exemplaire : PERROT (Jean-Claude) (éd.), *De la richesse territoriale du Royaume de France de Lavoisier*, Paris, CTHS, 1988. Il revient également sur la question de la biographie intellectuelle dans les « Préliminaires » d'*Une histoire intellectuelle de l'économie politique (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, EHESS, 1992, en particulier aux pages 37 à 50. Depuis, Dominique Margairaz a proposé dans son livre consacré à François de Neufchâteau à la fois une enquête exemplaire et un cadre méthodologique stimulant qui met en lumière les enjeux d'une biographie intellectuelle ; MARGAIRAZ (Dominique), *François de Neufchâteau. Biographie intellectuelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005.

professionnelle, une vingtaine de ses carnets de voyage, certains rapports professionnels et des notes sur son activité au sein des sociétés savantes ; mais il fallait encore compléter ce corpus initial, et travailler sur les archives des milieux savants et politiques, afin de comprendre l'ajustement complexe des positions individuelles et des dispositions sociales. Il fallait dès lors non plus adapter ce sujet à un objet d'étude donné (le fonds Montbret), mais au contraire construire l'objet d'analyse (la trajectoire de Coquebert de Montbret).

Au cours des sondages effectués hors du fonds Montbret, il est apparu que Coquebert de Montbret avait laissé d'assez nombreuses traces écrites de son action comme de ses idées. En effet, le département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de France dispose d'un fonds qui porte son nom ; les Archives nationales possèdent les sources concernant sa carrière au ministère de l'Intérieur et à l'Agence des mines ; les archives du Quai d'Orsay conservent, quant à elles, les sources relatives à sa carrière au ministère des Affaires étrangères ; les archives de l'Académie des sciences disposent des sources retraçant le rôle de Coquebert de Montbret dans cette institution savante à partir de 1816 ; le département des Cartes et Plans de la Bibliothèque nationale de France renferme les archives de la Société de géographie, à la fondation de laquelle Coquebert de Montbret contribua très activement ; la Bibliothèque de la Sorbonne détient celles de la Société philomathique ; les Archives de l'Académie royale des sciences de Belgique possèdent une partie de sa correspondance, infime quantitativement mais extrêmement importante du point de vue du contenu, puisqu'il s'agit des lettres qu'il a adressées au géologue Omalius d'Halloy ; enfin, les collections particulières, mises à ma disposition par des descendants de la famille Brongniart, m'ont permis d'accéder à certains aspects plus personnels de la vie de Coquebert de Montbret. Les quelques coups de sonde effectués dans les archives départementales n'ont guère été fructueux et, au regard de la masse du corpus déjà constitué, j'ai décidé de ne pas poursuivre cette piste, au risque de consacrer beaucoup de temps à une collecte d'informations dont les résultats seraient de moins en moins profitables.

Au terme de ce premier sondage, j'ai rassemblé un corpus composé de 273 cotes de manuscrits, et de 41 cotes d'imprimés, d'où j'ai pu tirer 1353 unités documentaires. Outre sa fragmentation géographique, ce corpus se caractérisait aussi par sa diversité matérielle, la nature des archives inventoriées s'étendant des lettres jusqu'aux rapports consulaires, en passant par des carnets de voyage et des articles écrits pour des revues savantes. Regrouper la totalité des archives concernant Coquebert de Montbret était illusoire, mais, à ce stade, j'ai eu le sentiment d'avoir réuni un corpus cohérent et représentatif du parcours de Coquebert de Montbret, c'est-à-dire d'avoir rassemblé les conditions indispensables à l'écriture d'une

biographique intellectuelle, approche particulière qui place l'interrogation biographique au service de la compréhension d'un itinéraire intellectuel resitué socialement.

Le parcours de Coquebert de Montbret m'est peu à peu apparu comme un moyen d'observer à une échelle large l'évolution des pratiques de savoir et de pouvoir à la charnière des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, non pas du fait d'une singularité *a priori* revendiquée pour Coquebert de Montbret et sa bibliothèque ; mais au contraire, en considérant cet acteur secondaire comme potentiellement représentatif de la catégorie des commis d'État qui, jusqu'ici, ont fait davantage l'objet d'études prosopographiques que d'enquêtes biographiques. Ainsi, dans ma recherche, afin de ne pas séparer l'histoire culturelle des liens qu'elle a tissés avec l'histoire de la construction des identités sociales, j'ai décidé de partir de l'individu, c'est-à-dire du singulier ordinairement tu, voire occulté, pour tenter d'atteindre le collectif. Je ne voulais pas écrire la biographie de Coquebert de Montbret, au sens où j'aurais « raconté sa vie », mais plutôt partir de son expérience sociale et culturelle pour comprendre la lecture du monde qui se dégageait de ses écrits. J'ai donc choisi, dans mon mémoire de DEA, de m'arrêter sur trois des pratiques de savoir mises en œuvre par Coquebert de Montbret et saisissables dans le fonds Montbret : ses gestes de lecteur, sa manière de voyager, ses fonctions d'administrateur.

Ce sont là les grandes lignes du projet de thèse que j'ai présenté lors de ma soutenance de DEA, en juin 1993. Elle s'est déroulée à l'EHESS, devant un jury composé de Claude Mazauric, Marie-Françoise Rose et Roger Chartier. Claude Mazauric avait jugé que les directions que prenait mon enquête étaient trop éloignées de ses propres préoccupations et il avait eu l'idée de solliciter Roger Chartier, non seulement pour lire et évaluer mon travail mais pour envisager une codirection de la thèse à venir ; ce qu'après la soutenance Roger Chartier eut la générosité d'accepter. Si atypique qu'elle fût, cette codirection s'est avérée pour moi très fructueuse, j'aurai l'occasion d'y revenir.

## **Premiers questionnements sur la géographie ou la clé d'entrée d'une biographie intellectuelle**

Les trois figures de Coquebert de Montbret mises au jour dans le mémoire de DEA ne constituaient qu'une étape du raisonnement et ne me semblaient pas pouvoir établir un point d'entrée satisfaisant dans cette enquête biographique. Le rôle *a priori* secondaire de Coquebert de Montbret et l'éclectisme de son parcours, annoncé par les notices biographiques et confirmé par le corpus de sources, compliquaient mon approche. À ce stade de l'enquête, il me fallait donc

trouver le moyen d'entrer dans sa vie. Certes, j'aurais pu faire le choix de l'économie politique, ou de l'histoire naturelle, disciplines prégnantes au tournant du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>50</sup>, et confronter ainsi la trajectoire de ce personnage aux configurations disciplinaires de son époque ; mais j'avais choisi de partir du singulier et c'est donc dans le parcours et dans le catalogue de la bibliothèque que j'ai décidé de chercher les premières pistes pour interroger ce corpus et cet itinéraire, autrement qu'en commençant par la naissance de son acteur qui, même si cet aspect n'était que formel, m'aurait enfermée dans une histoire de vie.

Dès les premières semaines de travail, l'existence du catalogue manuscrit m'avait intriguée, car c'est lui qui distinguait cet acteur par ailleurs discret ; c'est donc à partir de lui que j'ai cherché une voie pour pénétrer son parcours. Il s'agissait d'un catalogue thématique qui répartissait les ouvrages de cette collection en sept rubriques. La constitution d'une base de données répertoriant les 9342 titres mentionnés dans ce catalogue m'a permis de me familiariser avec l'espace référentiel supposé du personnage. Cette base de données devait à la fois restituer, en l'état, les informations contenues dans le catalogue, et rendre possible le traitement de ce corpus par grandes catégories conceptuelles, *via* un système d'indexation. J'ai ainsi pu estimer combien les bases de données étaient en mesure de rénover certains chantiers historiques jugés classiques, en offrant de nouvelles possibilités de traitement pour n'importe quel corpus de sources. J'eus à cette époque la conviction que cet outil méritait d'être mis à la disposition des chercheurs, ce qui devint possible, bien plus tard, grâce à la Maison interuniversitaire des Sciences de l'homme – Alsace, qui accepta de l'héberger sur son site<sup>51</sup>.

Très vite, l'originalité de la classification de ce catalogue s'est imposée. Coquebert de Montbret avait rangé ses livres en sept catégories, pour la plupart nettement distinctes de celles du système des libraires puisqu'il faisait se succéder les rubriques « langues », « littérature », « sciences », « application des sciences », « anthropologie ou l'homme physique et moral », « connaissances relatives à la géographie » et « histoire ». Il s'agissait de rubriques dont il semblait admettre la validité, et maîtriser les contours, puisque chacune était subdivisée (38

---

<sup>50</sup> PERROT (Jean-Claude), *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1992 ; JARDINE (Nicholas), SECORD (James A.) et SPARY (Emma C.) (dir.), *Cultures of Natural History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

<sup>51</sup> Depuis 2006, la MISHA héberge sur son site la transcription du catalogue thématique de la bibliothèque de Coquebert de Montbret que j'avais réalisée au début de ma thèse (<http://www2.misha.fr/flora/servlet/LoginServlet>). Dans quelques mois, grâce aux données du récolement du fonds ancien effectué par le personnel de la bibliothèque Villon de Rouen, la cote sous laquelle chaque volume ayant appartenu à Coquebert de Montbret est aujourd'hui conservé dans la collection de la bibliothèque municipale de Rouen sera indiquée, ainsi que la notice normalisée de chaque ouvrage.

sous-rubriques au total). Coquebert de Montbret avait donc conçu sa bibliothèque comme un système lui permettant de dominer un savoir dont l'homme serait le référent constant. Au-delà du constat de l'émergence des sciences de l'homme, cette classification offrait d'autres champs d'étude, parmi lesquels la présence et le poids d'une rubrique consacrée aux langues, d'une autre à l'anthropologie, et d'une troisième aux « connaissances relatives à la géographie ». La rubrique « langues » réunissait 1201 titres, il s'agissait de textes qui constituaient des échantillons linguistiques (catéchismes rédigés en dialectes locaux, bibles rédigées dans une langue étrangère) et des essais sur la structure des langages. Les langues émergeaient donc ici comme un moyen de connaissance du monde, mais aussi comme un des lieux de conservation de l'expression des générations passées. La rubrique « anthropologie », quant à elle, rassemblait 1018 titres, qui regroupaient la démographie, la philosophie, les ouvrages sur l'éducation, les sciences du gouvernement et la religion, alors que les ouvrages d'ethnographie apparaissaient à la fin de la rubrique « connaissances relatives à la géographie ».

Malgré cette périphrase, le phénomène méritait d'être relevé car au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle, la géographie était encore placée sous la tutelle de l'histoire ; et ne se présentait pas comme un champ de savoir spécifique et indépendant. D'ailleurs, aucune des classifications contemporaines que j'ai consultées n'offrait une telle architecture, pas même les bibliothèques des institutions savantes dont Coquebert de Montbret avait été membre, pas même les bibliothèques de ses amis. Non seulement, ce catalogue proposait une rubrique regroupant « des connaissances relatives à la géographie », mais de plus, ces ouvrages de géographie occupaient plus du quart de la bibliothèque avec 2509 titres sur 9432, soit le deuxième rang immédiatement après l'histoire (2894 titres).

D'après ce catalogue, Coquebert de Montbret semblait avoir envisagé la géographie comme une catégorie spécifique qui englobait d'autres champs du savoir. Ainsi avait-il réuni sous cette rubrique la topographie, baptisée « géographie en général », l'ethnographie, la statistique et l'économie, mais aussi, de façon plus classique, la cosmologie et les relations de voyage. Cette géographie restait donc un savoir empirique fondé sur l'observation, sur la collecte des faits bruts ; les objets qu'elle prenait en compte étaient disparates et renvoyaient à la fluidité de la géographie caractéristique de cette période. Cependant, ils n'étaient pas sans évoquer la pratique professionnelle de Coquebert de Montbret, et notamment les lieux où il avait exercé ses fonctions consulaires.

Curieusement, au cours du dépouillement des autres archives, l'inquiétude de l'espace s'est bientôt avérée essentielle. En effet, tour à tour consul, commissaire des relations commerciales, directeur de la statistique puis directeur des douanes, Coquebert de Montbret a

utilisé, comme beaucoup de ces spécialistes du savoir pratique, la géographie dans sa modalité pragmatique : les inventaires qu'il a dressés étaient censés produire une connaissance précise du territoire et contribuer ainsi au bon gouvernement. Mais sa pratique géographique a débordé le cadre de son activité professionnelle puisque Coquebert de Montbret l'a revendiquée comme une méthode de connaissance du monde. Il m'a semblé que, dans le monde des savants, choisir la géographie avait consisté pour Coquebert de Montbret à faire coïncider pratiques professionnelles et compétences intellectuelles et c'était surtout opter pour une fluidité commode, pour un savoir réputé dans le monde de la pratique qui pouvait lui conférer un rôle dans les milieux de la science, et donc une double légitimité, intellectuelle et sociale. Car, dans ce contexte de l'atomisation des savoirs, de l'émergence des disciplines, et de la recomposition du monde académique, Coquebert de Montbret apparaissait comme un amateur. La géographie semblait pouvoir lui offrir une reconnaissance académique<sup>52</sup>. Je me suis donc rendu compte que les connaissances relatives à la géographie avaient joué un rôle-clé dans le parcours de ce commis d'État proche de certains cercles savants. En revanche, l'intérêt de Coquebert de Montbret pour les langues, visible dans le catalogue de sa bibliothèque, ne trouvait pas un écho aussi constant que celui pour la géographie qui émanait des mémoires professionnels qu'il rédigeait ; de la même façon, son goût pour l'anthropologie apparaissait moins bien formalisé, et ne trouvait qu'un reflet déformé et ponctuel dans les autres archives. Intriguée par cette spécificité des sources, j'ai décidé de relire et de recomposer le parcours de Coquebert de Montbret au travers de ses pratiques et de ses lectures de l'espace.

## **L'objet restitué entre pratiques et lectures de l'espace**

En m'inspirant de la problématique utilisée par Marie-Noëlle Bourguet dans ses travaux sur la statistique départementale, je suis revenue aux textes en me demandant comment et pourquoi Coquebert de Montbret avait vu et décrit l'espace de cette manière. Ce n'est pas toujours son regard qui m'a paru pertinent mais plutôt sa position d'observateur actif, la représentation de l'espace que véhiculaient ses textes, datés et recontextualisés. En repérant les catégories spatiales mobilisées dans ses écrits, j'ai mis au jour des démarches qu'il n'avait pas élaborées de manière délibérée mais qui rendaient compte de sa pensée géographique, à une époque où la géographie ne correspondait encore à aucune surface disciplinaire constituée

---

<sup>52</sup> GODLEWSKA (Anne), « L'histoire de la géographie, pourquoi ? » et « La géographie des ingénieurs géographes (1795-1830) », dans P. CLAVAL (dir.), *Autour de Vidal de La Blache. La Formation de l'École française de géographie*, Paris, Mémoires et documents de Géographie, CNRS, 1993, p. 13-18 et p. 29-35. On peut aujourd'hui se reporter à l'ouvrage postérieur de l'auteur : GODLEWSKA (Anne), *Geography unbound: French geographic science from Cassini to Humboldt*, Chicago, The University of Chicago Press, 1999.

comme telle. Pour parvenir à cerner la configuration épistémologique de cette géographie appliquée autant qu'utilitaire, et dégager les pratiques et les lectures de l'espace de Coquebert de Montbret, j'ai construit une grille d'analyse. Sur les conseils de Denis Retaillé, j'ai élaboré un tableau qui tentait de décomposer les différentes strates de l'information géographique implicitement mises en œuvre dans les textes de Coquebert de Montbret. Il s'agissait de distinguer ainsi différents niveaux d'analyse, sans exclure les pratiques relevant de la géographie spontanée, ni hâter l'émergence de la géographie raisonnée<sup>53</sup>.

J'ai donc choisi de partir des opérations générales – la localisation, le classement, l'observation, l'analyse – qui se trouvaient à l'origine de l'écriture, et qui étaient dictées par la position occupée par Coquebert de Montbret dans l'espace social et l'espace géographique. Ces opérations ne prétendaient pas être des processus de production intellectualisée de l'espace géographique, mais simplement des postures d'information, des modalités de connaissance de l'espace, tributaires du problème initialement posé. En effet, si le point de départ était toujours « la connaissance d'un pays » – c'est-à-dire la réunion d'informations diversifiées – plusieurs approches présidaient à cette formalisation du réel, et pour me permettre d'étudier conjointement les pratiques et les lectures de l'espace de Coquebert de Montbret, cette grille devait croiser approche et écriture. Au commencement, il y avait donc un fonds dense et mystérieux et un personnage à l'image vague, confuse, très estompée. Au terme de cette enquête, les positions éclectiques de Coquebert de Montbret, grand commis d'État et homme de savoir, m'ont permis de restituer son rapport pratique au monde en l'articulant sur trois périodes construites à partir des positions sociales spécifiques et des modalités diverses d'appréhension de l'espace : la saisie du monde (1776-1792), le temps des expériences (1793-1814) et l'ordre des choses (1814-1831).

Sa « géographie » s'est d'abord constituée comme une méthode en donnant de l'épaisseur à la caractérisation du lieu<sup>54</sup>. Dans ses textes, la localisation ne se contente pas de la situation et du nom, mais elle appelle d'autres informations porteuses d'unité. Cependant, la démarche de Coquebert de Montbret reste empirique, et dans ses tableaux et ses inventaires, il peine à se défaire de la réalité vécue sur le terrain. Malgré tout, dans sa recherche pragmatique de connaissance des lieux et des territoires, il arrive que Coquebert de Montbret témoigne d'une intelligence très fine des situations géographiques qu'il décrit, et cela sans disposer d'aucun outillage théorique pour son analyse de l'espace. L'usage de la frontière est probablement la

---

<sup>53</sup> RETAILLÉ (Denis), *Le monde du géographe*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.

<sup>54</sup> GRATALOUP (Christian), *Lieux d'Histoire. Essai de géohistoire systématique*, Paris, Reclus, 1996.

pratique « géographique » qui a le plus directement familiarisé Coquebert de Montbret avec l'idée de découpage. Hostile à toutes les nomenclatures officielles, tant à l'échelle des relations entre les pays européens qu'à l'échelle des divisions départementales, il refusa de traiter la frontière comme un cadre fixe et imposé. Paradoxalement, c'est même pour s'opposer au poids contraignant du maillage départemental, qu'il jugeait dépourvu de signification, qu'il se lança dans la recherche d'unités plus cohérentes. En effet, bien que les départements aient été conçus comme des unités fonctionnelles, ce critère de découpage lui semblait insatisfaisant du fait de son impossible pérennité<sup>55</sup>. Il proposa donc, notamment dans ses notices publiées dans le *Journal des mines*, un maillage fondé sur les limites « naturelles » qu'il estimait plus légitimes, et plus adaptées aux monographies qu'il voulait écrire<sup>56</sup>. Cependant, comme les préfets de l'époque, Coquebert de Montbret ne prit pas conscience que ce pari sur l'arrondissement, unité qui semblait conforme à ses attentes, forçait le plus souvent l'établissement de limites naturelles et la recherche de surfaces homogènes.

Les carnets de voyage témoignent du poids des modèles implicites récurrents dans ses descriptions. Par ailleurs, Coquebert de Montbret a du mal à résister à l'exactitude de l'apparence. Sa démarche ayant toujours été fondée sur une connaissance directe, il refuse d'utiliser l'hypothèse et la déduction qu'il associe aux abstractions de l'esprit de système. Ainsi, plus sa démarche de terrain devient systématique, plus il s'attache à la précision des détails – chaque observation étant considérée comme un indice possible, comme une information potentiellement signifiante –, plus il s'égaré dans l'atomistique, et plus il perd en largeur de vue, en compréhension des contraintes globales. Ainsi, bien que sa pratique de terrain se soit peu à peu affinée, puisqu'il parvient à construire des grilles de lecture, celles-ci restent adaptées à ses projets de départ plutôt qu'articulées à une réalité spécifique ; et ses observations s'apparentent toujours davantage à la reconnaissance qu'à la découverte<sup>57</sup>.

Ses pratiques et ses lectures de l'espace se sont précisées dans un rapport dialectique entre action et connaissance, mais son refus de la généralisation est resté récurrent. Finalement, on ne peut discerner que des tâtonnements successifs, des tentatives ponctuelles et

---

<sup>55</sup> OZOUF-MARIGNIER (Marie-Vic), *La formation des départements. La représentation du territoire français à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, EHESS, 1989.

<sup>56</sup> Telle est l'image de Coquebert de Montbret que donne Lucien Gallois. Voir OZOUF-MARIGNIER (Marie-Vic), ROBIC (Marie-Claire) (dir.) Lucien Gallois, *Régions naturelles et noms de pays. Étude sur la région parisienne*, Paris, CTHS, 2008.

<sup>57</sup> J'ai synthétisé cette approche dans un article rédigé quelques mois après ma soutenance de thèse : « Sur les traces de Coquebert de Montbret, à la recherche d'une géographie invisible », *Dix-huitième siècle*, n° 33, 2001, p. 343-356.

pragmatiques qui ne construisent pas un cheminement progressif, lucidement assumé. Ce processus de structuration de la pensée analytique qui n'était ni global, ni conscient, n'effaça jamais le rapport spontané de Coquebert de Montbret à l'espace ; celui-ci demeura à l'orée de la « géographie » entendue comme savoir scientifique autonome. Ce qui est à l'œuvre ici ne relève ni de la discipline, ni même probablement de la méthode, mais plus certainement du regard géographique, c'est-à-dire de cette manière de saisir l'extériorité terrestre en reliant la pratique et la connaissance, le spontané et le raisonné. Restituer ce regard géographique, c'est-à-dire retrouver la part de la pratique et la part de la connaissance mobilisées pour regarder et décrire des objets, cela constitue peut-être une façon de comprendre la formalisation du réel, sans pour autant devoir se soumettre aux seuls discours légitimés par la discipline et ses garanties institutionnelles.

Au terme de cette recherche, c'est finalement une individualité contingente qui est apparue. Ainsi, comme beaucoup de ceux qui sont trop vite qualifiés de « seconds rôles », Coquebert de Montbret fut un agent qui répercuta dans ses analyses l'évolution de l'épistémè de son temps, et cela, différemment selon la position qu'il occupa. Il apparaît donc tantôt comme un protagoniste, tantôt comme un agent porteur des tensions de son époque et dont le parcours tarde à se révéler tant il se trouve imbriqué dans les contraintes du temps qui l'enserrent. Cette présence apparemment évanescence du représentant de l'État, dans une période où celui-ci se reconstruit sur des bases nouvelles, ne doit pourtant pas réduire son rôle à celui d'un simple porte-voix, car si les bornes du discours sont posées par des directives ministérielles, les analyses qui se développent dans ce cadre manifestent en revanche une lecture spécifique. Représentatif de ces grands commis, Coquebert de Montbret semble en effet être « entré dans le jeu » et l'avoir joué avec succès, en se mettant au service de l'État, instance qui, plus encore au lendemain de la Révolution, définit et officialise les positions, et dans l'espace physique, et dans l'espace social. Cette aptitude, associée à d'indéniables compétences techniques, lui ont permis de faire une carrière solide. Telles sont les conclusions que j'ai exposées lors de ma soutenance le 12 novembre 1997, à l'université de Rouen, devant un jury composé de Marie-Noëlle Bourguet, Roger Chartier, Claude Mazauric, Denis Retaille et Michel Zylberberg<sup>58</sup>.

Après avoir consacré cinq années à construire la biographie intellectuelle de Coquebert de Montbret, j'étais convaincue de l'importance de s'attacher à ces présences discrètes, presque effacées, qui ne réapparaissent qu'au gré du travail d'enquête, car ce sont elles qui empêchent de

---

<sup>58</sup> Les grandes lignes de mon exposé de soutenance ont été reprises dans un texte publié par les *Annales historiques de la Révolution française* : « L'itinéraire d'un grand commis de l'État, Coquebert de Montbret (1755-1831) », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 2, 1998, p. 337-346.

figer une pratique – *a fortiori* une pratique disciplinaire – dans des archétypes durables mais stylisés. L'expérience m'avait montré que pour rencontrer ces agents et leur vécu, pour croiser ces modestes individualités biographiques, il fallait déjouer les silences apparents des sources, et faire l'effort d'un certain dessaisissement vis-à-vis des catégories sociales ou intellectuelles *a priori* supposées pertinentes. Ces conclusions, qui dépassaient le cadre d'une enquête biographique, m'ont donc amenée à envisager l'histoire des savoirs et des pratiques géographiques à une autre échelle, celle des réseaux savants et administratifs. Ce projet constituait probablement aussi une manière de contextualiser, mieux que je n'avais pu le faire pendant ma thèse, les références qui avaient pu être celles de Coquebert de Montbret. À ce stade, néanmoins, je pensais en avoir fini avec lui ; j'avais le sentiment d'avoir saisi les rapports de ce commis d'État à l'espace et j'avais envie de passer à autre chose. C'était pourtant oublier un peu vite la profusion et les mystères du fonds Montbret de la bibliothèque municipale de Rouen...

## L'apprentissage d'un métier

Les années de thèse constituent à l'évidence un moment déterminant dans la construction d'un parcours universitaire. J'ai déjà évoqué le travail d'archives, si caractéristique de la pratique historique, ainsi que l'importance que certaines lectures peuvent avoir sur l'orientation de la réflexion. Dans mon cas, il y eut les *Dits et écrits* de Michel Foucault que j'ai lus à la fin de l'année 1995<sup>59</sup>, juste avant de commencer la rédaction de ma thèse, puis les *Méditations pascaliennes* de Pierre Bourdieu<sup>60</sup>, que Roger Chartier avait présentées dans son séminaire et que j'ai lues avant de rédiger la conclusion.

À mes yeux, les années de thèse restent aussi marquées par l'apprentissage d'une forme particulière d'écriture, un apprentissage qui se fait, dans une large mesure, grâce au directeur de thèse. La meilleure évocation que je connaisse de cette relation se trouve dans le documentaire réalisé en 2001 par Pierre Carle et consacré à Pierre Bourdieu, *La sociologie est un sport de combat*. Le dialogue auquel on assiste entre Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant me touche beaucoup. Celui-ci avait alors soutenu sa thèse depuis longtemps mais on le voit pourtant continuer à soumettre le texte de ses livres à Pierre Bourdieu<sup>61</sup>. Cette séquence restitue bien l'autorité morale et intellectuelle, parfois paternelle, qu'incarne le directeur de thèse ; elle

---

<sup>59</sup> FOUCAULT (Michel), *Dits et écrits*, 4 volumes, Paris, Gallimard, 1994.

<sup>60</sup> BOURDIEU (Pierre), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 1997.

<sup>61</sup> Pierre Bourdieu a accueilli dans la collection « Raisons d'agir » certains travaux de Loïc Wacquant dont *Les prisons de la misère* publié en 1999.

traduit aussi, avec beaucoup de justesse, l'admiration pleine de respect qu'éprouve le jeune chercheur pour son « patron », ainsi qu'une grande complicité<sup>62</sup>. Tout ce qu'avance là Pierre Bourdieu sur l'importance de publier et de savoir se départir des lourdeurs démonstratives, dit bien le cap que tout thésard doit franchir avant de présenter ses premiers articles. Personnellement, pour avoir eu la chance de profiter des relectures attentives de Claude Mazauric et des conseils précis de Roger Chartier pendant mes années de thèse, j'ai ressenti un vrai manque lorsqu'il m'a fallu envoyer mes premiers textes sans les leur avoir d'abord fait lire. Avec le recul, je pense qu'ils m'ont alors épargné bien des déconvenues.

J'eus d'ailleurs l'occasion de le mesurer au moment de préparer l'édition critique du voyage de Coquebert de Montbret effectué en 1789 entre Paris et Dublin. Henri Duranton venait de créer la collection « Lire le XVIII<sup>e</sup> siècle » au sein des Presses universitaires de Saint-Étienne, et souhaitait l'utiliser pour rendre accessible des manuscrits méconnus. Tout en acceptant de publier ce carnet de voyage<sup>63</sup>, il me demanda de faire précéder la transcription annotée d'une introduction, censée préciser non seulement la problématique spatiale suivant laquelle je proposais de lire ce texte, mais aussi, plus largement, le parcours de Coquebert de Montbret. En rédigeant l'introduction, puis en la reprenant pour la version imprimée, j'ai été confrontée aux exigences d'un éditeur qui, bien que légitimes, peuvent être exprimées brutalement. C'est ainsi que le métier rentre... J'ai alors appris à ne pas multiplier les références inutiles, à me méfier des développements confus, et je me suis familiarisée avec les règles d'un exercice classique de transcription et d'annotation d'un manuscrit *a priori* peu lisible et peu cohérent. Je me suis donc efforcée, dans mon travail d'annotation, d'éclairer les références parfois obscures de l'auteur, de souligner sa vision du monde et la structure de son savoir.

Si décisif que soit à proprement parler le travail de thèse, ces années-là correspondent aussi à la découverte de rituels universitaires comme les séminaires et les colloques. Provinciale,

---

<sup>62</sup> WAQUET (Françoise), *Parler comme un livre. L'oralité et le savoir, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Albin Michel, 2003. Au croisement de ces problématiques sur l'oralité et de celles sur la transmission, on verra : WAQUET (Françoise), « La parole, le savoir, la filiation. Enquête historique », *La cause freudienne*, n° 72, 2009, p. 215-226.

<sup>63</sup> *Voyage de Paris à Dublin à travers la Normandie et l'Angleterre en 1789*, de Coquebert de Montbret, Presses universitaires de Saint-Étienne, coédition « Lire le XVIII<sup>e</sup> siècle » – Région Haute-Normandie, 1995, 214 pages (établissement du texte, annotations et introduction). Le voyage de Coquebert de Montbret ne suit aucun plan d'observation formalisé, et comme il s'agit d'un texte qui n'a donné lieu à aucune réécriture ultérieure, les éléments de la description apparaissent sous la forme d'un inventaire désordonné. À cette période, Coquebert de Montbret apprenait à observer, il cherchait à tout voir et ce n'est que plus tard, après son passage au Bureau de la statistique, qu'il sut classer, du moins qu'il en eut l'ambition. Il semble pourtant que, dès 1789, il se soit efforcé d'analyser l'espace qu'il traversait ; mais il ne disposait pas, à cette époque, de clés de lecture ou de repères susceptibles de l'aider à systématiser son approche. Son carnet livre donc une vision très fragmentée de l'espace.

vivant à Paris pendant mes années de thèse, j'ai pu, à partir de l'automne 1993, suivre de manière régulière le séminaire de Roger Chartier, ou pour être plus précise les séminaires : le grand, où il recevait parfois un invité mais où, le plus fréquemment, il donnait un exposé suscitant chaque fois des pistes de réflexions stimulantes et des lectures capitales (Foucault et Bourdieu, bien sûr, Norbert Élias et Michel de Certeau également), et le petit, où les étudiants qui travaillaient sous sa direction exposaient les résultats de leurs travaux<sup>64</sup>. J'ai évidemment trouvé en Roger Chartier l'historien éminent que chacun connaît, mais aussi un homme qui saisissait ses étudiants par la vivacité de sa pensée et son intelligence des faits culturels. Dans les entretiens qu'il m'a accordés, il a toujours su répondre à mes inquiétudes, notamment face à l'étroitesse de mon objet. J'ai également suivi le séminaire de Daniel Nordman et Marie-Vic Ozouf-Marignier. Daniel Nordman fait partie des figures bienveillantes que j'ai eu la chance de côtoyer, il m'a donné de précieux conseils, notamment au moment où j'ai entrepris d'aborder la figure de Coquebert de Montbret sous l'angle de son rapport à l'espace. C'est aussi dans son séminaire que j'ai rencontré Hélène Blais. J'ai été très touchée lorsqu'en juin 2008, il m'a demandé de participer au jury de thèse de l'un de ses étudiants, Stéphane Blond, qui a travaillé sur l'atlas de Trudaine<sup>65</sup>.

Au sein de ce « tout petit monde » que forme le microcosme universitaire, les colloques constituent évidemment un lieu symbolique. Après la première expérience clermontoise, Claude Mazauric m'avait incitée à répondre, aussi souvent que possible, aux appels à communication<sup>66</sup>. Dans un premier temps, je n'osais guère franchir le pas et je m'en tenais aux congrès annuels du CTHS en soumettant une contribution à l'une des commissions. C'est ainsi que j'ai participé en 1994 au congrès d'Amiens sur la guerre<sup>67</sup>, puis, l'année suivante, à celui d'Aix-en-Provence où je

---

<sup>64</sup> J'ai présenté à deux reprises un état de mon travail : « Analyser un catalogue de bibliothèque, premier bilan d'une recherche », le 1<sup>er</sup> juin 1994 ; puis « Les voyages de Coquebert de Montbret entre lecture et écriture », le 11 mai 1995.

<sup>65</sup> BLOND (Stéphane), « L'atlas de Trudaine. Pouvoirs, administrations et savoirs techniques (vers 1730-vers 1780) », thèse de doctorat préparée sous la direction de Daniel Nordman, 5 volumes, 1189 pages + 63 planches + tables + CD-ROM, EHESS, Paris, 28 novembre 2008.

<sup>66</sup> Il m'incita d'ailleurs, pendant la thèse, à présenter des communications sur des sujets qui ne touchaient pas directement la recherche en cours. Ce fut l'occasion pour moi de collaborer avec Christine Le Bozec, lors des Journées de la recherche organisées en mars 1994 à Rouen ; nous avons toutes les deux présenté un rapport introductif intitulé « L'enquête biographique ». L'année suivante, j'ai présenté un texte de synthèse au colloque de Lille 3 : « La scolarisation en Haute-Normandie pendant la Révolution : bilan (1792-1800) », *Actes du colloque Les débuts de l'École républicaine (1792-1802), 23-25 novembre 1995, Villeneuve d'Ascq, Maison de la recherche - Lille 3, Revue du Nord*, n° 317, octobre-décembre 1996, p. 727-735.

<sup>67</sup> « La géographie, une discipline utile à la guerre ? Évocation de la carrière de Coquebert de Montbret », *La Révolution française, la guerre et la frontière, Actes du 119<sup>e</sup> congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Amiens, 26-30 octobre 1994*, CTHS, 2000, p. 377-385.

présentais deux textes, l'un dans la session Révolution française, l'autre dans l'une des sessions sur la correspondance, thème retenu cette année-là pour le congrès<sup>68</sup>. De manière plus inattendue, c'est le festival de cinéma que j'ai organisé à Fécamp, en 1993, pour le centenaire de la mort de Maupassant, qui m'a permis de rencontrer Yvan Leclerc. Professeur de littérature française à l'université de Rouen, Yvan Leclerc m'a donné la chance de sortir, pour la première fois, des limites imposées par le parcours de Coquebert de Montbret et d'aborder le voyage autrement. En 1996, pour le colloque qu'il consacrait à *Salammbô*, il me demanda de travailler sur le voyage effectué par Flaubert en Tunisie au moment où il préparait son roman<sup>69</sup>. L'écriture de Flaubert, que j'avais découverte adolescente en lisant *Madame Bovary*, continuait de me parler et ce fut une expérience très étonnante pour moi de faire de ses carnets un objet d'histoire.

C'est à partir de la lecture des notes prises par Flaubert pendant son voyage en Tunisie en 1858 que je me suis attachée à une forme spécifique de voyage et à un type précis d'écriture. Au sein de la catégorie des écritures du voyage, je proposai, dans ce texte, de regarder le voyage documentaire comme celui qui, toutes époques confondues, n'opérait pas le passage de l'apparition à la description, celui qui ne transformait pas l'objet observé en discours. Cette forme de voyage qui restituait ce regard errant était alors un genre délaissé au profit de la littérature de voyage, c'est-à-dire au profit des textes narratifs. Je soulignai que toutes les restitutions écrites, quelle que soit leur forme, contenaient des informations importantes sur les pratiques d'observation, qu'elles offraient une démultiplication des regards. Comparé à un récit écrit *a posteriori*, le carnet d'observation me semblait même (trop naïvement bien sûr, je le mesure aujourd'hui) garant d'une plus grande transparence du regard du voyageur, même si je notai que ce regard demeurait bien entendu déterminé par des images et des savoirs antérieurs à la découverte du paysage. Je suggérai donc de définir le voyage documentaire par la conviction et la volonté de voyager dans un souci de connaissance, sans connotation nécessairement savante, par un rapport privilégié et subjectif de l'homme à l'espace, par une restitution écrite ne recourant pas au récit, tout au moins pas initialement. Yvan Leclerc m'encouragea beaucoup à élaborer ce texte, il fut certainement indulgent à l'égard d'une contribution qui me paraît

---

<sup>68</sup> « Charles-Étienne Coquebert de Montbret en l'an III : étude de cas sur la mobilisation des savants », *Le tournant de l'an III, Réaction et Terreur blanche dans la France révolutionnaire, Actes du 120<sup>e</sup> congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Aix-en-Provence, 23-27 octobre 1995, publiés sous la direction de Michel Vovelle*, Paris, CTHS, 1997, p. 159-170 ; « Correspondance et biographie », *Correspondre jadis et naguère, Actes du 120<sup>e</sup> congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Aix-en-Provence, 23-27 octobre 1995, publiés sous la direction de Pierre Albert*, Paris, CTHS, 1997.

<sup>69</sup> « Le voyage comme pratique documentaire au XIX<sup>e</sup> siècle », *Salammbô de Flaubert. Histoire, fiction. Textes du colloque Flaubert, université de Rouen, 23 et 24 mars 1996, réunis par Daniel Fauvel et Yvan Leclerc*, Paris, Honoré Champion, 1999, p. 37-48.

aujourd'hui témoigner surtout d'un manque de maturité ! Je garde néanmoins un très bon souvenir de ce colloque et plus encore d'Yvan Leclerc qui fait partie des Rouennais que j'ai quittés à regret en 1998 et que j'ai toujours retrouvés avec grand plaisir que ce soit pour les séances de travail parmi les livres de Flaubert auxquelles il avait eu la gentillesse de m'inviter<sup>70</sup>, ou pour appuyer mon travail de numérisation des cartes de Coquebert de Montbret alors que lui-même dirigeait la numérisation des manuscrits de *Madame Bovary*. Une chose pourtant qu'Yvan Leclerc ne peut probablement pas imaginer, c'est combien Flaubert tient dans ma vie une place essentielle, beaucoup plus que je ne saurais le dire.

Après la parution du carnet de voyage de Coquebert de Montbret et la publication de mon premier article sur sa bibliothèque<sup>71</sup>, il m'est arrivé d'être sollicitée pour des colloques sur l'histoire de l'imprimé, le plus souvent pour présenter un aspect de la bibliothèque de Coquebert de Montbret<sup>72</sup>. C'est ainsi, lors d'un colloque sur la littérature clandestine, que j'ai rencontré Antony McKenna. Grâce à son soutien, ma thèse a été publiée dans la collection qu'il dirigeait chez Honoré Champion<sup>73</sup>. Cette publication est intervenue très rapidement après la soutenance. Je regrette parfois de n'avoir pas eu suffisamment de temps pour reprendre mon texte, pour le retravailler en profondeur et en ôter les formulations si caractéristiques d'une thèse, bref pour en faire un vrai livre. La contrepartie est que cela m'a permis de passer plus vite à autre chose.

Ces années d'apprentissage n'ont pas exclusivement concerné la recherche, ce sont toutes les facettes du métier d'enseignant-chercheur que j'ai alors découvertes. À partir de 1993, j'ai en effet eu la chance de bénéficier non seulement d'une allocation de recherche, mais aussi d'un monitorat. En juin de cette même année, j'avais été classée en tête du DEA d'histoire socioculturelle, commun aux universités de Rouen et de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines,

---

<sup>70</sup> LECLERC (Yvan) (dir.), *La bibliothèque de Flaubert. Inventaires et critiques*, Rouen, Presses universitaires de Rouen, 2001.

<sup>71</sup> « La bibliothèque d'un érudit : Charles-Étienne Coquebert de Montbret », *Études normandes*, n° 2, 1995, p. 47-72. Cet article restitue les premiers résultats tirés de l'analyse du catalogue thématique de la bibliothèque de Coquebert de Montbret.

<sup>72</sup> « Coquebert de Montbret, un collectionneur de manuscrits clandestins ? », *Actes du colloque Censure et clandestinité aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, Créteil, le 25 avril 1997, La Lettre clandestine*, mai 1998, p. 189-200 ; « De la bibliothèque de Charles-Étienne Coquebert de Montbret au fonds Montbret de la bibliothèque municipale de Rouen », *Actes du colloque Voyages de bibliothèques, Roanne, 25-26 avril 1998, Saint-Étienne*, Presses universitaires de Saint-Étienne, 1999, p. 45-53 ; « Une bibliothèque désorientée, la place de l'Orient dans la bibliothèque de Coquebert de Montbret », *Tunis, Carthage, l'Orient sous le regard de l'Occident du temps des Lumières à la jeunesse de Flaubert, textes réunis par Éric Wauters*, Presses universitaires de Rouen, 1999, p. 39-49.

<sup>73</sup> *Lectures et pratiques de l'espace. L'itinéraire de Coquebert de Montbret (1755-1831), savant et grand commis d'État*, Honoré Champion, coll. « Les Dix-huitièmes siècles », collection dirigée par A. McKenna, 1999, 753 pages.

et je m'étais vu offrir une bourse doctorale de trois ans mise en place par le conseil régional de Haute-Normandie afin de valoriser les fonds patrimoniaux conservés dans la région. Après beaucoup d'hésitations, j'ai décidé de saisir cette occasion, et c'est ainsi que j'ai renoncé, provisoirement, à préparer le CAPES et l'agrégation, pour entreprendre une thèse. Dès la rentrée 1993, j'ai cependant pu commencer à enseigner, d'abord en temps que monitrice au département d'histoire de l'université de Rouen ; puis, en septembre 1996 et en septembre 1997, j'ai été élue attachée temporaire d'enseignement et de recherche. Au cours de ces cinq années, j'ai tout d'abord eu la charge de travaux dirigés d'histoire moderne pour les étudiants de DEUG portant sur la société d'Ancien Régime, puis j'ai assuré des travaux dirigés et des cours d'histoire moderne destinés aux étudiants de licence, cours et TD que j'ai choisi de consacrer à la France des Lumières ; enfin, j'ai eu la responsabilité d'un enseignement d'historiographie et de méthodologie. C'est donc à Rouen que j'ai fait mes classes d'enseignante, au sein d'une équipe pédagogique très soudée.

En dépit d'un déficit de « légitimité statutaire<sup>74</sup> » particulièrement lourd à porter – n'être ni agrégée, ni certifiée –, je fus, au printemps qui suivit ma soutenance, qualifiée par le CNU et autorisée à être candidate à un poste de maître de conférences. C'est avec la conviction que ce serait « un tour pour rien » et que, l'année suivante, il me faudrait de toute façon préparer ces concours du second degré que j'ai entamé cette campagne de candidature. J'ai ressenti, à cette période plus que jamais, combien ma trajectoire sociale et scolaire me singularisait et me plaçait à distance des attentes de la communauté universitaire ; ce déficit de légitimité me rendait si vulnérable que j'envisageais même de changer de voie, c'est-à-dire de renoncer aussi à la recherche. Plusieurs collaborations, d'abord comme assistante, puis comme productrice à France Culture me paraissaient offrir un autre horizon, plus dégagé que celui de l'université. Pourtant, contre toute attente, l'issue de cette première campagne fut heureuse<sup>75</sup>. Auditionnée d'abord à Clermont-Ferrand puis à Strasbourg, je fus classée deuxième en Auvergne et première en Alsace, résultat que je continue de juger inespéré et que je me garde de raconter à mes étudiants, tant je leur déconseille, aujourd'hui plus encore, de faire le choix qui a été le mien à un

---

<sup>74</sup> BOURDIEU (Pierre), *Esquisse pour une auto-analyse*, op. cit., p. 18.

<sup>75</sup> Dans *Candidature*, un moyen métrage sorti au cinéma en 2001, Emmanuel Bourdieu évoque les modalités de ces recrutements universitaires, dont les logiques semblent évidentes vues de l'intérieur mais sur lesquelles il sait poser un regard à la fois informé et distancié, souvent drôle. On retrouve ce même équilibre dans son long métrage *Vert paradis*, sorti en février 2004, qui met notamment en scène un jeune chercheur retournant dans son Béarn natal faire une enquête sur le célibat... Faut-il préciser qu'il y est largement question de « l'entreprise d'objectivation » ?

moment où j'ignorais la valeur assignée à ces concours dans l'évaluation des carrières des enseignants-chercheurs.

Quitter l'université de Rouen a été pour moi une épreuve difficile, parfois douloureuse, et je repense toujours avec une certaine nostalgie à ces années rouennaises. Cela dit, je sais à présent que ce départ a été véritablement salutaire, et qu'il a constitué pour moi une des conditions qui m'ont permis de grandir.



### III CHANGER D'ÉCHELLE

À partir de l'automne 1998, le changement d'échelle se joua pour moi à plusieurs niveaux. D'une part, je découvrais une ville et une université où je ne connaissais personne ; d'autre part, après avoir consacré cinq années de recherche à une enquête biographique, j'aspirais à redimensionner mon travail, ou du moins à faire varier les conditions de sa construction<sup>76</sup>. Si l'échelle a changé entre mon sujet de thèse et l'enquête dans laquelle je me suis lancée dans les mois qui ont suivi mon élection comme maître de conférences, il existe pourtant une certaine continuité thématique entre ces dossiers. Les savoirs et les pratiques de l'espace sont en effet restés au cœur de mon travail, reste à voir de quelle manière.

#### **Strasbourg, ou l'espace (et l'âge) des possibles**

Le hasard des candidatures me conduisit donc à Strasbourg. Avant de m'y rendre pour l'audition, les seules images que je pouvais associer à cette ville venaient du film touchant et grave, réalisé par Pascale Ferran en 1995 et sorti en mai 1996, *L'âge des possibles*. Écrit pour les comédiens du Théâtre national de Strasbourg, produit par Arte et tourné à Strasbourg, ce film s'attache à la construction de soi<sup>77</sup>. En filmant les gestes du quotidien, Pascale Ferran y montre les rues strasbourgeoises et quelques lieux publics que j'ai pris beaucoup de plaisir à identifier lorsque la ville m'est devenue familière. Elle sait y saisir la peur qui accompagne ces moments-là, la vulnérabilité que cela suscite, ainsi que les enthousiasmes naïfs qui permettent de trouver un

---

<sup>76</sup> REVEL (Jacques) (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard – Seuil, coll. « Hautes Études », 1996.

<sup>77</sup> C'est Jean-Louis Martinelli qui fut à l'origine de cette initiative baptisée « Génération TNS ». Après Pascale Ferran, Cédric Kahn, Nicolas Philibert et Claire Simon ont tour à tour réalisé un film avec une promotion d'élèves-comédiens.

équilibre souvent fragile à cette période de la vie. C'était en quelque sorte pour moi un film de circonstances.

## **Les marches du Palais**

Lorsque je suis arrivée au Palais universitaire pour l'audition, j'ai bien sûr été impressionnée par le lieu : par la solennité de ce monument historique légué par les Hohenzollern, par le corps de bâtiment majestueux dominé par la formule programmatique « *Litteris et patriae* », par l'escalier imposant qui illustre si bien le caractère d'un poste qui me paraissait si peu accessible, etc. Ces impressions ont été tellement fortes que ce n'est jamais sans une sorte de pincement que j'emprunte, aujourd'hui encore, cet escalier, bien qu'il fasse désormais partie de mon environnement de travail quotidien. Si intimidant qu'il puisse être, le Palais universitaire offre aussi un cadre de travail incomparable, presque irréel pour qui a suivi ses études et commencé à enseigner dans une université créée dans les années 1960, c'est-à-dire dans des bâtiments sans âme et souvent dégradés. Cet attachement pour « le Palais » ne s'est pas émoussé avec le temps et je regarde comme un vrai privilège le fait que les historiens, ainsi que les théologiens et les plasticiens, puissent y conserver leur lieu de travail quotidien.

Je me souviens de l'accueil immédiatement chaleureux que m'a réservé Jean-Michel Boehler, qui était alors directeur de l'Institut d'histoire moderne. Son amitié pour moi ne s'est jamais démentie, ses encouragements m'ont toujours touchée. J'éprouve un profond respect et une grande admiration pour son regard d'historien résolument humain, si bien que je n'ai pas hésité, lorsqu'en 2005, il a fait valoir ses droits à la retraite, à me lancer avec Jean-François Chauvard dans l'aventure des « mélanges Boehler<sup>78</sup> ». Des premiers mois à Strasbourg, je me rappelle aussi les conseils clairvoyants de Jean-Claude Waquet, à qui je dois tant. D'autres collègues, bien sûr, ont facilité mon installation à Strasbourg ; toutefois, le rôle structurant des instituts, hérités de la tradition germanique, explique des contacts moins nombreux avec les collègues spécialistes d'autres périodes ou historiens d'art. Ainsi ai-je dû attendre le colloque de Genève consacré en mai 2001 à l'*Encyclopédie méthodique* pour discuter vraiment avec Martial Guédrón et Laurent Baridon, et découvrir la proximité de certains de nos objets.

## **Le « Groupe Espace » : premières expériences d'animation de la recherche**

Le « Groupe Espace », créé et animé par Jean-Claude Waquet, était cependant un de ces lieux qui rendaient le décloisonnement possible. C'est là que j'ai connu des expériences très

---

<sup>78</sup> CHAUVARD (Jean-François) et LABOULAIS (Isabelle) (dir.), *Les fruits de la récolte. Études offertes à Jean-Michel Boehler*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2007.

stimulantes de travail en commun, notamment lors des rencontres mensuelles qui tenaient lieu de séminaire et qui permettaient de connaître les travaux des uns et des autres. C'est dans ce cadre qu'à la demande de mes collègues, j'ai présenté plusieurs interventions sur les catégories spatiales, en insistant sur la nécessaire vigilance à l'égard des questions de terminologie. Au moment de mon élection, le projet de produire un volume collectif avait déjà pris corps, il s'agissait pour chacun d'interroger la place prise par les questionnements spatiaux dans les évolutions récentes de son champ de recherche. Cette approche m'a donné l'occasion de mener une enquête réflexive, de revenir sur l'histoire de catégories spatiales que j'avais utilisées dans ma thèse, en m'attachant à leur dimension opérationnelle mais sans me préoccuper alors des modalités de leur constitution. Mon enquête est partie des deux numéros des *Annales* qui, en 1986 puis en 1997, ont été consacrés au rapport entre les historiens et l'espace. En relisant les travaux des auteurs qui ont contribué à ces deux numéros, j'ai repéré la manière dont « de nouveaux questionnements » et de « nouvelles manières de faire » se sont développés autour de cet objet protéiforme qu'est l'espace<sup>79</sup>.

Après la parution des *Espaces de l'historien*, en 2000, Jean-Claude Waquet, qui avait été élu à l'université de Créteil, s'est peu à peu éloigné de notre « Groupe Espace<sup>80</sup> » et j'ai tenté avec Odile Goerg et Rebecca Rogers de construire un nouveau programme de travail collectif. J'étais convaincue qu'il y avait encore matière à poursuivre l'investissement collectif entrepris autour des notions d'espace. Je leur ai proposé d'organiser des déjeuners « Espace » pour lesquels nous fixions un programme de lecture et discussions d'un article ou d'un livre suggérés par l'une de nous. C'est à cette période et dans un cadre vraiment convivial que j'ai partagé avec mes deux collègues les lectures qui accompagnaient mes travaux consacrés à l'histoire de la géographie et, qu'en retour, j'ai découvert la géographie culturelle (anglaise et américaine) et son approche des espaces symboliques<sup>81</sup>. Nous avons tenté toutes les trois de bâtir un projet autour des mises en scène de l'espace. Nous considérons cette notion de mise en scène de l'espace comme une

---

<sup>79</sup> « Les historiens français et les formes spatiales : questionnements et manières de faire (1986-1998) », dans O. GOERG, R. ROGERS et J.-C. WACQUET (dir.), *Les espaces de l'historien*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2000, p. 33-50 (voir l'article n° 1 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>80</sup> Le « Groupe Espace » n'était que l'une des trois composantes rassemblant les historiens médiévistes, modernistes et contemporanéistes de l'UFR, il a rejoint le groupe des historiens d'art et celui des historiens travaillant sur les mondes germaniques au sein de l'EA 3400. Aujourd'hui dirigée par Benoît Tock, professeur d'histoire médiévale, l'EA 3400 a fait disparaître les composantes au profit d'une structuration des travaux en grands axes thématiques. Je suis, depuis le début du quadriennal en cours, membre du bureau de cette équipe d'accueil.

<sup>81</sup> COSGROVE (Denis), *Social Formation and Symbolic Landscape*, Madison, University of Wisconsin Press, 1998 rééd. (1<sup>re</sup> éd. : 1984) ; COSGROVE (Denis) et DANIELS (Stephen), *The Iconography of Landscape. Essays on the Symbolic Representation, Design and Use of Past Environments*, Cambridge University Press, 1997, rééd. (1<sup>re</sup> éd. : 1988).

catégorie particulière de la représentation, caractérisée par l'articulation entre différentes pratiques spatiales et leur mise en mots, en cartes ou en images, une catégorie investissant l'espace de sens nouveaux. L'inscription spatiale se trouvait donc au cœur de ce projet et qui a servi de trame aux programmes des séminaires que nous avons bâtis chaque année à partir de 2001. C'est dans ce cadre aussi que j'ai organisé les journées d'études qui, plus tard, ont donné naissance au volume collectif *Comblant les blancs de la carte*, sur lequel je reviendrai. Dans le même temps, Rebecca Rogers a animé le séminaire sur les mises en scène de l'espace ; Nicolas Bourguinat et Jean-Michel Mehl se sont ensuite chargés de rassembler et de publier les communications qui y avaient été présentées<sup>82</sup>.

Si j'ai découvert auprès de mes collègues strasbourgeois un aspect nouveau des fonctions de l'enseignant-chercheur – l'animation de la recherche –, c'est aussi à l'université Marc-Bloch que j'ai connu la diversité des tâches administratives assignées à ce métier et qui accompagnent le travail d'enseignant<sup>83</sup>.

### **Enseigner : les enjeux de la préparation des concours et de l'initiation à la recherche**

Quand je suis arrivée à Strasbourg, mon expérience d'enseignante connut un tournant majeur. Je découvris en effet les exigences liées à la préparation des concours. À l'Institut d'histoire moderne, l'usage veut que, pour ces enseignements, les professeurs se chargent des cours magistraux et les maîtres de conférences des travaux dirigés. Christine Lebeau, qui avait assumé cette charge seule pendant plusieurs années, m'a fait part de son expérience et j'ai passé une partie de mon été 1998 à préparer la question au programme cette année-là : « La terre et les paysans en France et en Grande-Bretagne (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle) ». Vinrent ensuite « Les monarchies espagnole et française (1550-1714) », puis « La Renaissance (1470-1570) », enfin « Révoltes et révolutions en Europe (Russie incluse) et aux Amériques de 1773 à 1802 ». Lorsque cette question a été mise au programme, c'est avec soulagement que je découvrais une bibliographie d'agrégation qui m'était un peu plus familière que celles des années précédentes... Mon sacerdoce prit pourtant fin avec cette question, au moment où commençait ma première

---

<sup>82</sup> BOURGUINAT (Nicolas) et MEHL (Jean-Michel) (dir.), *Les mises en scène de l'espace. Faux-semblants, ajustements et expériences dans la ville*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2006.

<sup>83</sup> J'ai participé aux travaux de différents conseils (j'ai été élue au Conseil d'UFR entre 2001 et 2005, puis de nouveau depuis mars 2010 ; également élue au CEVU entre 2001 et 2004), ce qui m'a permis de mieux connaître les rouages universitaires. J'ai également contribué à l'organisation pédagogique qui prolonge bien sûr le métier d'enseignant (j'ai été responsable du tutorat au sein de l'UFR des sciences historiques entre 1998 et 2000, responsable du DEUG d'histoire entre 2002 et 2005), en passant par des fonctions plus techniques (comme la construction des arborescences de diplômés de sciences historiques lors du passage à Apogée en 2001-2002).

année de délégation au CNRS ; il reprendra en septembre prochain avec la question d'agrégation sur « Les circulations internationales en Europe (1680-1780) » pour laquelle j'assumerai à la fois les cours et les travaux dirigés. J'ai beaucoup appris en me frottant à cet exercice, en particulier grâce à Jean-François Chauvard, avec qui, à partir de l'automne 2000, j'ai partagé les séances de travaux dirigés et les colles. Ma participation au jury du CAPES entre 1999 et 2001 m'a également beaucoup apporté. La correction de copies ne constitue certes pas la partie la plus plaisante de la tâche mais elle m'a permis de mieux cerner les attentes et probablement de donner des conseils plus avisés aux étudiants. Les premières semaines d'été passées à Châlons-en-Champagne pour participer au jury d'oral ont, elles aussi, été très instructives. Je me suis ainsi imprégnée des formulations adaptées aux leçons, j'ai pu aussi identifier les défauts majeurs des candidats et les signaler à mes étudiants.

Les enseignements que j'ai dispensés à Strasbourg ont été variés, à la fois par la diversité des niveaux et par le renouvellement des questions que j'ai traitées<sup>84</sup>. Je considère avoir tiré un grand profit des échanges entre collègues pour l'élaboration d'un fascicule, pour l'harmonisation de nos attentes méthodologiques, pour le choix des lectures suivies. Le cours qui m'a été confié en troisième année à partir de la rentrée 1999 m'a toujours permis de laisser une place plus grande à mes propres objets et à mes propres questionnements<sup>85</sup>. Il m'est probablement arrivé de prévoir des intitulés de cours trop précis, voire trop arides, à l'image de celui sur l'histoire des sciences et des techniques pendant la Révolution et l'Empire, dispensé devant un petit effectif – une quinzaine d'étudiants ; mais il fonctionna presque comme un séminaire et me laisse de très bons souvenirs, liés notamment à l'implication des étudiants. Ces enseignements-là, complétés par quelques interventions en maîtrise puis en master (notamment pour des cours de méthodologie ou d'historiographie), sans aller jusqu'à créer des vocations chez les étudiants ont suscité chez certains le désir d'entreprendre une recherche sous ma direction.

Bien que la constitution d'un corpus manuscrit ne constitue pas pour moi un préalable nécessaire au travail de l'historien, la direction de mémoires de maîtrise et les cours donnés à ce niveau m'ont conduit à découvrir les fonds d'archives conservés à Strasbourg, en premier lieu le fonds Fabbian de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg où se trouvent de

---

<sup>84</sup> Dès mon arrivée à Strasbourg, j'ai donné des cours et des travaux dirigés de première année consacrés à l'Europe moderne. Au gré des allées et venues de mes collègues (élection, départ à la retraite, délégation, mutation, etc.), je suis intervenue chaque année depuis mon élection, tantôt avec les étudiants de DEUG 1, tantôt avec les étudiants de DEUG 2.

<sup>85</sup> « Savoirs et pouvoir dans la France entre 1750 et 1815 » ; « Voyages et représentations du monde à l'époque moderne » ; « Histoire des sciences et techniques pendant la Révolution et l'Empire » ; « Savoirs et culture dans la France moderne » ; « La Révolution française, 1789-1799 ».

nombreux récits de voyage, mais aussi le fonds des archives de l'intendance ou la série L (consacrée à l'histoire de la Révolution) aux Archives départementales du Bas-Rhin. En tirant des sujets de mémoires de ces ensembles documentaires, j'ai à ce jour eu le plaisir de diriger les travaux de maîtrise ou de master de trente-six étudiants. Je les ai accompagnés du choix de leur sujet à leur soutenance, les voyant régulièrement, guidant leurs premières recherches bibliographiques, les accompagnant parfois aux archives, corrigeant leurs premiers essais de rédaction puis un premier jet de leur texte avant la réalisation du mémoire, me montrant aussi attentives à leurs interrogations sur le métier d'historien. Leurs travaux portaient soit sur les pratiques et les représentations de l'espace, soit sur les lieux de savoir et la constitution d'un espace public dans l'Alsace des Lumières ; quelques-uns avaient une approche plus atypique, le plus souvent en raison d'une année Erasmus. Plusieurs ont donné lieu à des travaux intelligents, certains ont été publiés dans une version remaniée, parfois seulement de manière partielle<sup>86</sup>. Je garde de très bons souvenirs des travaux de Dorothée Rusque, de Louise Burckel, de Janice Buck, d'Hélène Zeyer<sup>87</sup>. Au moment où le master enseignement se met en place et s'apprête à rogner le temps que les étudiants pourront consacrer à la recherche, je me demande si, dans quelque temps, je ne repenserai pas à ces années-là avec nostalgie.

Comme à nombre de collègues, il m'est arrivé, la lassitude ou la fatigue aidant, de déplorer la baisse du niveau des étudiants, leur manque de motivation, ou encore la façon dont certains se satisfont trop facilement de travaux médiocres. Cependant, je reste convaincue qu'il ne s'agit pas là d'une fatalité, qu'il faut rester exigeants et que, quand bien même nous dispensons des cours à des étudiants peu motivés, il y en a, certaines années, quelques-uns parmi eux qui rédigent des copies bien écrites dont l'analyse nous étonne et nous ravit. C'est l'un des très grands plaisirs de ce métier.

---

<sup>86</sup> Le travail de Lætitia Gigault sur le journal de voyage de Mademoiselle de Mortemart a fait l'objet d'une publication : MORTEMART (Victurnienne-Delphine-Nathalie de), *Un merveilleux voyage. Le journal d'une enfant pendant l'été 1769, édition établie par Lætitia Gigault*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2006. Je regrette les partis pris de l'éditeur qui, destinant cet ouvrage à un large public, a demandé à Lætitia Gigault de moderniser le texte. De plus, le titre choisi masque totalement la nature du document qui n'est pas le journal écrit par une enfant, mais *pour* une enfant, vraisemblablement par un précepteur. L'auteur de ce travail est aujourd'hui archiviste des houillères des bassins de Lorraine. Par ailleurs, la revue *Chantiers historiques* publie chaque année un résumé substantiel des mémoires soutenus à Strasbourg et concernant l'histoire régionale.

<sup>87</sup> Dorothée Rusque a soutenu en 2002 une maîtrise sur le Jardin botanique et le Muséum d'histoire naturelle de Strasbourg au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles ; Louise Burckel a soutenu en 2005 un master 2 pour lequel elle a fait l'édition critique de deux cours de géographie manuscrits dispensés à Strasbourg à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle ; la même année, Hélène Zeyer a soutenu, elle aussi, un master 2 intitulé « Dessiner en voyageant : le recours au dessin chez les voyageurs de l'Europe des Lumières » ; Janice Buck a soutenu en 2008 un master 2 sur l'École centrale du Bas-Rhin, son mémoire devrait être publié en 2011 par la Société académique du Bas-Rhin. Les trois premières sont titulaires du CAPES et enseignent dans le secondaire ; Janice Buck est admissible au CAPES.

## En quête de la géographie moderne : construction, usages et diffusion des savoirs géographiques dans la géographie moderne

Comme je l'ai écrit, mon arrivée à Strasbourg a marqué une sorte de bifurcation dans mon cheminement, c'est à cette époque que j'ai commencé à travailler sur l'histoire de la géographie. La géographie fait partie de ces sciences humaines dont le domaine a été reconnu de longue date comme objet du discours savant, mais dont le traitement et le statut ont changé avec l'institutionnalisation<sup>88</sup>. Cependant, au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, à un moment où l'on est passé progressivement d'un savoir généraliste à un savoir spécialisé, à une période où l'organisation sociale de la pratique scientifique n'était pas encore structurée par la frontière qui, ensuite, a séparé savants et amateurs, la géographie semble avoir été en retrait, du moins se révèle-t-elle à la fois insaisissable et paradoxale<sup>89</sup>. Le mot était, en effet, fréquemment utilisé, mais il désignait tantôt une forme discursive, tantôt une catégorie du savoir, tantôt une pratique. Bien que de nombreuses « géographies » aient alors été publiées, il s'avère difficile de situer ce domaine de savoir tant dans les institutions que dans les classifications. En dépit donc de ces paradoxes et de cette évidente fluidité, il m'a semblé important d'examiner la position de la géographie française au Siècle des lumières.

### La construction d'un nouveau projet

Bien sûr, Numa Broc a consacré plusieurs ouvrages à la géographie française du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>90</sup>. Cependant, si documentés et précis qu'ils soient, ses travaux reposaient sur une aporie méthodologique : l'auteur partait d'une définition contemporaine de la géographie pour ensuite inventorier toutes les pratiques et tous les discours susceptibles d'y renvoyer. Il faisait ainsi de Vauban un précurseur de la « géographie appliquée », se demandait si l'on pouvait considérer Montesquieu comme le « père de la Géographie humaine<sup>91</sup> », etc. Numa Broc ne cherchait pas à montrer ce que c'était qu'« être géographe » au XVIII<sup>e</sup> siècle, il convoquait d'ailleurs à la fois des naturalistes, des voyageurs et des statisticiens comme témoins d'un savoir

---

<sup>88</sup> BERDOULAY (Vincent), *La formation de l'école française de géographie (1870-1914)*, Paris, CTHS, 1981 ; CLAVAL (Paul) (dir.), *Autour de Vidal de la Blache. La formation de l'école française de géographie*, Paris, CNRS, 1993 ; ROBIC (Marie-Claire), « Tradition, courants et ruptures : pour une histoire de la géographie en tension », dans C. BLANCKAERT (dir.), *Faire l'histoire des sciences de l'homme*, Paris, L'harmattan, 1999, p. 159-180.

<sup>89</sup> NORDMAN (Daniel) (dir.), *L'École normale de l'an III. Tome II, Leçons d'histoire, de géographie, d'économie politique : Volney, Buache de la Neuville, Mentelle, Vandermonde*, Paris, Dunod, 1994.

<sup>90</sup> BROU (Numa), *La géographie des philosophes. Géographes et voyageurs français au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Ophrys, 1975 ; BROU (Numa), *Les montagnes vues par les géographes et les naturalistes de langue française au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Bibliothèque nationale – CTHS, 1969.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 224-225.

spatial, et les qualifiait tous, de manière un peu rapide, de géographes. Finalement, il diluait la géographie en tant que science pour décrire une géographie qu'il nommait « philosophique », et qu'il considérait comme plus pure. À la lecture de ses travaux, j'eus l'impression qu'il donnait à voir l'état de la connaissance du monde, bien plus que les objets, les méthodes et les discours de ceux qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, étaient considérés comme des géographes.

Les travaux de David Livingstone, en particulier le livre qu'il publia en 1999 avec Charles Withers<sup>92</sup>, m'ont convaincue que l'on pouvait entreprendre d'une autre manière une enquête sur la géographie des Lumières. Ma participation à la création en 1998 de la *Revue d'histoire des sciences humaines* et le rôle que j'ai joué au sein du comité de rédaction ont constitué une sorte de catalyseur de la réflexion que j'entamais pour poser le cadre de cette enquête. En créant cette revue spécialisée, Laurent Mucchielli et Olivier Martin avaient pour objectif d'offrir un lieu de dialogue aux recherches sur l'histoire des disciplines constitutives des sciences de l'homme, ainsi que de construire progressivement une vision d'ensemble de cette histoire. Cette revue entendait proposer une lecture historique exigeante, décloisonner l'histoire des différentes sciences humaines, mais aussi témoigner des approches riches et diverses qui en étaient faites, à l'opposé des lectures présentistes qui avaient eu cours trop longtemps<sup>93</sup>. Les discussions permettant d'élaborer les dossiers thématiques<sup>94</sup>, les évaluations régulières d'articles, la rédaction de recensions, voire de notes critiques m'ont dévoilé un autre aspect du travail collectif. C'est à l'occasion de la traduction intégrale en français de la *Physische Geographie* de Kant (1802) que j'ai rédigé ma première note critique pour la *Revue d'histoire des sciences humaines*<sup>95</sup>. D'autres ont suivi, ainsi que des comptes rendus contribuant le plus souvent à remettre en perspective mes propres objets<sup>96</sup>.

---

<sup>92</sup> LIVINGSTONE (David N.) et WITHERS (Charles W. J.) (dir.), *Geography and Enlightenment*, Chicago, University of Chicago Press, 1999. Voir aussi LIVINGSTONE (David N.), *The Geographical Tradition: Episodes in the History of a Contested Enterprise*, Blackwell, 1992 ; WITHERS (Charles W. J.), « Geography, natural history and the eighteenth-century enlightenment: putting the world in place », *History Workshop Journal*, 39, 1995, p. 137-163.

<sup>93</sup> Le comité de rédaction de la *Revue d'histoire des sciences humaines* était composé de Frédéric Audren, Yves Bonny, Pierre-Henri Castel, Benoît de l'Estoile, Philippe Le Gall, Sophie-Anne Leterrier, Jean-Christophe Marcel, Serge Nicolas, Olivier Robert, Emmanuelle Sibeud et moi-même. Je l'ai quitté en 2006, l'impossibilité de me déplacer pendant ma grossesse m'empêchant de participer aux réunions. C'est Hélène Blais qui m'a remplacée. Depuis 2008, la revue est dirigée par Claude Blanckaert et Jean-Christophe Marcel.

<sup>94</sup> Je me suis plus particulièrement chargée de coordonner la publication du dossier intitulé « L'espace, objet ou méthode des sciences humaines », dirigé par Marie-Vic Ozouf-Marignier et Annie Sevin en 2003, paru dans le n° 9 de la *Revue d'histoire des sciences humaines*.

<sup>95</sup> « À propos de la géographie de Kant. Note critique », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 2, 2000, p. 147-153. Ayant pris le parti de n'intégrer aucune note critique, ni aucun compte rendu dans le recueil

Les dictionnaires, les encyclopédies, tout comme les préfaces des traités de géographie et les histoires de la géographie écrites au XVIII<sup>e</sup> siècle ont constitué les premiers éléments du corpus qu'il me paraissait indispensable de bâtir pour travailler sur la géographie française au Siècle des lumières<sup>97</sup>. À la lecture de ces textes, j'ai cherché à comprendre en quoi consistait la géographie, comment elle était définie. Au Siècle des lumières, faire de la géographie supposait bien sûr de proposer une description exhaustive de la Terre. Or, cette vaste ambition impliquait alors une subdivision de ce champ en plusieurs catégories – la géographie ancienne, la géographie du Moyen Âge, la géographie moderne, la géographie physique, la géographie astronomique, la géographie civile, la géographie politique, etc.<sup>98</sup> –, subdivision dont rendaient compte à la fois les notices des dictionnaires, les arbres encyclopédiques et les titres des traités de géographie. Conçue comme un savoir essentiellement descriptif, la géographie était de fait immédiatement accessible à n'importe quel lecteur, elle invitait au dépaysement, à la connaissance des espaces lointains. Elle faisait donc figure de science aimable, une science qui disposait à la fois d'un public considérable et d'un large vivier d'auteurs. En effet, à l'exception de la production cartographique qui nécessitait des compétences spécifiques, la production du savoir géographique n'exigeait aucun savoir-faire particulier. Du moins les traités n'en faisaient-ils jamais mention. La rédaction d'une description ne semblait régie par aucune contrainte de méthode ; elle ne faisait l'objet d'aucune codification, ni de la mise en place d'aucune langue spécifique. Cette caractéristique pouvait expliquer la facilité et la rapidité avec lesquelles des

---

d'articles joint à ce dossier, ce texte n'y figure pas. Il m'a permis de revenir sur cette œuvre assez méconnue et sur les études qui lui ont été consacrées : KANT (Emmanuel), *Géographie*, Paris, Aubier, coll. « Bibliothèque philosophique », 1999, texte préfacé et traduit de l'allemand par Michèle Cohen-Halimi, Max Marcuzzi et Valérie Seroussi ; COUZINET (Marie-Dominique) et CREPON (Marc) (dir.), *Corpus, géographies et philosophies*, n° 34, 1998.

<sup>96</sup> « Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales, Europe XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles* », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 2, 2000, p. 181-184 ; « Danièle Lecoq, Antoine Chambard, *Terre à découvrir, terres à parcourir* », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 3, 2000, p. 200-204 ; « Anne Godlewska, *Geography unbound: French geographic science from Cassini to Humboldt* », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 3, 2000, p. 197-200 ; « Gisèle Séginger, *Flaubert, une poétique de l'histoire* », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 5, 2001, p. 211-213 ; « Michel Roux, *Géographie et complexité. Les espaces de la nostalgie* », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 5, 2001, p. 210-211 ; « Marie-Claire Robic (éd.), *Le tableau de la géographie de la France de Paul Vidal de la Blache. Dans le labyrinthe des formes* », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 5, 2001, p. 206-210 ; « Guy Baudelle, Marie-Vic Ozouf-Marignier, Marie-Claire Robic, *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la cité* », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 9, 2003, p. 208-211 ; « Jean-Luc Chappey, *La Société des observateurs de l'homme (1799-1804)* », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 11, 2004, p. 233-236.

<sup>97</sup> C'est la lecture d'un ouvrage de Jean-Claude Waquet qui m'a convaincue de commencer par travailler sur un corpus de dictionnaires : WAQUET (Jean-Claude), *La conjuration des dictionnaires. Vérité des mots et vérités de la politique dans la France moderne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2000.

<sup>98</sup> DROUIN (Jean-Marc), « Bory de Saint-Vincent et la géographie botanique », dans M.-N. BOURGUET, B. LEPETIT, D. NORDMAN et M. SINARELLIS (dir.), *L'invention scientifique de la Méditerranée. Égypte, Morée, Algérie*, Paris, EHESS, 1998, p. 139-157.

ouvrages de géographie étaient rédigés par des publicistes qui ne jouissaient d'aucune réputation de géographes. Le colloque organisé en 2001 à Genève par Claude Blanckaert et Michel Porret pour tenter de lever une partie des inconnues qui entouraient encore l'histoire de l'*Encyclopédie méthodique* m'offrit un cadre particulièrement stimulant pour réaliser une sorte de bilan des dépouillements effectués jusque-là dans toute cette littérature<sup>99</sup>. Auparavant, je n'avais eu qu'une occasion de tester ce corpus en situation. C'était en 2000, lorsque j'avais répondu à l'appel à contributions lancé par le Centre d'études supérieures sur la Renaissance pour un colloque consacré aux représentations du XVI<sup>e</sup> siècle produites aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Cette perspective me conduisit alors à questionner la dimension historique des notices consacrées à la géographie. Je constatai ainsi que le XVI<sup>e</sup> siècle apparaissait dans le discours des géographes des Lumières comme une sorte de seuil, voire de commencement, en tout cas comme le moment qui fondait l'identité du géographe, qui structurait l'écriture géographique, imposant désormais d'intégrer les résultats des observations et des mesures de terrain dans les procédures de construction des savoirs géographiques<sup>100</sup>.

Tout en continuant à travailler sur les notices de dictionnaires et les encyclopédies, j'ai tenté, en partant des principaux lieux de savoir (l'Académie des sciences puis l'Institut, l'*Encyclopédie* et ses suites, l'École normale de l'an III, la Société de géographie) et des traités de géographie publiés, de reconstituer le petit groupe des hommes qui s'étaient occupés de ce domaine de savoir entre 1750 et 1830. Pour la plupart, il s'agissait de savants de cabinet, qui avaient dressé des cartes et diffusé des connaissances géographiques dans des traités. J'ai cependant réalisé au bout de quelques années combien les pistes de l'histoire sociale des sciences étaient difficiles d'accès dès lors que l'on s'attachait à un domaine de savoir dépourvu d'institutions propres. En effet, au sein du petit groupe d'hommes que j'étais parvenue à identifier, seuls ceux qui étaient passés par une institution de savoir (Buache<sup>101</sup>, Mentelle<sup>102</sup>,

---

<sup>99</sup> « Les géographies de l'*Encyclopédie méthodique* », dans C. BLANCKAERT et M. PORRET (dir.), *L'Encyclopédie méthodique (1782-1832), des Lumières au positivisme*, Genève, Droz, coll. « Bibliothèque des Lumières », 2006, p. 185-211 (voir l'article n° 9 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>100</sup> « Savoirs géographiques et récits de voyage : la géographie moderne au miroir des grandes découvertes », dans D. MASSEAU et J.-J. TATIN (dir.), *Les représentations du XVI<sup>e</sup> siècle et de la Renaissance aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, Cahiers d'histoire culturelle*, n° 11, 2002, p. 33-44 (voir l'article n° 4 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>101</sup> LAGARDE (Lucie), « Philippe Buache (1700-1773), cartographe ou géographe ? », dans D. LECOQ et A. CHAMBARD, *Terre à découvrir, terres à parcourir*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 146-165. Du même auteur, on verra aussi « Philippe Buache, 1700-1773 », *Geographers, Bibliographical studies*, 9, 1985, p. 21-27 ; « Philippe Buache ou le premier géographe français, 1700-1773 », *Mappemonde*, 2, 1987, p. 26-30 ; « Le passage du Nord-Ouest et la Mer de l'Ouest dans la cartographie française du XVIII<sup>e</sup> siècle. Contribution à l'étude de l'œuvre des Delisle et Buache », *Imago Mundi*, vol. 41, 1989, p. 19-43. Voir enfin Numa BROU, « Un géographe dans son siècle : Philippe Buache, 1700-1773 », *Dix-huitième siècle*, 3, 1971, p. 223-236.

Desmarest<sup>103</sup>, les Robert de Vaugondy père et fils<sup>104</sup>, Malte-Brun<sup>105</sup>, etc.) pouvaient être situés socialement. Pour les autres, il s'avérait impossible d'apprendre comment ils avaient été formés, de quoi ils vivaient, s'ils avaient d'autres sources de revenus, etc. Même pour un homme comme Masson de Morvilliers, auteur des volumes de l'*Encyclopédie méthodique* consacrés à la géographie moderne, les informations restaient très éparses et ne permettaient pas de connaître leurs conditions d'existence. Que dire *a fortiori* des parcours de Mahias, Dubroca ou Le François, tous auteurs d'au moins une géographie élémentaire à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>106</sup> ? Si les positions de quelques auteurs ayant publié sous la monarchie pouvaient être connues grâce à leur titre de « géographe du roi<sup>107</sup> », il restait néanmoins illusoire de chercher à retrouver des critères qui permettraient de reconnaître des géographes « professionnels ». De même que la géographie s'adressait à un public mondain plus qu'à un public savant, elle était du ressort de « géographes autoproclamés » qui, à l'image de Pluche ou de Nollet, n'étaient pas des savants de premier plan mais contribuaient néanmoins à la circulation des savoirs. L'étude de ce petit groupe de géographes ne m'a donc menée nulle part, et faute de pouvoir étudier leurs positions à l'intérieur des configurations de savoirs, j'ai observé leurs méthodes de travail et les modalités de construction des savoirs géographiques qu'ils mettaient en œuvre.

Au gré de mes lectures, je remarquai que ces textes ne portaient aucun signe de ce que Bernard Lepetit appelait un « mouvement de territorialisation de la connaissance entamé dans les années 1760<sup>108</sup> ». Si des économistes, des administrateurs, des diplomates, des naturalistes

---

<sup>102</sup> NORDMAN (Daniel) (dir.), *L'École normale de l'an III*, op. cit., p. 137-144.

<sup>103</sup> TAYLOR (Kenneth), « Nicolas Desmarest and Geology in the Eighteenth Century », dans C. J. SCHNEER (dir.), *Toward a history of geology*, Cambridge, The MIT Press, 1969, p. 339-356 ; TAYLOR (Kenneth), « La genèse d'un naturaliste : Desmarest, la lecture et la nature », *De la géologie à son histoire. Essais présentés à François Ellenberger*, CTHS, 1998, p. 61-74.

<sup>104</sup> PEDLEY (Mary S.), *Bel et utile. The work of the Robert de Vaugondy family of mapmakers*, Map Collector Publications, 1992.

<sup>105</sup> GODLEWSKA (Anne), « L'influence d'un homme sur la géographie française » (Malte-Brun), *Annales de géographie*, vol. 100, n° 558, 1991, p. 62-79.

<sup>106</sup> L'enquête collective lancée à l'initiative de Jean-Luc Chappey sur les demandes de secours et de pensions des hommes de lettres et savants entre 1780 et 1840 paraît aujourd'hui susceptible d'apporter un certain nombre de réponses à ces questions laissées en suspens.

<sup>107</sup> « Dessiner la frontière, tracer la limite : retour sur les travaux des géographes du roi aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », dans C. MAZAURIC et J.-P. ROTHOT (dir.), *Frontières et espaces frontaliers du Léman à la Meuse. Recompositions et échanges de 1789 à 1814, Actes du colloque de Nancy, tenu les 25, 26 et 27 novembre 2004*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2007, p. 30-44 (voir l'article n° 13 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>108</sup> LEPETIT (Bernard), « Missions scientifiques et expéditions militaires : remarques sur leurs modalités d'articulation », dans M.-N. BOURGUET, B. LEPETIT, D. NORDMAN et M. SINARELLIS, *L'invention scientifique de la Méditerranée*, Paris, EHESS, 1998, p. 98.

avaient témoigné dans leurs travaux publiés à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle d'une certaine volonté de comprendre les logiques spatiales, les géographes en revanche ne semblaient guère s'en être préoccupés. Cette réflexion donna lieu à la rédaction d'un article que je soumis au comité de rédaction de *L'Espace géographique*, texte dans lequel je tentai de comprendre l'absence paradoxale de l'espace dans leurs travaux. Je me demandai dans quelle mesure la disjonction bien connue entre l'observation faite *in situ* et la description composée dans le cabinet avait empêché les géographes de saisir la complexité dont l'espace était fait<sup>109</sup>. Par la suite, j'ai interrogé les usages que ces hommes qui se tenaient à distance du terrain et des observations avaient des techniques de compilation. En m'attachant aux notices américaines qui avaient donné lieu à des réécritures importantes entre *l'Encyclopédie* et *l'Encyclopédie méthodique*, je parvins à montrer combien l'écriture géographique du XVIII<sup>e</sup> siècle restait imprégnée des techniques de la compilation dont Jean-Marc Besse avait montré les mécanismes et les enjeux dans son étude de la *Cosmographie* de Sébastien Münster<sup>110</sup>. Les géographes des Lumières procédaient à une lecture critique des récits de voyage<sup>111</sup>, donnant à voir, d'une notice à l'autre, la manière dont ils intégraient ou non les propos des voyageurs<sup>112</sup>. Il me semble aujourd'hui que la situation complexe de la géographie des Lumières mériterait d'être interrogée non seulement du point de vue de son manque de visibilité académique mais aussi du point de vue des procédures de légitimation de savoirs qu'elle fait apparaître, des procédures qui maintiennent les géographes à distance de toute pratique expérimentale (alors que d'autres, au même moment, bâtissent leur savoir sur des pratiques spatiales) et qui ancrent leurs méthodes de validation du côté des humanités. Ces contradictions se trouvent particulièrement bien mises en lumière par la manière dont les travaux de Buache, sur lesquels je reviendrai, sont reçus à l'Académie des sciences.

---

<sup>109</sup> « Les géographes français de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et le terrain. Recherches sur une paradoxale absence », *L'Espace géographique*, n° 2, 2001, p. 97-110 (voir l'article n° 2 présenté dans le recueil joint à ce dossier). Après la parution de cet article, Marie-Claire Robic nous chargea, Hélène Blais, Isabelle Surun et moi d'animer, en octobre 2001, une séance de son séminaire sur le statut du terrain dans la géographie au tournant du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette première collaboration a été déterminante dans la construction du colloque que nous avons organisé en janvier 2003, et qui a finalement donné lieu à la publication des *Géographies plurielles*.

<sup>110</sup> BESSE (Jean-Marc), *Les grandeurs de la Terre. Aspects du savoir géographique à la Renaissance*, Lyon, ENS éd., 2003.

<sup>111</sup> WITHERS (Charles W. J.), « Voyages et crédibilité. Vers une géographie de la confiance », *Géographie et cultures*, n° 33, 2000, p. 3-17.

<sup>112</sup> « L'usage des récits de voyage dans les dictionnaires de géographie du XVIII<sup>e</sup> siècle : le cas des notices américaines », dans G. BERTRAND (dir.), *La culture du voyage. Pratiques et discours de la Renaissance à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, p. 147-179 (voir l'article n° 5 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

Enfin, pour aborder les modalités de diffusion du savoir géographique, je me suis tournée non seulement vers les traités de géographie publiés, mais aussi vers les périodiques savants. Ces imprimés me paraissaient offrir un poste d'observation approprié, tant pour mesurer la diversité des supports convoqués pour la promotion des savoirs géographiques, que pour évaluer leurs conditions de réception. Si certains périodiques se contentaient d'annoncer les ouvrages publiés, d'autres au contraire ne manquaient pas d'exprimer des critiques à l'encontre des auteurs et de leurs compétences. Ces sources prenaient une importance spécifique pendant la Révolution. J'avais déjà eu, en 2000, l'occasion d'aborder les modalités du recours au discours géographique dans le contexte de la mise en ordre du territoire survenue entre le Directoire et le Consulat<sup>113</sup>. L'invitation lancée par Jean-Luc Chappey à participer à un numéro spécial des *Annales historiques de la Révolution française* sur la vulgarisation des savoirs me permit d'aborder une nouvelle fois cette problématique en centrant cette fois mon analyse sur les périodiques savants<sup>114</sup>. La géographie m'apparut alors comme une science utile, d'une nature cependant distincte de celle que j'avais vue à l'œuvre en reconstruisant l'itinéraire de Coquebert de Montbret ; cette fois, la géographie était censée contribuer à la construction d'une conscience géographique nationale<sup>115</sup>. Ces deux études tendaient à mettre en lumière le poids du maillage départemental dans le discours des géographes français, puisque c'est par ce prisme que le territoire est systématiquement décrit<sup>116</sup>.

### **L'amorce d'une enquête collective**

Entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, j'ai donc concilié la rédaction d'articles de synthèse qui constituaient pour moi une sorte d'étape dans une réflexion de longue haleine, et les réponses à des appels à contribution qui m'ont souvent permis d'infléchir mon

---

<sup>113</sup> « De la mise en ordre du territoire : le recours au discours géographique pour cautionner les nouveaux découpages territoriaux », dans J.-P. JESSENNE (dir.), *Du Directoire au Consulat. 3. Brumaire dans l'histoire du lien politique et de l'État-Nation, Colloque des 23-25 mars 2000*, Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, université de Rouen, 2001, p. 561-573 (voir l'article n° 3 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>114</sup> « Le rôle des périodiques savants dans la diffusion des savoirs géographiques pendant la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, numéro spécial, « La vulgarisation des savoirs et des techniques sous la Révolution », n° 338, octobre-décembre 2004, p. 53-74 (voir l'article n° 8 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>115</sup> Sur cette question, on verra l'ouvrage paru ultérieurement : LIVINGSTONE (David N.) et WITHERS (Charles W. J.) (dir.), *Geography and Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.

<sup>116</sup> OZOUF-MARIGNIER (Marie-Vic), « La division du territoire : limites naturelles et limites politiques », dans A. CORVOL (dir.), *La nature en révolution (1750-1800)*, Paris, 1992, p. 126-133 ; « Les géographes et le découpage administratif de la France », dans M. PERTUÉ (dir.), *L'administration territoriale de la France (1750-1940), Actes du colloque d'Orléans, 30 septembre, 1<sup>er</sup> et 2 octobre 1993*, Orléans, Presses universitaires d'Orléans, 1998, p. 3-14.

enquête ou de l'éclairer d'une manière nouvelle. Tous ces questionnements ont contribué à rapprocher mes travaux de ceux qu'Hélène Blais conduisait à cette époque, si bien qu'au cours des discussions fréquentes que nous avons eues à propos du statut de la géographie à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle est né un projet de colloque. Nos propres objets nous laissaient perplexes devant l'histoire de la géographie française alors presque exclusivement attachée au processus d'institutionnalisation de la discipline et à l'héritage universitaire des géographes. De plus, nous avons constaté que lorsque la période antérieure était abordée, elle était le plus souvent qualifiée, conséquence de l'effet tunnel, de « prévidalienne ». Ces travaux renforçaient donc l'impression – forgée par les vidaliens eux-mêmes – qu'avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la géographie n'avait pas existé comme science ; de telles positions avaient vraisemblablement conduit à négliger des pratiques et des efforts théoriques qui n'avaient pas nécessairement abouti à un savoir formalisé. Au gré de cette approche internaliste de l'histoire de la géographie, et en regard de l'idée d'une géographie restée essentiellement énumérative et descriptive jusqu'au Siècle des lumières, s'est constituée l'image d'un « vide géographique », voire d'un « malaise » du discours géographique qui caractériserait les géographies françaises au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Or, au moment du remembrement des domaines disciplinaires, la géographie moderne apparaissait à la fois diffuse et insaisissable, tant les savoirs sur l'espace pouvaient prendre des formes différentes ; elle laissait le chercheur sans points de repère puisqu'elle ne disposait à ce moment ni d'institutions, ni de communautés savantes ou de maîtres attirés, ni de théories ou de pratiques consensuelles ; pour autant elle existait bel et bien. Pour évoquer ces configurations particulières, nous avons souhaité, Hélène Blais et moi, réunir des enseignants-chercheurs familiers de cet objet. La Société française pour l'histoire des sciences de l'homme a accepté de financer notre projet. Grâce à elle, nous avons pu inviter une quinzaine d'historiens et de géographes à Paris en janvier 2003. Ensemble, nous avons interrogé l'éclatement apparent de la pratique géographique, la richesse des échanges et des discours qui précèdent la naissance institutionnelle des disciplines.

Au cours de ce colloque, nous nous sommes demandé où trouver la géographie entre 1750 et 1850, comment repérer les compétences géographiques, comment identifier les géographes, comment singulariser l'écriture géographique, comment caractériser la construction des savoirs sur l'espace. Les contributions étaient rassemblées autour de trois thèmes : les « discours et théories géographiques<sup>117</sup> », les « savoirs de l'espace : pratiques

---

<sup>117</sup> « La géographie dans les arbres encyclopédiques de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle », dans H. BLAIS et I. LABOULAIS (dir.), *Géographies plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750-1850)*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire des sciences humaines », 2006, p. 63-93 (voir l'article n° 11 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

administratives et savantes », « d'autres géographies<sup>118</sup> ». Ce projet visant à ouvrir un débat historiographique et à combler un vide bibliographique, Hélène Blais et moi souhaitions vivement publier les contributions qui avaient été présentées ; Claude Blanckaert nous y a encouragées, il a accueilli ce volume dans la collection « Histoire des sciences humaines » et nous a demandé d'écrire une introduction substantielle qui ferait à la fois office de bilan historiographique de la question et de mise en perspective du volume<sup>119</sup>. L'expérience d'une écriture à quatre mains n'a pas toujours été facile. Hélène et moi avons d'abord rédigé chacune des fragments de cette introduction qu'il s'est agi ensuite d'assembler, puis il a fallu lisser le texte. Au-delà de ces opérations parfois fastidieuses, la construction de cette introduction nous a permis de montrer la discontinuité et la complexité à l'œuvre dans la géographie française des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles<sup>120</sup>. Ces constats m'ont convaincue de renoncer à une illusoire histoire globale de la géographie moderne et m'ont incitée à resserrer mon objet.

C'est d'abord en suivant Philippe Buache que j'ai essayé d'entrer dans l'atelier du géographe pour observer sa manière de travailler<sup>121</sup>. Buache faisait évidemment partie des grandes figures qui s'étaient très vite imposées lors de mon enquête sur la géographie académique. Premier titulaire de la place d'adjoint géographe créée à l'Académie des sciences en 1730, il avait produit de nombreuses cartes et publié beaucoup de mémoires dans la lecture desquels je me plongeai<sup>122</sup>. Un temps, j'eus même le projet de partir de la théorie des bassins fluviaux pour saisir ce que c'était qu'être géographe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La lecture de l'article programmatique de Dominique Pestre sur l'histoire sociale et culturelle des sciences m'avait notamment suggéré d'adopter la perspective des analyses de controverses pour suivre les

---

<sup>118</sup> BLAIS (Hélène) et LABOULAIS (Isabelle) (dir.), *Géographies plurielles...*, *op. cit.* Un exemplaire de cet ouvrage figure dans ce dossier.

<sup>119</sup> [En collaboration avec Hélène Blais] « Les figures de la géographie moderne : Fragmentation et régularités », dans H. BLAIS et I. LABOULAIS (dir.), *Géographies plurielles...*, *op. cit.*, p. 9-60 (voir l'article n° 10 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>120</sup> Marie-Claire Robic a rédigé un article en forme de bilan historiographique des approches actuelles en histoire de la géographie : ROBIC (Marie-Claire), « Approches actuelles de l'histoire de la géographie en France. Au-delà du provincialisme, construire des géographies plurielles », *Inforgéo*, n° 18/19, 2006, p. 53-76.

<sup>121</sup> DAWSON (Nelson-Martin), *L'Atelier Delisle. L'Amérique du Nord sur la table à dessin*, Lille, Éditions du septentrion, 2000 ; SAFIER (Neil), *Measuring the New World. Enlightenment Science and South America*, Chicago, University of Chicago Press, 2008.

<sup>122</sup> « Le système de Buache, une 'nouvelle façon de considérer notre globe' et de combler les blancs de la carte », dans I. LABOULAIS (dir.), *Comblant les blancs de la carte : modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2004, p. 93-115 (voir l'article n° 6 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

modalités de construction et de diffusion du savoir géographique<sup>123</sup>. Je pensais que cet objet – la théorie des bassins fluviaux – me permettrait aussi d’observer les moyens d’administrer la preuve mobilisés par un géographe comme Buache. J’avais lu beaucoup des travaux publiés par Buache ; je me rendis aux archives de l’Académie des sciences, j’identifiai ses papiers, conservés avec ceux de Delisle, à la bibliothèque de l’Institut de France. Tout cela me permit de saisir le travail de Buache. En revanche, sa réception restait plus difficile à restituer, d’autant qu’elle ne se réduisait pas à la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans ses travaux sur l’expédition d’Algérie, Daniel Nordman avait montré que les militaires utilisaient encore sur le terrain cette théorie des bassins, vivement contestée par les savants lorsque Buache la présenta à l’Académie<sup>124</sup>. Le corpus permettant de saisir la réception des travaux de Buache et les usages des méthodes qu’il avait proposé me parut non seulement vaste, mais surtout étendu sur près d’un siècle, et pas nécessairement objet de controverses. Je renonçai donc, à regret, à ce projet qui m’avait vraiment paru séduisant et c’est alors que je décidai de recentrer mon projet sur la géographie physique.

### **Vers une histoire de la géographie physique**

En travaillant sur les définitions de la géographie des Lumières, j’avais en effet été frappée par la singularité de la géographie physique. Certes, à cette période, on parlait aussi de « géographie mathématique » ou de « géographie moderne », mais la « géographie physique » se distinguait des autres désignations car elle donnait lieu à de nombreuses publications ; plusieurs d’entre elles émanaient d’ailleurs de membres de l’Académie royale des sciences<sup>125</sup>. C’était le cas de l’essai de Buache, de la notice de Desmarest dans l’*Encyclopédie*, puis du dictionnaire qu’il consacra à cette notion pour l’*Encyclopédie méthodique*, mais c’était aussi le cas de l’atlas de Guettard. Dans ces ouvrages, chaque auteur tentait d’accorder savoir empirique et souci de rationalisation, description et volonté d’explication<sup>126</sup>. Les voies suivies étaient certes différentes

---

<sup>123</sup> PESTRE (Dominique), « Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions, nouveaux objets, nouvelles pratiques », *Annales HSS*, mai-juin 1995, n° 3, p. 487-522. À propos de l’histoire sociale des sciences, on verra aussi : GILLISPIE (Charles C.), « History of the social sciences », *Revue de synthèse*, n° 3-4, 1988, p. 379-386.

<sup>124</sup> NORDMAN (Daniel), « L’exploration scientifique de l’Algérie : le terrain et le texte », dans M.-N. BOURGUET, B. LEPETIT, D. NORDMAN et M. SINARELLIS, *L’invention scientifique de la Méditerranée*, Paris, EHESS, 1998, p. 71-96.

<sup>125</sup> GOHAU (Gabriel), *Les sciences de la Terre aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Naissance de la géologie*, Paris, Albin Michel, 1990.

<sup>126</sup> « Voir, combiner et décrire : la géographie physique selon Nicolas Desmarest », *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, vol. 51/2, avril-juin 2004, p. 38-57 (voir l’article n° 7 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

mais l'objectif, lui, restait le même : pour tous ces auteurs – sauf Buache – la « géographie physique » était regardée comme une issue pour sortir de l'esprit de système associé aux théories de la Terre et pour se démarquer de la géographie considérée par ces savants comme trop descriptive<sup>127</sup>. On retrouve ici une trace de la mise en cause depuis Newton d'une physique qui chercherait à tout expliquer<sup>128</sup>.

La lecture de ces textes programmatiques consacrés à la géographie physique m'avait permis de mettre en lumière une tension très vive entre l'exigence de la collecte de terrain et l'illusion de l'exhaustivité. Or, je m'étais rendu compte que ces documents avaient été écrits au moment où les naturalistes élaboraient un rapport au terrain qui dépassait un empirisme trop strict et proposaient de concilier collecte des faits et construction théorique ; au moment aussi où la minéralogie, la géognosie, la géologie étaient en train de se doter d'un langage spécifique et de construire leur méthode<sup>129</sup>. La géographie physique apparaissait comme l'une des modalités de la connaissance de la Terre, comme l'une des tentatives de rendre intelligible le relief en observant la nature des sols<sup>130</sup>. Ces considérations émergèrent dans les années 1750, se développèrent au cours des années 1780-1800 et perdurèrent jusqu'à la fin des années 1820, moment où la géologie semblait institutionnalisée.

Forte de ces premiers constats, je songeais à mener une enquête sur la géographie physique afin de mesurer si elle n'avait été qu'une désignation atypique pour ce qui était devenu ensuite la « géologie », ou bien si elle avait constitué un projet heuristique qui avait tourné court. Ses rapports avec la géognosie et la minéralogie me semblaient mériter, eux aussi, d'être questionnés. Ces trois champs avaient en effet mobilisé des arguments souvent similaires pour condamner les usages excessifs de la méthode inductive, pour définir les principes du recours à

---

<sup>127</sup> « Les systèmes, un enjeu épistémologique de la géographie des Lumières », *Revue d'histoire des sciences*, n° 59/1, janvier-juin 2006, p. 97-125 (voir l'article n° 12 présenté dans le recueil joint à ce dossier). Une première version de ce texte a été présentée en mai 2004 lors du séminaire d'histoire des sciences de l'homme et de la société alors animé par Claude Blanckaert, Jacqueline Carroy et Nathalie Richard au centre Koyré.

<sup>128</sup> « [...] il ne croit pas à la possibilité de ramener toute la physique à la géométrie. Il défend au contraire le privilège et la spécificité de la recherche physique, spécificité qui se fonde pour lui sur la méthode d'expérimentation et de raisonnement inductif. Le chemin de la recherche physique ne va pas du haut vers le bas, des axiomes et des principes vers les faits, mais inversement de ceux-ci à ceux-là. », CASSIRER (Ernst), *La philosophie des Lumières*, Paris, Fayard, 1966, p. 81.

<sup>129</sup> PORTER (Roy), *The making of Geology. Earth Science in Britain 1660-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977 ; LAUDAN (Rachel), *From mineralogy to geology: The Foundations of a science 1650-1830*, Chicago, University of Chicago Press, 1987 ; RAPPAPORT (Rhoda), *When geologists were historians, 1665-1750*, Cornell University Press, 1997.

<sup>130</sup> GUNTAU (Martin), « The natural history of the earth », dans N. JARDINE, J. A. SECORD et E. C. SPARY (dir.), *Cultures of Natural History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 211-229.

l'analogie, pour proposer une méthode pour passer de la mobilisation des observations à une tentative d'explication. J'eus la chance de pouvoir insérer ce projet dans le programme dirigé entre 2004 et 2007 par Jean-Marc Besse dans le cadre de l'action concertée « Histoire des savoirs », lancée par le CNRS ; ce programme s'intitulait « Coexistence des savoirs et discontinuité des rationalités dans la géographie moderne (1760-1860) ». Il prolongeait dans une certaine mesure les réflexions menées lors du colloque qu'Hélène Blais et moi-même avions organisé et dont nous terminions la publication, puisqu'il s'agissait d'interroger les identités intellectuelles des savoirs géographiques. Je garde notamment de très bons souvenirs des séances consacrées aux pratiques d'observation déployées au tournant du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pour bâtir cette étude de la géographie physique, je projetais d'établir par qui les ouvrages de géographie physique avaient été produits, dans quelles conditions ils l'avaient été, quels éditeurs s'y étaient employés, à quel rythme les traités anglais, allemands ou italiens avaient été traduits en France... En partant des travaux de Guettard, de Desmarest, de Buache, des cours de Rouelle, des ouvrages de Gensanne, de Faujas de Saint-Fond, de Giraud-Soulavie, de Dolomieu, de Jars<sup>131</sup>, en relevant les références mobilisées par chacun de ces auteurs, je voulais tenter de reconstituer les contours de ce qui pouvait être regardé, du moins en avais-je l'intuition, comme une communauté scientifique attachée à la connaissance et à la compréhension de la Terre entre les années 1750 et 1780<sup>132</sup>. J'envisageais ensuite d'estimer l'incidence des travaux de ces hommes sur la pensée des savants de la génération suivante<sup>133</sup> (Omalius d'Halloy, Brongniart, Cuvier, Bochant du Villiers, etc.). Les comptes rendus publiés dans les périodiques comme le *Journal des mines* me semblaient permettre de mesurer la réception de ces traités à l'intérieur du champ ; ceux publiés dans le *Journal de physique* ou dans la *Décade philosophique*, dans le *Magasin encyclopédique*, pouvaient, quant à eux, aider à saisir le statut dévolu à ces ouvrages au sein de la communauté savante et de prendre en compte les transferts culturels et notamment les influences venues d'Angleterre (Hutton, Hall, Smith, etc.), mais surtout issues de la géognosie allemande (Werner, de Buch, von Charpentier, d'Aubuisson, etc.).

---

<sup>131</sup> GARÇON (Anne-Françoise), « Le voyageur innovant, Gabriel Jars, 1752-1768 », dans P. BENOIT et C. THOMASSET (dir.), *Les mines en Europe du Moyen Âge au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Champion.

<sup>132</sup> BERTRAND (Gilles), « Le voyage des hommes de science vers l'Italie, de Guettard à Faujas de Saint-Fond (1773-1805) », dans G. BERTRAND et M. T. PICHETTO (dir.), *Le vie delle Alpi: il reale e l'immaginario / Les chemins du voyage en Italie : du réel à l'imaginaire*, Aoste, Musumeci, 2001, p. 221-235.

<sup>133</sup> RUDWICK (Martin J. S.), *The Great Devonian controversy. The shaping of scientific knowledge among gentlemanly specialists*, Chicago, University of Chicago Press, 1985.

Je comptais mobiliser les travaux de l'Académie des sciences puis, à partir de 1795, de la première classe de l'Institut, les recherches conduites au sein du Muséum d'histoire naturelle ou au sein de sociétés de moindre notoriété comme la Société philomathique de Paris, et cela afin d'observer la position académique laissée à la géographie physique. Les archives de ces sociétés savantes donneraient le moyen d'apprécier l'articulation entre la production de connaissance et la redéfinition des identités « disciplinaires » à un moment où les délimitations entre l'amateur et le professionnel étaient encore floues. Les notes de terrain des ingénieurs des Mines et des géographes-physiciens permettraient d'évaluer les usages que ces hommes de la pratique avaient des traités et plus encore des théories (diffusion du débat sur les théories neptunienne et plutoniste, place dévolue au système de Buache ou au système des bandes de Guettard dans les observations de terrain), mais surtout elles donneraient le moyen de dégager leur méthode de travail et de la confronter avec les proclamations théoriques. Les carnets de Desmarest, sa correspondance avec Pasumot furent à cet égard très riches d'enseignements<sup>134</sup>. Ils me donnèrent à voir une science en acte et isolèrent l'expérience des contraintes de la stratégie rhétorique à l'œuvre dans les textes programmatiques. Les carnets des inspections des ingénieurs des Mines m'apparaissaient comme une autre source très utile.

Au cours de cette période, ce nouveau regard posé sur le relief et la nature des sols a suscité une production cartographique spécifique : les cartes minéralogiques par semis de symboles ponctuels se sont multipliées dans les années 1780, elles avaient avant tout une finalité pratique ; puis au moment où les cartes géognostiques se multipliaient en Allemagne, des cartes de géographie physique étaient dressées comme celles de Desmarest<sup>135</sup>. D'abord utilisée pour étudier les ressources minéralogiques, la carte est peu à peu devenue un outil qui construit et produit le savoir en inventant une nouvelle intelligibilité. Elle a certes permis la coordination des données mais elle a aussi fait figure d'auxiliaire dans la fabrication de systèmes explicatifs. Cette étude de la production cartographique, telle que je la concevais alors, aurait été conduite à partir des textes fixant les conditions dans lesquelles la carte devait être dressée. Ces documents rendent en effet explicites les choix graphiques, la forme de la carte, l'échelle retenue, etc.

La formation des ingénieurs aux modalités de connaissance et d'identification des ressources naturelles constituait évidemment une piste très riche. Elle était en effet au cœur de la formation dispensée à l'École des mines, mais on la retrouvait parmi les savoir-faire enseignés

---

<sup>134</sup> TAYLOR (Kenneth), « New light on Geological Mapping in Auvergne during the Eighteenth Century: The Pasumot-Desmarest Collaboration », *Revue d'histoire des sciences*, vol. 47, n° 1, 1994, p. 129-136.

<sup>135</sup> ELLENBERGER (François), « Recherches et réflexions sur la naissance de la cartographie géologique en Europe et plus particulièrement en France », *Histoire et nature*, n° 22-23, 1983.

aux élèves de l'École impériale des ingénieurs-géographes et de l'École centrale des travaux publics. Cette place dévolue à la connaissance des ressources dans la formation des ingénieurs me semblait suggérer l'importance de ce domaine de connaissance aux yeux de l'État<sup>136</sup>. La géographie physique, comme la minéralogie et la géologie étaient évidemment liées aux ressources naturelles, et à ce titre, elles engendraient un débat sur le droit de propriété. Le rôle joué en France par le Conseil des mines et par le ministère de l'Intérieur dès le Directoire me paraissait dès lors devoir être éclairé, tout comme le projet de 1811 exprimant la nécessité de dresser une carte des mines dans le cadre des activités de l'École des mines<sup>137</sup>. Pour cela, la série F 14 des Archives nationales exigeait des dépouillements précis.

C'est donc à partir de tous ces lieux discursifs et de ces pratiques que j'eus le projet de saisir la façon dont certaines écritures de l'espace s'étaient affranchies de la nomenclature des lieux, dont des pratiques de terrain spécifiques s'étaient peu à peu constituées, dont enfin cette écriture et cette pratique s'étaient progressivement dotées d'une identité propre, visible dans une production textuelle et cartographique particulière, mais aussi dans l'espace académique. J'envisageais même une sorte de périodisation – qui aurait pu aussi faire office de plan – : le temps des savants (1750-1795) ; la culture des ingénieurs des Mines (1795-1835) ; les projets d'autonomisation de la géographie physique et l'affirmation de la géologie (1800-1835). Dans ces trois parties, tout en partant du cas français, j'aurais questionné les transferts de savoirs depuis les principaux pays européens.

Telles furent les grandes lignes du projet que je soumis au CNRS en janvier 2005 et qui me valut une année de délégation. Cependant, au moment du passage à l'acte, je dus affronter deux problèmes majeurs : l'ampleur de l'enquête d'une part et la difficulté de construire une histoire sociale de ce champ d'autre part. Comme avec le projet d'histoire de la géographie, je me trouvai donc avec la géographie physique face à un domaine de savoir dépourvu d'institution et pour lequel il était difficile de saisir les pratiques de sociabilité ainsi que les circulations d'idées. J'ai donc abandonné cette belle idée, ou du moins me suis-je concentrée sur un seul de ses aspects, d'abord intitulé « la science des mines », dont je reparlerai plus loin. Cet objet me paraissait raisonnable par sa dimension, et surtout il me semblait pouvoir donner lieu à une

---

<sup>136</sup> PICON (Antoine), *L'invention de l'ingénieur moderne. L'École des ponts et chaussées, 1747-1851*, Presses de l'École nationale des ponts et chaussées, 1992 ; BELHOSTE (Bruno), DAHAN DALMEDICO (Amy) et PICON (Antoine), *La formation polytechnicienne, 1794-1994*, Paris, Dunod, 1994 ; BELHOSTE (Bruno), *La formation d'une technocratie. L'École polytechnique et ses élèves de la Révolution au Second Empire*, Paris, Belin, coll. « Histoire de l'éducation », 2003.

<sup>137</sup> BIREMBAUT (Arthur), « L'enseignement de la minéralogie et des techniques minières », dans R. HAHN et R. TATON (dir.), *Écoles techniques et militaires*, Paris, Hermann, coll. « Histoire de la pensée », 1986, p. 365-418.

véritable histoire sociale des sciences. Lorsque j'ai découvert le dernier livre de Martin Rudwick<sup>138</sup>, je me suis dit que j'avais fait le bon choix, car si séduisant que soit cet objet d'histoire intellectuelle, je crois pour finir que cette forme d'histoire-là n'est pas la mienne. Certes, la lecture de travaux d'histoire intellectuelle m'impressionne beaucoup, outre ceux de Martin Rudwick, je pourrais évoquer ceux de Jean-Claude Perrot dont la lecture reste pour moi un souvenir marquant. Cependant, je ne suis pas à l'aise avec cette forme d'histoire globale dont je crains toujours qu'un pan m'échappe. De plus, mon goût avéré pour les corpus, mon intérêt pour les études de cas m'éloignent plutôt de l'histoire des disciplines. Si j'ai été amenée à frayer avec elle, ce ne sont pas les savoirs disciplinaires pré-découpés qui suscitent le plus ma curiosité mais les nomenclatures, les catégories de classement ainsi que les pratiques cognitives.

## Voyages et enquêtes dans la France des Lumières

Le choix d'organiser de manière thématique les articles insérés dans le recueil joint à ce dossier donne un aspect nécessairement artificiel à l'évocation de mon parcours. Car, à vrai dire, le travail sur l'histoire de la géographie n'a pas précédé celui sur les voyages ou celui sur les cartes et j'ai bien sûr manipulé ces dossiers au même moment, à maintes reprises même ils se sont enrichis l'un l'autre. À bien y réfléchir, il est toutefois possible que l'enquête sur l'histoire de la géographie ait souvent primé sur les autres, du moins est-ce elle qui, d'ordinaire, a nourri les perspectives que j'ai adoptées lorsque j'ai travaillé sur le voyage. En examinant la liste des textes placés dans cette rubrique, je réalise que chacune de ces contributions répondait à une invitation et que, la plupart du temps, ces textes se rattachaient plus ou moins directement aux thématiques *via* lesquelles je travaillais sur la géographie des Lumières.

Ce fut le cas dès l'été 1998, lorsqu'immédiatement après mon élection à Strasbourg, je préparai ma contribution pour le colloque organisé l'hiver suivant à Paris 7 sur les guides imprimés. En travaillant sur Coquebert de Montbret, j'avais notamment dépouillé les archives de la Société de géographie. Or, ces archives me paraissaient constituer une ressource précieuse pour entrevoir le groupe des géographes du début du XIX<sup>e</sup> siècle et leurs pratiques<sup>139</sup>. C'est

---

<sup>138</sup> RUDWICK (Martin J. S.), *Bursting the Limits of Time. The Reconstruction of Geohistory in the Age of Revolution*, Chicago, University of Chicago Press, 2005. Au début de la recension qu'il en a donnée en 2007, Gabriel Gohau note : « *To say that Martin Rudwick's new work is a great book is to say little: it's the book, the book that we have all been awaiting.* », *Metascience*, 2007, n° 16, p. 359.

<sup>139</sup> Depuis, la belle thèse d'Isabelle Surun, dont on ne peut que regretter qu'elle n'ait pas encore été publiée, a montré le potentiel heuristique de ces archives : « Géographies de l'exploration. La carte, le terrain et le texte (Afrique occidentale, 1780-1880) », thèse de doctorat dirigée par Daniel Nordman, EHESS, soutenue en décembre 2003. Voir aussi : SURUN (Isabelle), « Les sociétés géographiques, fin XVIII<sup>e</sup>-

pourquoi je décidai de m'y replonger dans le cadre de ce colloque, non plus pour y chercher la trace de Coquebert de Montbret, mais pour découvrir le rôle joué par cette institution dans la définition des manières de voyager. En novembre 1824 étaient parues les *Questions proposées aux voyageurs et à toutes personnes qui s'intéressent aux progrès de la géographie*. Cette brochure regroupait quatorze questionnaires, de taille inégale, qui tous avaient été spécifiquement conçus en fonction d'un projet de voyage singulier, et relevaient de la géographie spéciale. Ces questionnaires cherchaient avant tout à rendre possible la conduite du voyageur dans un espace particulier, et s'apparentaient donc à de petits guides de voyage bien plus qu'à des instructions semblables à celles rédigées pour les expéditions scientifiques. Il fallut attendre 1875 pour que paraisse un deuxième volume, intitulé cette fois *Instructions générales aux voyageurs*. Non seulement en cinquante ans le titre avait changé, mais la Société était passée d'une publication de quarante-quatre pages à un ouvrage de deux cent quatre-vingt-dix pages ; d'une succession de questionnaires localisés (qui, à terme, entendaient produire un corpus encyclopédique) à une grille méthodique d'enquête qui envisageait tour à tour la géographie physique, l'histoire naturelle, enfin l'ethnographie associée à l'histoire. En conséquence, je montrai qu'en cinquante ans, le discours de la Société de géographie de Paris sur le voyage avait changé, passant du local au général. Bien que chaque auteur soit parvenu à se déprendre du local pour proposer une grille générale d'enquête, le projet collectif ne franchissait finalement pas le cap de la généralisation ; l'ambition visait la collecte d'un grand nombre d'informations, si bien que l'ensemble manquait de cohésion et que ces instructions, qui certes ne ressemblaient plus à de simples choix d'itinéraires, tenaient plutôt d'une synthèse des conseils rédigés depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle par des botanistes, des minéralogistes, des anthropologues ou des statisticiens, mais n'apparaissaient pas comme des consignes qui renverraient à un domaine de savoir spécifique<sup>140</sup>. Ces guides me semblaient avant tout devoir permettre de rassembler les matériaux d'inventaire du monde que la Société de géographie de Paris avait le projet de bâtir<sup>141</sup>. Ces conclusions renvoyaient donc aux modalités de construction des savoirs géographiques auxquelles je m'intéressais par ailleurs.

Lorsqu'en 2001, Lucien Bély m'a demandé d'intervenir au colloque de l'Association des historiens modernistes qui portait cette année-là sur le thème du voyage, je venais de terminer

---

milieu XIX<sup>e</sup> siècle : quelle institutionnalisation pour quelle géographie ? », dans H. BLAIS et I. LABOULAIS (dir.), *Géographies plurielles...*, op. cit., 2006, p. 113-130.

<sup>140</sup> COLLINI (Silvia) et VANNONI (Antonella), *Les instructions scientifiques pour les voyageurs*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire des sciences humaines », 2005.

<sup>141</sup> « Voyager en géographe au XIX<sup>e</sup> siècle », dans G. CHABAUD, É. COHEN, N. COQUERY et J. PENEZ, *Les guides imprimés du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Villes, paysages, voyages, Colloque de l'université Paris 7 – Denis Diderot, décembre 1998*, Belin, 2000, p. 475-485 (voir l'article n° 4 présenté dans le recueil joint à ce dossier)

la lecture d'un mémoire de maîtrise que j'avais dirigé sur les itinéraires des voyageurs français en Alsace au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'étudiante à qui j'avais proposé ce sujet avait inséré la correspondance de Lavoisier dans son corpus et les extraits qu'elle en donnait suscitèrent chez moi l'envie de consulter les *Œuvres* de Lavoisier. En proposant à Lucien Bély de présenter une contribution sur les voyages en France de Guettard et Lavoisier, je marchais dans les traces de Rhoda Rappaport<sup>142</sup>. C'est pourtant sous un angle bien différent, en me nourrissant des travaux de Marie-Noëlle Bourguet sur les pratiques de voyage, que j'abordais ce corpus, bien décidée à suivre au plus près les gestes de ces savants en voyage afin de saisir leur rapport au terrain<sup>143</sup>. Je montrai ainsi que le terrain apparaissait pour ces deux savants tour à tour comme un obstacle lorsque les voyageurs se mettaient en scène, comme un cadre de collecte lorsque le voyage était resitué dans le processus de constitution des savoirs, enfin comme le creuset de la preuve lorsque le savant exposait le résultat de ses travaux à l'Académie des sciences<sup>144</sup>. Par la suite, j'ai tenté une nouvelle fois de suivre des voyageurs sur le terrain, mais, effet de sources ou manque de mise en perspective, le résultat m'a semblé moins concluant<sup>145</sup>. Cependant, cette étape m'a convaincue de la nécessité d'aborder les pratiques de voyage pour comprendre les modalités de construction des savoirs relevant de la géographie physique. De plus, ces enquêtes m'ont incitée à inclure des cartes dans les corpus sur lesquels s'appuyaient mes recherches. J'y reviendrai dans la partie suivante.

Lorsque Nicolas Bourguinat et Sylvain Venayre ont organisé à Strasbourg un colloque sur les voyages en Europe du Consulat aux restaurations, leurs attentes étaient précises, il s'agissait d'observer les pratiques de voyage à une époque où le cadre politique fut particulièrement

---

<sup>142</sup> RAPPAPORT (Rhoda), « The geological atlas of Guettard, Lavoisier and Monnet. Conflicting views on the nature of Geology », dans C. J. SCHNEER (dir.), *Towards a history of geology*, MIT Press, 1969, p. 272-287 ; RAPPAPORT (Rhoda), « Lavoisier's geological activities. 1763-1792 », *Isis*, n° 58, 1968, p. 375-384.

<sup>143</sup> BOURGUET (Marie-Noëlle), « Voyages, statistiques, histoire naturelle, l'inventaire du monde au XVIII<sup>e</sup> siècle », thèse d'habilitation, université de Paris I, 1993 ; BOURGUET (Marie-Noëlle) et LICOPPE (Christian), « Voyages, mesures et instruments. Une nouvelle expérience du monde au Siècle des lumières », *Annales HSS*, n° 5, 1997, p. 1115-1151 ; BOURGUET (Marie-Noëlle), « La République des instruments. Voyage, mesure et science de la nature chez Alexandre de Humboldt », *Deutsch-französischer Kulturtransfer im europäischen Kontext, 1789-1914*, Leipziger Universitätsverlag, 1998, p. 405-435.

<sup>144</sup> « Les voyages en France de Guettard et Lavoisier : étude sur la construction des savoirs minéralogiques à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Le voyage à l'époque moderne, Actes du colloque des historiens modernistes*, Paris, Publications de Paris-Sorbonne, 2004, p. 65-82 (voir l'article n° 15 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>145</sup> « La frontière à l'épreuve du terrain (et à l'épreuve du temps) : les observations tirées du voyage d'inspection du marquis de Paulmy à la frontière des Alpes en 1752 », dans J. DUCOS (dir.), *Frontières et seuils*, Bordeaux, LAPRIL - université Michel-de-Montaigne Bordeaux 3, coll. « Eidôlon », juin 2004, n° 67, p. 137-150 (voir l'article n° 16 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

mouvementé, et cela en privilégiant des sources écrites à la première personne<sup>146</sup>. Je proposai d'abord une intervention sur les voyages des ingénieurs des Mines sur lesquels je commençais à travailler, mais après en avoir lu quelques-uns, je me rendis compte que ce corpus, qu'*a fortiori* je découvrais, s'articulait mal aux ambitions du colloque, la figure de l'auteur disparaissant le plus souvent derrière les observations et les mesures. Après avoir tenté plusieurs autres pistes, toutes infructueuses, je me décidai finalement à étudier *Le guide du géologue-voyageur* édité par Ami Boué en 1835<sup>147</sup>. Publié au moment même de l'élection de son auteur à la tête de la Société de géologie de Paris, ce livre constituait tout à la fois un manuel de vulgarisation et un traité savant qui s'efforçait d'ériger le géologue-voyageur en modèle, un modèle construit en opposition à la figure de celui qu'il nommait le « géologue stationnaire », et qui renvoyait bien sûr aux ingénieurs des Mines. Au moment où la géologie s'institutionnalisait, Boué refusait de céder aux membres de ce corps le monopole des observations géologiques. Je montrai finalement qu'entre science et expérience, ce guide offrait un point de vue singulier sur les manières de voyager en géologue à une période précisément où le champ de la géologie se structurait et où l'enjeu pour une société savante comme la Société de géologie de Paris consistait notamment à élargir son assise auprès d'un certain nombre d'amateurs.

Bien que publié tardivement, l'article consacré aux enquêtes du *Journal des mines* correspond, du moins dans une version antérieure, à un travail effectué en 2003 pour préparer une intervention à une journée d'études co-organisée par Marie-Noëlle Bourguet et Dominique Kalifa<sup>148</sup>. Il s'agissait de questionner le moment 1800 et de se demander si des pratiques spécifiques d'observation et d'enquête avaient alors pris forme. C'est à cette occasion que j'ai repris le corpus du *Journal des mines* que j'avais délaissé depuis ma thèse. Au travers d'une présentation des cinquante-quatre premiers numéros de ce périodique, correspondant à la première série publiée entre l'an III et l'an VII, j'ai cherché à évoquer la manière dont les méthodes d'enquête, les énoncés descriptifs et les modèles d'intelligibilité avaient entrepris d'articuler les objets et les méthodes de la minéralogie et de la statistique territoriale. Sous cet

---

<sup>146</sup> Retenant un cadre géographique plus étroit et une période plus large, Gilles Bertrand a publié un ouvrage important qui recoupe une partie des thématiques du colloque organisé à Strasbourg : BERTRAND (Gilles), *Le Grand Tour revisité. Pour une archéologie du tourisme : le voyage des Français en Italie, milieu XVIII<sup>e</sup> siècle*, Rome, École française de Rome, coll. « École française de Rome », n° 398, 2008.

<sup>147</sup> « Les voyages des géologues dans l'Europe du premier XIX<sup>e</sup> siècle vus par Ami Boué », dans N. BOURGUINAT et S. VENAYRE (dir.), *Voyager en Europe de Humboldt à Stendhal. Contraintes nationales et tentations cosmopolites, 1790-1840*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2007, p. 115-132 (voir l'article n° 17 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>148</sup> « Inventorier les ressources ou construire des notices minéralogiques : les enquêtes du *Journal des mines* », Journée d'études sur les enquêtes autour de 1800 organisée par Marie-Noëlle Bourguet et Dominique Kalifa, Paris, Centre Malher, 17 mai 2003.

angle, ce périodique m'est apparu comme représentatif de ce moment 1800 ; dès lors du moins que l'on s'accorde à le considérer comme celui où des hommes de la pratique et des savants se côtoyaient dans des institutions nouvellement créées, comme celui où les disciplines se constituaient en fixant leurs objets et leurs méthodes. J'ai montré dans ce texte que c'est en tentant de concilier les projets d'inventaire des ressources minérales et la volonté de rendre intelligibles la structure et la localisation des minéraux que le *Journal des mines* avait été représentatif de ce moment. Si l'article publié par la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* est le seul texte qui concerne la « science des mines » à figurer dans le recueil d'articles joint à ce dossier, c'est parce qu'au moment où j'en rédigeais la première version, mon projet de travailler sur la Maison des mines n'avait pas encore émergé<sup>149</sup>.

En relisant les articles que j'ai consacrés aux voyages et aux enquêtes après ma thèse, je me rends compte que depuis Coquebert de Montbret, je n'ai plus saisi ces pratiques qu'à partir de sources imprimées, qu'il s'agisse d'instructions ou de guides, de correspondances, de récits ou de mémoires savants publiés après le voyage. Je ne crois pas que cela ait correspondu à un choix délibéré de ma part, mais plutôt à des concours de circonstances. Toutefois, outre que du manuscrit à l'imprimé la matérialité du document ne fait pas voyager l'historien de la même manière, il va de soi que les sources imprimées ne permettent pas de tirer autant du voyage. L'essai que Marie-Noëlle Bourguet a composé sur le carnet de Humboldt le montre de manière exemplaire<sup>150</sup>, de même que les travaux de Michèle Virol sur les agendas de Vauban, qui suggèrent également les très riches perspectives qu'ouvre le déchiffrement de telles écritures<sup>151</sup>.

## **Des cartes pour quoi faire<sup>152</sup> ?**

C'est à peu de chose près, je crois, ce qui m'est venu à l'esprit lorsque le conservateur chargé du fonds ancien à la bibliothèque municipale de Rouen m'a appelée au printemps 2002

---

<sup>149</sup> « Entre minéralogie et statistique territoriale : les enquêtes du *Journal des mines* entre l'an III et l'an VII », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 55, n° 4, octobre-décembre 2008, p. 57-81 (voir l'article n° 18 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>150</sup> BOURGUET (Marie-Noëlle), *Écriture du voyage et construction savante du monde. Le carnet d'Italie d'Alexander von Humboldt*, Preprint 266, Max-Planck-Institut für Wissenschaftsgeschichte, 2004. Je remercie Marie-Noëlle Bourguet de m'avoir transmis l'article de synthèse qu'elle a consacré au carnet de voyage et qui paraîtra en 2010 dans le volume 20 de l'*Intellectual History Review* : « A portable world. The Notebook of European Travellers (18th-19th centuries) ».

<sup>151</sup> VIROL (Michèle), « Les carnets de bord d'un grand serviteur du roi : les agendas de Vauban », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 48, n° 4, octobre-décembre 2001, p. 50-76.

<sup>152</sup> C'est le titre de l'intervention que j'ai présentée au séminaire de Daniel Roche, le 9 décembre 2002, au Collège de France.

pour m'annoncer qu'elle venait d'exhumer des portefeuilles de cartes de l'une des réserves et qu'il s'agissait peut-être d'un fragment du fonds Montbret... En dépit de mes réticences à laisser les dossiers en cours sur l'histoire de la géographie (en dépit aussi, je dois l'avouer, de ma mauvaise volonté à rouvrir le dossier Coquebert de Montbret), je suis retournée à Rouen et j'ai assez rapidement pu élucider ce mystère.

## **Coquebert de Montbret – Acte II**

Je me souvenais de l'existence, dans le fonds Montbret, d'un manuscrit intitulé « Catalogue des cartes géographiques ». Dans le cadre de ma thèse, j'avais consulté ce registre daté de juillet 1830 mais en vain, puisque les cartes dormaient alors, à l'insu de tous, dans les magasins de la bibliothèque. Or, au printemps 2002, quelques sondages m'ont rapidement montré que les portefeuilles qui venaient d'être retrouvés contenaient notamment les cartes inventoriées dans ce catalogue par le secrétaire de Coquebert de Montbret. Le dépouillement systématique de l'ensemble m'a permis de repérer certaines cartes ajoutées plus tardivement à la collection ; mais surtout j'ai pu retrouver dans ces portefeuilles la quasi-totalité des 868 cartes répertoriées dans le catalogue manuscrit. Était-ce là cependant une raison suffisante pour revenir à Coquebert de Montbret ? Les historiens de la cartographie avaient en effet déjà mis au jour d'importantes collections réunies par des administrateurs ou des amateurs, et la construction des recueils de cartes avait fait l'objet de plusieurs études. Pourtant, les marques d'appropriation laissées sur les cartes par Coquebert de Montbret m'ont convaincue de reprendre ce chantier, chantier qui, par ailleurs, était susceptible d'enrichir ma réflexion sur les enjeux de la géographie physique au tournant du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle. Décidément, que ce soit à l'occasion d'un voyage en car plutôt insolite, ou grâce au percement d'une porte coupe-feu dans les magasins de la bibliothèque de Rouen – ce sont en effet ces travaux qui ont obligé le personnel à déplacer des portefeuilles de cartes qui reposaient là depuis des années –, Coquebert de Montbret a toujours surgi dans ma vie de manière inattendue. Mais surtout, c'est une fois encore la fascination exercée par un corpus – toujours ce fameux « goût de l'archive » – qui m'a convaincue d'entreprendre une enquête afin de comprendre de quelle manière ces cartes avaient été rassemblées et quels usages Coquebert de Montbret en avait eus.

En 2002, j'ai, donc, une fois encore, passé une partie de l'été entre les murs de la bibliothèque de Rouen. Parmi les 806 cartes que j'ai identifiées cet été-là, 468 portaient des annotations manuscrites au dos ou sur les marges. Dans quelques dizaines de cas, il s'agissait de dédicaces adressées à Coquebert de Montbret par l'auteur, cependant, la plupart des interventions manuscrites consistaient à identifier la carte ou bien à l'enrichir d'informations supplémentaires. Or, ces annotations étaient de la main de Charles-Étienne Coquebert de

Montbret, ou de celle de ses deux plus proches collaborateurs, son fils Eugène et son secrétaire. Ces mentions manuscrites étaient de plusieurs types : tantôt le titre de chaque feuille avait été recopié au verso de la carte de manière à faciliter son identification et son classement ; tantôt une espèce d'ex-libris manuscrit avait été ajouté ; mais le plus souvent c'étaient des notes marginales qui avaient été jointes par Coquebert de Montbret autour des cartes ou sur les cartes elles-mêmes, et ces notes faisaient alors office de légendes. Cette collection, massive et tendant à l'exhaustivité – à l'image de la bibliothèque de Coquebert de Montbret – ne devait donc pas être seulement regardée comme un bel objet patrimonial, ni comme un ensemble documentaire constitué par un amateur éclairé, elle apparaissait avant tout comme un outil de travail, donnant à voir et la manière dont Coquebert de Montbret avait cherché à rendre l'espace intelligible, et dont il avait voulu exploiter les observations réunies pour les inscrire dans l'espace ; ce qui supposait dans un premier temps de les inscrire dans l'espace de la carte.

Cette collection permettait donc de « voir la Terre », comme l'écrit Jean-Marc Besse<sup>153</sup>, et de la voir à différentes échelles. Ses rubriques les plus riches réunissaient en effet des cartes des États, des cartes de provinces, des plans de villes et même parfois des vues de villes ou des coupes géologiques, montrant comment, dans certains cas, le regard a besoin de voir l'espace de près pour mieux le comprendre ou pour mieux s'y repérer. Si l'on se laisse guider par la classification adoptée dans le catalogue, le regard passe du général au particulier et retrouve ainsi l'ordre utilisé par la plupart des auteurs d'atlas publiés depuis le XVI<sup>e</sup> siècle<sup>154</sup>. Dans le catalogue de Coquebert de Montbret, viennent en premier lieu les cartes de géographie ancienne, puis les cartes astronomiques et les mappemondes, les cartes marines et les cartes de géographie physique ; ce sont ensuite les cartes d'Europe, celles des États européens, voire des régions ou provinces de chacun de ces États ; enfin le catalogue se termine par les cartes d'Asie, celles des îles des grandes mers, celles d'Afrique puis d'Amérique. Par conséquent, il n'existe pas de lacunes importantes dans cette collection.

Néanmoins, lorsque l'on passe de la classification à l'inventaire des cartes, on remarque que les différentes rubriques sont très inégalement représentées, et que le poids respectif de chaque territoire reflète assez fidèlement les activités de Coquebert de Montbret : ainsi, les cartes des territoires qu'il a parcourus et qu'il a tenté de décrire – la France, l'Allemagne, l'Irlande – sont les plus nombreuses, et celles de géographie physique ou celles des côtes françaises ou irlandaises sont particulièrement abondantes. Au-delà de la curiosité qui consiste à

---

<sup>153</sup> BESSE (Jean-Marc), *Voir la Terre. Six essais sur le paysage et la géographie*, Arles, Actes Sud, 2000.

<sup>154</sup> BESSE (Jean-Marc), *Face au monde. Atlas, jardins, géoramas*, Paris, Desclée de Brouwer, 2003.

voir la Terre dans son ensemble, les cartes me sont apparues comme des outils fréquemment manipulés et ce sont donc les usages de la carte qui ont conféré un intérêt spécifique à cette collection dressée par un commis d'État qui, tout au long de son parcours, a témoigné d'une grande curiosité pour la spatialité des phénomènes. Cette collection très riche – près de 2000 feuilles – a confirmé l'attrait de Coquebert de Montbret pour la réflexion cartographique, et surtout elle a permis de retrouver les gestes et les procédures matérielles qui entraient en jeu dans la construction du savoir géographique ; elle m'a offert les moyens de conduire une étude de cas sur les modalités spécifiques de ce que Christian Jacob nomme la « pragmatique de la consultation de la carte<sup>155</sup> ».

La collection de cartes réunies par Coquebert de Montbret m'a donné le moyen de vérifier l'emprise de son désir d'exhaustivité, un désir qui s'avérait indissociable de sa quête d'intelligibilité. En cela, les cartes ne faisaient que corroborer ce qui était apparu dans les textes. Pourtant, si cette collection ne m'a rien appris de neuf quant à la posture intellectuelle de ce savant et commis d'État, elle m'a donné l'occasion de revenir sur les gestes qui ont accompagné la construction du savoir géographique. Elle m'a donné l'occasion de déplacer le questionnement, et de passer d'une approche biographique à une interrogation plus large qui relève de l'histoire des savoirs. Les usages qui affleuraient dans cette collection me semblaient en effet emblématiques de la tension qui se manifeste au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, entre les usages hérités de la géographie moderne – collection, annotation et compilation – et l'émergence de nouvelles manières de faire qui ont participé à l'essor de la cartographie thématique. L'originalité de cette collection a retenu l'intérêt de la bibliothèque municipale de Rouen, de la Maison interuniversitaire des sciences de l'homme – Alsace (MISHA) et du Centre de recherche sur l'histoire des sciences et des techniques (CRHST). Une convention a fixé le cahier des charges de la numérisation de cette collection, ainsi que celui de la mise en ligne d'une base de données permettant d'accéder à ces cartes. Les crédits obtenus dans le cadre de l'ACI « Terrains, techniques, théorie – Travail interdisciplinaire en sciences humaines et sociales », grâce au programme bâti par Pietro Corsi<sup>156</sup>, ont aidé à la correction, à la vérification de ma base de données, et à sa finalisation, notamment à l'intégration à chaque fiche des reproductions numérisées par la bibliothèque de Rouen. Depuis l'automne 2005, cette base de données dressée

---

<sup>155</sup> JACOB (Christian), *L'empire des cartes. Approche théorique de la cartographie à travers l'histoire*, Paris, Albin Michel, coll. « Histoire », 1992, p. 109.

<sup>156</sup> Ce programme s'intitulait « Géologie, territoires, ressources. La carte géologique de France et d'Italie dans le contexte européen ». Il a donné lieu à la création d'un site abritant des archives numérisées concernant les conditions de production de cartes géologiques en France et en Italie (<http://www.hstl.crhst.cnrs.fr/i-corpus/histmap/>), ainsi qu'à l'organisation d'un colloque, à la Cité des sciences, en novembre 2005 : « *The First Big Science. European Geological Maps* ».

à partir du catalogue manuscrit est accessible *via* le site de la MISHA<sup>157</sup>. À chaque fiche est lié un cliché numérique du document ; les prises de vue réalisées par la ville de Rouen sont suffisamment précises pour « zoomer » sur les notations manuscrites qui figurent sur les cartes. La mise en valeur numérique de cette collection m'a aidé à éclairer la circulation des savoirs géographiques, à dégager un espace de connivence entre Coquebert de Montbret et ses collaborateurs, à saisir les influences exercées et les influences reçues<sup>158</sup> ; mais elle a aussi laissé placé à une réflexion sur la fabrique de l'archive et sur les usages de ce corpus cartographique<sup>159</sup>. Dans certains cas, des textes tirés de correspondances ou de récits de voyage sont associés aux cartes qu'ils ont contribué à renseigner afin de souligner comment les supports utilisés pour consigner les observations se complètent les uns les autres. Les modes d'interrogation qu'offre la base de données permettent de retrouver au sein de la collection des logiques de collection.

### **Pour une histoire sociale et culturelle de la cartographie**

Certains des documents conservés dans la collection de Coquebert de Montbret m'ont ouvert de nouvelles perspectives qui faisaient assez directement écho à mes travaux sur la géographie physique (l'ensemble, notamment, des cartes minéralogiques et géologiques). En 2005, le colloque organisé par Pietro Corsi pour conclure les travaux du programme qu'il avait dirigé dans le cadre de l'ACI 3T m'a donné l'occasion de tirer une première étude de cas de ce corpus<sup>160</sup>. Je me suis alors penchée sur les étapes de construction et de publication de l'*Essai de carte géologique* d'Omalius d'Halloy, en m'attachant particulièrement aux différentes négociations qu'il entreprit tant lorsqu'il dressa la première version manuscrite de sa carte que quand il la fit publier<sup>161</sup>. Les abondantes archives d'Omalius d'Halloy conservées à Bruxelles m'ont ainsi permis de mettre en lumière des aspects que les cartes ne pouvaient révéler. À la

---

<sup>157</sup> <http://www2.misha.fr/flora/servlet/LoginServlet>

<sup>158</sup> « Modalités de construction d'un savoir cartographique et mobilisation des réseaux de correspondants : le cas des ego-documents de Charles-Étienne Coquebert de Montbret (1755-1831) », dans P.-Y. BEAUREPAIRE et D. TAURISSON (dir.), *Les ego-documents à l'heure de l'électronique. Nouvelles approches des espaces et réseaux relationnels*, Montpellier, université Montpellier III, 2003, p. 97-118 (voir l'article n° 19 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>159</sup> « Reading a vision of space: The Geographical Map Collection of Charles-Étienne Coquebert de Montbret (1755-1831) », *Imago Mundi*, vol. 56, part 1, janvier 2004, p. 48-66 (voir l'article n° 20 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>160</sup> « From sketches to publication: the Genesis of the *Essai d'une carte géologique* by Omalius d'Halloy and Coquebert de Montbret (1810-1823) », *Earth Sciences History. Journal of the History of Earth Sciences Society*, vol. 26, n° 1, 2007, p. 31-53 (voir l'article n° 23 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>161</sup> Les propositions stimulantes de Martin Rudwick, dans un article un peu ancien, m'ont été très utiles pour construire ce travail : RUDWICK (Martin J. S.), « The emergence of a Visual Language for Geological Science, 1760-1840 », *History of Science*, 1976, vol. 14, p. 149-195.

même période, je travaillais sur la contribution de Nicolas Desmarest à la géographie physique et j'avais découvert, grâce à un article de Kenneth Taylor, l'existence d'une correspondance entre Desmarest et Pasumot tenue au moment où Desmarest préparait sa carte d'Auvergne. Aussi, dans le cadre des séminaires d'une part de Marie-Noëlle Bourguet, d'autre part de Jean-Marc Besse (ce dernier relatif aux pratiques de l'observation), ai-je mené une étude comparative de ces deux exemples de collaboration cartographique. J'ai par la suite repris l'analyse, l'ai approfondie puis en ai publié une version retravaillée<sup>162</sup>. Enfin, parallèlement, toujours intriguée par la difficulté qu'il y a à déterminer l'identité de l'auteur d'une carte, j'ai consacré un texte au parcours de cartographe d'Omalius d'Halloy<sup>163</sup>. Une fois encore, l'histoire de la cartographie est rentrée en résonance avec les recherches que je conduisais par ailleurs, en l'occurrence cette fois sur l'administration des ressources minérales. C'est donc par le biais des cartes que j'ai choisi d'intervenir au colloque conclusif de l'action concertée traitant de l'histoire de la géographie<sup>164</sup>. Pour l'occasion, j'ai tenté de remettre en perspective les productions cartographiques réalisées par les ingénieurs des Mines de la Révolution, tant vers l'amont que vers l'aval. J'ai fait débiter ce panorama dans les années 1740 (au moment où Guettard présente ses premiers travaux) et l'ai poursuivi jusqu'au début des années 1830 (période à laquelle les spécificités des cartes géologiques et des cartes minéralogiques paraissent fixées). Cette étude m'a convaincue de la nécessité d'ouvrir l'histoire de la cartographie vers les problématiques de l'histoire culturelle et sociale.

Pour sortir de l'approche descriptive des productions cartographiques, il paraît indispensable de questionner les conditions de leur réalisation. Elles doivent en effet être resituées dans les contextes politique, économique, technique et intellectuel de leur fabrication ; cette approche contextualisée de l'acte cartographique va de pair avec une réflexion sur la figure de l'auteur, pour ne pas dire du « cartographe ». Qui les commande, les conçoit, les dessine, les

---

<sup>162</sup> « Le voyage, la synthèse et la carte. Quelques remarques sur les jeux de production et de légitimation de la connaissance au travers des correspondances de Pasumot et Desmarest (1762-1770), d'Omalius d'Halloy et Coquebert de Montbret (1810-1812) », dans *Les fruits de la récolte. Études offertes à Jean-Michel Boehler*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2007, p. 457-477 (voir l'article n° 22 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>163</sup> « Cartographe les savoirs géologiques dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle : l'exemple des travaux d'Omalius d'Halloy (1783-1875) », dans I. LABOULAIS (dir.), *Les usages des cartes (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle). Pour une approche pragmatique des productions cartographiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2008, p. 147-163 (voir l'article n° 25 présenté dans le recueil joint à ce dossier). J'avais exposé un premier état de cette enquête au séminaire animé par Gilles Palsky à l'EHESS, le 5 mai 2006.

<sup>164</sup> « Inventorier et cartographe les ressources minérales en France des années 1740 aux années 1830 », dans J.-M. BESSE (dir.), *Naissances de la géographie moderne. Actes du colloque organisé par Jean-Marc Besse les 28 et 29 septembre 2007 à Paris*, sous presse chez ENS éd. (le fichier des premières épreuves a été joint à ce dossier, il s'agit de l'article n° 26 inséré dans ce recueil).

signe ? Puisse le volume à venir de la vaste *History of cartography*, consacré à l'Europe des Lumières et dirigé par Matthew Edney et Mary Pedley, donner plus d'ampleur à ces perspectives<sup>165</sup>.

### **Les blancs de la carte... ou la coordination d'un ouvrage collectif**

Si impromptu ou inattendu qu'ait été le retour de Coquebert de Montbret dans mon parcours d'historienne, il n'a cependant pas marqué ma première rencontre avec l'histoire de la cartographie. C'est en effet en février 2001 que j'ai organisé à Strasbourg la première des journées d'études qui ont ensuite donné lieu à la publication de *Comblent les blancs de la carte : modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*<sup>166</sup>. Deux autres ont suivi ; d'abord en mai puis en septembre 2002. Quand je présentai ce projet, je n'imaginai pas qu'il prendrait cette ampleur et entraînerait la publication d'un ouvrage collectif. Proposer au cours de l'année 2000 d'animer à Strasbourg un projet sur l'histoire de la cartographie relevait du pari car ce champ ne comptait aucun spécialiste à l'université Marc-Bloch. Cependant, quelques collègues strasbourgeois ont accepté de jouer le jeu et d'aborder les blancs de la carte à partir de leurs dossiers, alors que d'autres collègues non strasbourgeois plus familiers de ces questions ont accepté de venir à Strasbourg présenter leurs travaux. C'est la richesse des échanges lors de ces journées qui m'ont incitée à en tirer un ouvrage collectif.

Il s'agissait au départ d'observer les interactions reliant les pratiques spatiales aux techniques de description<sup>167</sup>. Ce thème de réflexion m'avait été suggéré par la lecture de l'article de Christian Jacob et Frank Lestringant, « Les îles menues ». Le blanc de la carte que je souhaitais saisir dans ce travail collectif était, pour reprendre une de leurs expressions, « ce reste d'espace qui échappe à la maîtrise des navigateurs mais où trouve à se ressourcer un imaginaire déjà traditionnel<sup>168</sup> ». Or, la fin du XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle ont été marqués par la quête d'un monde fini. Pourtant, si les contours continentaux étaient alors globalement fixés, l'intérieur des continents,

---

<sup>165</sup> Mary Pedley m'a sollicitée pour participer à cette collection. J'ai rédigé, à sa demande, quatre notices qui sont aujourd'hui terminées et dont la version anglaise a été approuvée par les directeurs du volume. Il s'agit de notices intitulées : « Guettard », « French Revolution », « French Academy of Sciences », « Thematic Mapping in France ». À paraître dans M. EDNEY et M. PEDLEY (dir.), *History of Cartography*, vol. IV, *Cartography in the European Enlightenment*, University of Chicago Press.

<sup>166</sup> *Comblent les blancs de la carte : modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2004. Un exemplaire de ce livre est joint au dossier.

<sup>167</sup> « Introduction », dans I. LABOULAIS (dir.), *Comblent les blancs de la carte...*, op. cit., p. 5-11 (voir l'article n° 21 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

<sup>168</sup> JACOB (Christian), LESTRINGANT (Franck), « Les îles menues », dans *Arts et légendes d'espace. Figures du voyage et rhétorique du monde*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, Paris, 1981, p. 13.

la position et le tracé de bon nombre d'îles restaient encore ignorés et donnaient parfois lieu à des fantasmes et des mystères géographiques tenaces. Le blanc de la carte ne devait donc pas être associé à un vide mais il me paraissait au contraire devoir être questionné, tant pour le raisonnement qu'il avait pu susciter chez certains savants, pour l'imaginaire géographique qu'il avait pu nourrir chez d'autres, que pour le désir d'aventure qu'il avait pu faire naître chez quelques-uns. Dans de telles entreprises, la carte semblait dotée d'un statut particulier, elle était le lieu où s'inscrivaient les étapes successives du travail, le lieu qui permettait aussi de réévaluer le travail des prédécesseurs. Bien sûr, le processus de comblement des blancs de la carte n'avait été ni linéaire, ni irréversible, ni généralisé, et les contributions présentées au cours de ces journées se sont beaucoup interrogées sur les significations multiples de ces blancs investis de sens distincts selon les usages de l'espace.

Les douze contributions que j'ai rassemblées dans le volume publié en 2004 explorent les statuts de l'inconnu géographique, les modalités de constitution des savoirs de la Terre et leurs représentations cartographiques. La première partie du livre s'attache aux modalités de représentation des blancs. Le comblement des blancs est ensuite questionné au regard des enjeux de la construction du savoir géographique ; des enjeux à la fois académiques, techniques et épistémologiques. Les contributions réunies dans le troisième volet reviennent aussi sur l'articulation des savoirs de terrain et des savoir-faire cartographiques, mais sous l'angle, cette fois, des dispositifs liés à la conquête qui confère un caractère particulièrement aigu aux questions de territorialité, assignant même à la carte un rôle d'outil dans la prise de contrôle territorial, et faisant d'elle une démonstration, une preuve de domination.

À ce stade, la carte n'était cependant pour moi encore qu'un support parmi d'autres questionné pour élucider les modalités de construction des savoirs géographiques. Tel était bien d'ailleurs la perspective adoptée dans la contribution que je consacrai dans ce volume collectif à Philippe Buache. C'est avec Coquebert de Montbret que les cartes sont véritablement devenues pour moi un objet d'histoire et c'est de là qu'est né le premier projet de recherche collective que j'ai conçu en jouant le jeu de réponses aux appels d'offre.

### **Pour une histoire des usages des cartes... ou la coordination d'un programme ANR**

L'enquête menée sur la collection de cartes conservées à Rouen m'avait convaincue que comme le proposent Matthew Edney et Christian Jacob, la carte doit être regardée à la fois comme opaque, mais aussi comme porteuse d'une culture visuelle et d'une culture scientifique particulières. La fréquentation de la collection de Coquebert de Montbret me permit aussi de me frotter aux cartes manuscrites et c'est ainsi que je bâtis un programme de recherche autour de

l'histoire de la cartographie. J'ai d'abord soumis, grâce aux encouragements bienveillants d'Alain Chauvot, un projet à la MISHA qui en a approuvé le financement pour le quadriennal 2005-2008. Puis je l'ai retravaillé pour répondre au premier appel d'offres lancé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) au printemps 2005. Ce programme que j'ai conçu et dirigé était baptisé « Expériences de terrain et compétences cartographiques : pour une approche heuristique de la numérisation des cartes et plans », s'inscrivait dans les problématiques de l'histoire de la cartographie et de l'histoire des savoirs.

Il s'agissait d'observer les conditions d'articulation entre l'expérience de terrain (observations scientifiques, missions de reconnaissance ou d'inspection...) et les savoir-faire cartographiques. Plutôt que d'étudier les usages de communautés identifiées *a priori* (les savants, les administrateurs, les ingénieurs, etc.), j'avais suggéré de partir d'une posture, l'expérience de terrain, pour questionner les usages cartographiques qu'elle pouvait induire chez ses protagonistes. Le but était de comprendre comment, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, des hommes de terrain avaient tenté de traduire graphiquement, et même cartographiquement, leurs observations. Cette manière de questionner les collections de cartes ne cherchait pas à privilégier tel ou tel territoire pour en saisir les diverses représentations ; elle entendait au contraire s'attacher à l'articulation des processus cognitifs et des techniques cartographiques perceptibles au travers des interventions manuscrites encore visibles sur les cartes, et cela au moment où les disciplines se constituaient et les techniques cartographiques s'uniformisaient. Prendre en compte les pratiques d'observation, de relevé, et leur traduction graphique sur des cartes à grande échelle semblait en effet déterminant pour mettre au jour tout un pan de la production cartographique des Lumières. Si la production cartographique se diversifiait à cette époque, les usages des cartes faisaient de même : usages administratifs, savants, mais aussi démonstratifs, rhétoriques, etc., les uns n'excluant évidemment pas les autres.

L'enquête menée dans le cadre de ce programme avait donc pour but de saisir à la fois ce que les hommes de terrain faisaient des cartes déjà produites, et quelles cartes ils produisaient à leur tour. Ainsi, tout comme les savants qui compilaient les savoirs représentés sur les cartes déjà produites par leurs alter ego ou par des hommes de terrain, les hommes de la pratique étaient simultanément utilisateurs et producteurs de cartes puisqu'à l'époque moderne, il était très fréquent qu'ils réutilisent, en les annotant ou en les complétant, des cartes topographiques imprimées. Au Conseil des mines par exemple, pendant la Révolution française, s'était développé l'usage de reporter sur la carte de France de Pierre de Belleyme le fruit des observations de terrain réalisées par les ingénieurs et les inspecteurs lors de leurs tournées ; la carte imprimée faisait alors office de fond de carte et permettait de cartographier les ressources minérales.

S'attacher à ces documents imprimés et annotés me semblait pouvoir offrir un éclairage vif sur une forme spécifique d'acte cartographique (*mapping*). Cela impliquait aussi de questionner les instructions suivies dans le temps de la construction des cartes, et les manières dont les commanditaires avaient *a posteriori* utilisé les cartes élaborées selon leurs consignes. Avec cette approche pragmatique de la production et de la consultation, il s'est agi de montrer comment les productions cartographiques portaient les traces de leur élaboration et comment, dans ce type d'enquête, les textes venaient compléter les apports de l'archive cartographique. Il m'a semblé par ailleurs qu'une telle démarche pouvait remettre la carte manuscrite au cœur des recherches – tant dans son statut d'ébauche, stade qui précède l'élaboration d'une carte imprimée, que lorsque cette carte reste manuscrite – ainsi que permettre de croiser des échelles diverses, des types différents de cartes, prenant notamment en compte les cartes imprimées et annotées *a posteriori*. Une telle entreprise ne pouvait bien sûr prendre sens qu'à condition de garder à l'esprit qu'une carte est une construction sociale de la réalité, élaborée par et pour ce que Bernard Lepetit a appelé des « regards éduqués<sup>169</sup> ».

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, ce programme a bénéficié du financement de la MISHA. Quelques mois plus tard, les crédits alloués par l'ANR sont venus le compléter<sup>170</sup>. Grâce à ce double financement accordé jusqu'à la fin de l'année 2008, j'ai pu, avec l'aide de quelques collègues historiens, conservateurs et archivistes, concevoir une base de données désormais accessible en ligne et organiser trois journées d'études dont les contributions ont été rassemblées dans un ouvrage collectif intitulé *Les usages des cartes (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*. Pour une approche pragmatique des productions cartographiques. Ce volume a été publié par les Presses universitaires de Strasbourg à la fin de l'année 2008<sup>171</sup>.

La base de données inventorie 4 147 cartes manuscrites produites entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle et conservées dans quatre dépôts strasbourgeois distincts. Cet instrument de recherche est hébergé sur le site de la MISHA<sup>172</sup>. L'élaboration de la fiche descriptive (composée d'une

---

<sup>169</sup> LEPETIT (Bernard), « Compte rendu de Christian Jacob, *L'empire des cartes...* », *Annales HSS*, juillet-août 1996, p. 908.

<sup>170</sup> Entre 2003 et 2005, j'avais été membre du Conseil scientifique de l'Action concertée incitative « Espaces et territoires » dont les travaux étaient dirigés par Jean-Claude Daumas. Cette ACI avait été créée à l'initiative de Jean-Marc Offner et Jacques Lévy qui siégeaient tous deux au Conseil scientifique. C'est dans ce cadre, en lisant et en examinant des projets de recherche, que je me suis familiarisée avec les réponses à un appel d'offre, exercice qui fait aujourd'hui partie du quotidien de tout chercheur en sciences humaines et sociales.

<sup>171</sup> *Les usages des cartes (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*. Pour une approche pragmatique des productions cartographiques, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2008. Un exemplaire de ce volume est joint à ce dossier.

<sup>172</sup> <http://histcarto.u-strasbg.fr>

vingtaine de champs) a pris plusieurs mois, et a suscité la collaboration de chercheurs et de conservateurs car l'identification des cartes manuscrites pose des problèmes spécifiques d'attribution et de datation. Cette base de données ne cherchait pas à inventorier la totalité des documents cartographiques manuscrits conservés à Strasbourg ; outre leur nature (les cartes et les plans ont été retenus, les élévations et les dessins techniques ont le plus souvent été écartés) et la période de leur réalisation (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle), ce sont les traces d'expertise présentes ou non sur le document qui ont permis d'opérer une sélection rigoureuse, au point d'ailleurs d'intégrer au corpus certaines cartes imprimées portant des annotations manuscrites. Par traces d'expertise, il s'agissait de désigner les commentaires textuels ou les ajouts de symboles permettant de saisir quelques éléments des conditions d'élaboration de la carte, voire de l'utilisation qui en avait été faite dans un cadre administratif ou militaire. Si le projet de départ ne cherchait aucunement à s'attacher aux cartes d'Alsace ou aux plans de Strasbourg, les modalités de constitution des collections et des séries d'archives expliquent que ces documents représentent finalement la majorité du corpus, les archives de l'intendance ou celles du cadastre s'étant en effet révélées particulièrement riches. Néanmoins, l'échantillon paraît représentatif et utile au-delà du cadre de l'histoire régionale ; il permet de dégager quelques grandes communautés de cartographes que l'on retrouverait dans d'autres provinces françaises : les ingénieurs militaires bien sûr, les ingénieurs des Ponts et Chaussées, les arpenteurs, etc. Ce qu'il importe de mettre en lumière ici, c'était avant tout la manière dont la carte a été mise au service des administrateurs, la manière dont elle a permis d'arbitrer un conflit, la manière dont elle a été jugée capable par certains d'exposer les éléments d'une expertise (à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'administration du territoire passa de plus en plus par la carte).

Pour accompagner ce travail d'inventaire et de numérisation, j'ai organisé trois journées d'études à Strasbourg entre janvier 2006 et janvier 2008. La première, consacrée à la carte comme outil d'expertise aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, s'est déroulée en juin 2006 ; elle a permis de questionner les objets pour tenter de restituer les usages matériels qu'ils ont pu susciter et les dispositifs intellectuels qui les sous-tendaient. C'est dans cette perspective que la carte a été considérée comme un outil de l'expertise, comme un instrument permettant de passer des faits bruts à la synthèse, à l'interprétation ou à la décision. La deuxième journée d'études s'est tenue en janvier 2007. Elle portait sur le statut respectif des cartes manuscrites et des cartes imprimées aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, sur les modalités de leur construction, sur les usages distincts ou semblables auxquels elles ont donné lieu, sur les circulations propres à ces deux types de support. La troisième et dernière journée, en janvier 2008, portait sur les rapports que les ingénieurs ont entretenus avec les productions cartographiques entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle. Afin de tenir compte des thèmes évoqués de manière récurrente dans les discussions qui se sont

tenues lors de chacune de ces journées d'études, les contributions ont été, pour le volume collectif, réorganisées en trois parties<sup>173</sup>. Dans un premier temps, les textes de Jean-Marc Besse, Michèle Virol, Nicolas Verdier, Valeria Pansini et Patrice Bret montrent comment, des normes aux productions cartographiques, ingénieurs et topographes définissent ce qu'ils attendent des cartes. Dans un deuxième temps, Catherine Bousquet-Bressolier, Sandrine Boucher, Neil Safier et moi-même proposons quatre études de cas qui permettent d'observer comment, du terrain à l'atelier, travaillaient certains cartographes. Enfin, dans une troisième partie, les textes de Renaud Morieux, Martine Illaire et Cécile Souchon, Stéphane Blond, Jean-Yves Puyo et Ana Carneiro signalent la place qu'a progressivement prise l'acte cartographique dans les pratiques d'administration du territoire.

Observer les usages des cartes développés au contact du terrain a permis de rappeler combien celles-ci constituent des objets mouvants et malléables au gré des besoins et des attentes de leur(s) auteur(s) ou de leur(s) commanditaire(s), voire de leurs futurs utilisateurs. À condition de traiter de front les opérations techniques de production et les pratiques de consultation, l'approche pragmatique des productions cartographiques se démarque du « paradigme empirique » de l'histoire de la cartographie. Cette méthode souligne au contraire qu'une carte offre des images du territoire variables selon la communauté d'utilisateurs à qui elle est destinée. Les résultats tirés du travail d'inventaire, comme ceux qui émanent de la réflexion collective entreprise dans le cadre de ce programme sont, sur ce point, parfaitement convergents.

En prenant l'initiative de répondre au premier appel d'offre de l'ANR, j'ai cherché à croiser les problématiques de mes recherches personnelles et ce que je connaissais des fonds d'archives strasbourgeois. Depuis mon élection à l'université Marc-Bloch, il m'avait semblé essentiel de concilier mon implication dans des groupes de recherche parisiens et ma participation aux travaux des structures strasbourgeoises. La création de la Maison interuniversitaire des sciences de l'homme d'Alsace m'a convaincue de bâtir à mon tour un projet collectif qui serait à la fois ancré sur les ressources humaines et documentaires locales, qui permettrait d'associer les étudiants de master voire des doctorants strasbourgeois, et qui resterait articulé à des questionnements que des collègues spécialistes d'autres universités pourraient venir enrichir. J'ai pu mesurer au cours des quatre années qu'a duré ce programme combien l'animation de la recherche collective coûte du temps et de l'énergie. Outre

---

<sup>173</sup> « Les 'coulisses' des cartes à l'époque moderne. Introduction », dans I. LABOULAIS (dir.), *Les usages des cartes...*, *op. cit.*, p. 5-14 (voir l'article n° 24 présenté dans le recueil joint à ce dossier).

l'organisation de journées d'études et la préparation d'un ouvrage collectif, j'ai découvert à partir de 2005 les aspects plus techniques de la gestion d'un programme : le recrutement de vacataires, la coordination de leurs travaux, la collaboration avec les services informatiques et financiers, etc. La création de la MISHA et l'ouverture du bâtiment qui l'abrite depuis trois ans maintenant ont marqué un véritable tournant dans l'organisation de la recherche en SHS à Strasbourg. Au-delà du financement de programmes de recherche, la MISHA offre aux chercheurs d'excellentes conditions de travail (le luxe d'un bureau !) ainsi qu'un soutien technique très précieux (service informatique, atelier de numérisation, service financier). Ce fut une très grande chance pour moi d'être accueillie au sein de cette unité, en 2005-2006 puis en 2008-2009, pour y passer les deux années de délégation dont j'ai bénéficié. C'est dans ce cadre-là que la recherche inédite présentée dans ce dossier a pris forme. Au cours de ces derniers mois, j'ai pu mesurer, à l'épreuve des faits, la justesse de ce que Pierre Bourdieu dit à Loïc Wacquant, toujours dans une séquence du film de Pierre Carles que j'ai déjà évoqué, à propos des conditions nécessaires à l'écriture, sur l'exigence de ne faire que ça, de ne penser qu'à ça...



## IV LA « SCIENCE DES MINES »

Alors que ma première année de délégation au CNRS était sur le point de commencer, Alice Ingold et Anne Conchon m'ont invitée à participer à une journée d'études qu'elles organisaient à Paris I sur le gouvernement des ressources naturelles<sup>174</sup>. C'est là notamment que j'ai pu rencontrer Jakob Vogel, lequel s'était déjà penché, dans une perspective comparative, sur l'administration française des mines<sup>175</sup>. À cette date, le corps des Mines ne constituait encore que l'un des éléments de ma recherche en cours sur la géographie physique. C'est pourtant en préparant cette intervention et, dans une large mesure, grâce aux pistes de réflexion suggérées par Alice Ingold et Anne Conchon que j'ai décidé de concentrer mon attention sur la « science des mines », afin d'analyser « le rôle des idées dans le cadre de l'action publique (...) [et de] suivre à la trace leurs itinéraires entre les mondes savants et l'État<sup>176</sup> ». Cinq années ont passé, au cours desquelles sans plus jamais changer d'ancrage cette enquête a cependant mûri, le plus souvent, je le constate aujourd'hui, suite à des exposés présentés dans des séminaires. Celles et ceux qui m'ont donné la possibilité d'exposer la recherche que j'avais en cours ont contribué de manière décisive à la construction de ce projet.

---

<sup>174</sup> Cette journée se tint le 20 juin 2005 ; elle fut organisée dans le cadre d'un programme financé par l'École française de Rome.

<sup>175</sup> VOGEL (Jakob), « Transfer und nationale Abgrenzung. Ansätze zu einer deutsch-französischen Beziehungsgeschichte im Bergbau des 18. und frühen 19. Jahrhunderts », *Plurales Deutschland. Festschrift für Étienne François [Mélanges Étienne François]*, herausgegeben von Peter Schöttler, Patrice Veit, Michael Werner, unter der Mitarbeit von Floriane Azoulay, Wallstein Verlag, 1999, p. 225-236.

<sup>176</sup> BELORGEY (Nicolas), CHATEIGNER (Frédéric) *et alii*, « Références savantes, références d'État », *Genèses*, 2010, n° 1, p. 2.

## **L'administration des ressources minérales ou ce que la science fait à l'administration (et réciproquement)**

Dans la perspective d'éclairer les modalités du gouvernement des ressources naturelles, j'ai tenté de rassembler des informations sur l'administration des richesses minérales au tournant du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle et très rapidement, j'ai décidé de m'attacher plus particulièrement à l'expérience révolutionnaire pour me demander si cette période au cours de laquelle l'Agence puis le Conseil des mines avaient été créés avait constitué ou non une sorte de laboratoire, c'est-à-dire un lieu d'expérimentation et peut-être d'invention pour l'administration des ressources. Au-delà de l'histoire sociale de l'Agence puis du Conseil des mines, ce qui m'a intéressée dans ce dossier ce sont tout à la fois le processus de constitution d'une communauté technico-administrative et la construction simultanée des identités savantes, la mise en œuvre de procédures d'administration des ressources naturelles élaborées à l'interface des milieux savants et des cercles des administrateurs, enfin la manière particulière dont le contexte révolutionnaire avait configuré le discours sur les ressources naturelles. Le cœur de cette enquête portait donc sur les savoirs produits dans le cadre d'une administration comme celle des mines, forme peut-être spécifique de ce que les sciences sociales désignent le plus souvent aujourd'hui par des savoirs d'État. Je souhaitais mesurer par quels dispositifs ces savoirs étaient devenus des figures incontournables du recrutement, de la formation et de l'action des hommes relevant de l'administration des mines, voire des éléments de leur institutionnalisation<sup>177</sup>. Les conditions de leur formalisation et de leur publicisation faisaient aussi partie du champ de l'enquête que j'imaginai. À terme, il s'agissait de comprendre la manière dont ces savoirs avaient reconfiguré les champs disciplinaires et professionnels au service de l'État<sup>178</sup>. Dans la perspective de l'histoire sociale des sciences, je me suis principalement attachée à l'interaction des savoirs d'État et des savoirs savants visible dans le processus de constitution de cette culture, au sens où l'on parle des cultures des corps d'ingénieurs<sup>179</sup>, une culture composite dans ses fondements et empirique dans ses finalités, nommée « science des mines » par ses

---

<sup>177</sup> Ces questionnements sont notamment ceux qui en ce moment structurent les travaux du programme ANR « MOSARE », « Mobilisation de savoirs pour la réforme : circulation des savoirs de gouvernement et transformations de l'action administrative (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) ». Ce programme est placé sous la responsabilité scientifique de Renaud Payre. Il s'attache particulièrement au processus d'autonomisation de l'administration que ses membres tentent de saisir à travers la mobilisation des savoirs par les administrateurs.

<sup>178</sup> Telle est notamment la problématique du séminaire que Christine Lebeau organise à l'université de Paris I avec Morgane Labbé : « Savoirs d'État en Europe, 1750-1850 ».

<sup>179</sup> PICON (Antoine), *L'invention de l'ingénieur moderne*, op. cit. VÉRIN (Hélène), *La gloire des ingénieurs. L'intelligence technique du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Albin Michel, 1993.

principaux protagonistes<sup>180</sup>. Il me semblait possible de trouver là une sorte de résonance à ce que Christine Lebeau et Dominique Margairaz ont récemment mis en lumière : « La conviction, largement partagée dans les milieux savants et les cercles du pouvoir, que la conduite de l'action publique est un objet de science », conviction qui « fait écho à la fois aux tentatives de transformation des savoirs en ingénieries d'État et à l'effort de ré-institutionnalisation des Lumières »<sup>181</sup>.

En concentrant mon enquête sur les années 1794-1810, je voulais saisir le fonctionnement de cette instance – Agence puis Conseil des mines – qui, pendant une quinzaine d'années, avait été à la fois un lieu de centralisation d'informations, un centre de production et de transmission des savoirs et le cœur de l'administration des ressources. En ce moment de transformation des régimes de production et d'organisation des savoirs, la « science des mines » qui se déployait au sein de cette institution tentait d'articuler les résultats des profonds renouvellements qu'avaient connus les sciences de la Terre et les savoir-faire miniers, deux domaines abordés de concert, notamment au sein de l'Académie de Freiberg animée par Werner. De plus, cette « science des mines » croisait les méthodes de la minéralogie et celles de la statistique dans l'espoir de mettre en place les instruments les mieux adaptés à l'administration des ressources. Le caractère composite de cette « science des mines » me paraissait bien traduire le statut complexe de l'instance qui avait la charge d'administrer les ressources mais qui, en ce moment de recomposition institutionnelle, offrait aussi un laboratoire à des savants comme Vauquelin, Haüy ou Dolomieu, privés d'autres structures pour poursuivre leurs recherches. Comme la statistique, la « science des mines » donnait l'image d'un savoir construit dans une tension constante entre les normes de la description scientifique et les exigences de la décision politique.

La journée d'études organisée par Jean-Luc Chappey sur les « Savoirs et (re)construction de l'ordre social, politique et intellectuel (1770-1830) » m'a permis, au printemps 2006, de faire une sorte de bilan après une année consacrée à cette recherche<sup>182</sup>. C'est aussi à cette occasion

---

<sup>180</sup> GARÇON (Anne-Françoise), *Entre l'État et l'usine. L'École des mines de Saint-Étienne au XIX<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004. Dans cet ouvrage, Anne-Françoise Garçon n'évoque pas la « science des mines » mais elle observe les conditions dans lesquelles ce qu'elle désigne comme « l'esprit Mines » s'est constitué à la fin de l'Ancien Régime, p. 24-28.

<sup>181</sup> LEBEAU (Christine) et MARGAIRAZ (Dominique), « Les savoirs d'État à l'épreuve de la République », dans P. SERNA (dir.), *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique, Actes du colloque de Paris, 25-26 janvier 2008*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 53.

<sup>182</sup> « Ce que l'administration fait à la science (et réciproquement...) : l'exemple de la science des mines entre 1794 et 1810 », Journée d'études « Savoirs et (re)construction de l'ordre social, politique et intellectuel (1770-1830) » organisée par Jean-Luc Chappey et Nathalie Richard, Paris I, 16 juin 2006.

que j'ai rencontré Christelle Rabier qui préparait l'ouvrage collectif qu'elle a publié depuis sur l'expertise<sup>183</sup>. Elle m'a d'abord proposé de me joindre à ce projet mais le travail d'élaboration en commun des textes était alors trop avancé. Elle m'a suggéré d'entrer en contact avec Roy McLeod et de soumettre au comité de rédaction de *Minerva* un article de synthèse. Reprenant le texte de ma communication, je l'ai fait traduire et la première version a été approuvée par le comité de rédaction de la revue, sous réserve de modifications. À dire vrai, ces modifications étaient substantielles mais, vu d'aujourd'hui, je mesure combien le travail fourni pour reprendre ce texte a été bénéfique. Les questions soulevées par les évaluateurs m'ont obligée à creuser certains aspects comme le statut compliqué de l'École des mines entre la fin de l'Ancien Régime et la Révolution, à éclaircir des passages trop allusifs (par exemple sur le rapport entre théorie et pratique), à préciser la spécificité du moment révolutionnaire vis-à-vis de l'Ancien Régime. L'extrême exigence de Roy McLeod, représentative des pratiques éditoriales anglo-saxonne, a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de cette recherche. Grâce à lui, j'ai appris à questionner la « science des mines » plutôt qu'à tenir cet objet pour acquis. Pour finir, l'article publié dans *Minerva* diffère en bien des points de la première version mais surtout, grâce à ce travail, l'approche de mon objet a, je crois, gagné en épaisseur<sup>184</sup>.

C'est en effet à partir de cette période que la définition de la « science des mines » m'est apparue comme un problème. Entendue jusque-là comme la culture scientifique et technique d'un corps, je me suis demandé comment je pourrais la définir sans fausser l'analyse *a priori*, et sans l'enfermer d'emblée dans une catégorie qui fonctionnerait comme une sorte de boîte noire, plutôt que comme un objet clairement circonscrit et saisissable<sup>185</sup>. Cette question est restée ouverte pendant un long moment et n'a trouvé qu'une réponse partielle lorsque je suis passée d'une histoire des savoirs à une histoire des lieux où ils sont produits<sup>186</sup>.

---

<sup>183</sup> RABIER (Christelle) (dir.), *Fields of Expertise: A Comparative History of Expert Procedures in Paris and London, 1600 to Present*, Cambridge Scholars Publishing, 2007.

<sup>184</sup> « Serving Science and the State: Mining science in France, 1794-1810 », *Minerva. A Review of Science, Learning and Policy*, vol. XLVI, n° 1, 2008, p. 17-36. Le recueil d'articles joint à ce dossier ne contient aucun texte consacré à l'administration des mines. Le contenu de cette recherche est exposé dans le volume 3.

<sup>185</sup> Les apories de ce questionnement m'étaient aussi apparues (sans que je parvienne toutefois à en tirer des conclusions susceptibles de réorienter mon enquête) lorsque j'avais présenté une contribution consacrée à « La culture géographique des agents des Mines pendant la Révolution française », le 2 décembre 2005, lors d'une journée d'études intitulée « Savoirs sur l'espace et géographie. La perspective de l'action (1790-1860) », journée organisée par Jean-Marc Besse dans le cadre de l'action concertée « Coexistence des savoirs et discontinuité des rationalités dans la géographie moderne (1760-1860) ».

<sup>186</sup> LIVINGSTONE (David N.), *Putting Science in its Place: Geographies of Scientific Knowledge*, Chicago, University of Chicago Press, 2003.

## La Maison des mines comme lieu de savoir

En septembre 2008, Stéphane Van Damme anima une des sessions du congrès de la Société française pour l'histoire des sciences et des techniques ; elle était intitulée « Paris, capitale savante. Les territoires des sciences à Paris » et c'est dans ce cadre que je soumis un projet de contribution sur « L'École des mines dans le Paris de la Révolution française ». En préparant cette intervention, je m'aperçus que mon résumé n'était pas parvenu à rendre compte de l'objet dont je parlais vraiment, j'avais, un peu trop rapidement sans doute, annoncé l'École des mines dans mon titre alors même qu'aucune « École des mines » n'avait existé à Paris pendant la Révolution, et que le lieu dont il était question dans mes archives et dont je parlais était la Maison des mines, installée au 293 de la rue de l'Université. Non seulement ce bâtiment avait été détruit au moment du percement du boulevard Saint-Germain, mais je me rendis compte qu'il avait aussi disparu des souvenirs, alors même que l'École des mines était devenue un lieu de mémoire que j'avais spontanément convoqué en cherchant à définir le lieu d'ancrage de la « science des mines » au sein de la capitale savante qu'était Paris.

Malgré son existence brève, la Maison des mines m'est alors apparue comme le cadre adéquat pour exposer les résultats de mes recherches. Ce lieu de savoir, créé en 1794 et installé dans un hôtel particulier de la rue de l'Université, avait rassemblé les locaux de l'administration et les archives de l'inspection des Mines, l'amphithéâtre où des cours publics avaient été dispensés, un laboratoire d'essai et d'analyse docimastique, une collection minéralogique ainsi qu'une bibliothèque ; c'est là, enfin, que le *Journal des mines* avait été composé. J'avais pu explorer certains de ces lieux à l'occasion de deux colloques antérieurs<sup>187</sup>, mais les spatialités mises en œuvre dans l'ensemble de ce bâtiment me semblaient mériter qu'on s'y arrêtât davantage, afin de déterminer notamment quelle avait été la « puissance structurante » de ces locaux mixtes consacrés autant à la science qu'à l'administration. Si l'on m'autorise à détourner la belle formule d'Emma Spary<sup>188</sup>, je dirais que la Maison des mines m'est apparue comme la « Maison d'Utopie », c'est-à-dire comme un lieu conçu dans l'idéalisme de l'an II, à un moment dont, comme l'a récemment écrit Jean-Luc Chappey, la spécificité vient « moins de la

---

<sup>187</sup> « Quand les agents des Mines délimitent leur domaine de savoir : la mise en place des collections minéralogiques pendant la Révolution française », dans S. BOUDIA, A. RASMUSSEN et S. SOUBIRAN, *Patrimoine, savoirs et communautés savantes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 151-165 ; « Du 'sein de la terre' aux 'mains du commerce' : la connaissance des richesses minérales diffusée par le *Journal des mines* (1794-1810) », dans D. MARGAIRAZ et P. MINARD (dir.), *L'information économique, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle, Journées d'études du 21 juin 2004 et du 25 avril 2006*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2008, p. 311-334.

<sup>188</sup> SPARY (Emma C.), *Le Jardin d'Utopie. L'Histoire naturelle en France de l'Ancien Régime à la Révolution*, trad. de Claude Dabbak, Paris, Muséum national d'histoire naturelle, coll. « Archives », 2005 (éd. or., 2000).

'mobilisation' des savants et des sciences par les autorités politiques que des dynamiques croisées entre les espaces scientifiques et politiques<sup>189</sup> ». La Maison des mines apparaît probablement comme un héritage de ce qu'on a longtemps appelé la « science jacobine ». Bien que l'expression subsiste dans certains travaux, l'objet a été profondément reconsidéré depuis le bicentenaire de la Révolution française si bien que la manière d'appréhender les sciences pendant la Terreur se présente avant tout aujourd'hui comme un moment de renforcement de la science sévère et d'affermissement du processus de spécialisation amorcé à la fin de l'Ancien Régime.

De fait, mon enquête sur la Maison des mines m'a permis de montrer son fonctionnement à la fois comme lieu d'expertise, comme dépôt central du savoir, et comme un pôle de diffusion de la « science des mines ». À ces trois niveaux pourtant, un hiatus m'est apparu entre le champ de savoir concerné qui est paraît bien balisé depuis les années 1780 – la « science des mines » – et le métier d'ingénieur des Mines qui ne reçoit de statut précis qu'en 1810 lorsque le corps impérial des Mines est structuré. Auparavant, c'est en référence à la figure du savant que les ingénieurs des Mines mettent en œuvre leurs fonctions consultatives et contribuent à l'exploitation des ressources naturelles. Si bien qu'à partir de l'an X, au moment où le ministère de l'Intérieur entend recentrer les missions de l'ingénieur des Mines sur le contrôle des exploitations plus que sur l'identification des ressources, les membres du Conseil des mines se considèrent floués d'une partie de leur mission et se cabrent plus encore sur la défense de leurs attributs savants et témoignent de leur attachement à la « science des mines ». Il faut attendre que leur statut soit clarifié par les lois de 1810 pour que la place de l'ingénieur des Mines dans la société et dans l'administration publique se trouve posée. Ce n'est que très progressivement après le vote de cette loi que l'ingénieur parvient à s'affranchir du modèle du savant, alors que le corps des Mines abandonne la Maison et le *Journal des mines*.

En l'état, ce travail suggère plusieurs prolongements possibles que je souhaiterais explorer moi-même ou bien dont j'aimerais confier l'étude à des étudiants dont j'encadrerais le travail. Il me semble que si j'ai tenté de montrer comment ce lieu de science et d'administration s'est animé à partir de l'an II, je n'ai pas assez insisté sur ce qui, de l'extérieur, a pu agir sur lui. Je veux parler des relations avec d'autres lieux du Paris savant. Cela pourrait constituer un premier chantier. Le *Journal des mines* mériterait, quant à lui, d'être situé dans un contexte européen de circulation des savoirs. Il pourrait être particulièrement fructueux de restituer les

---

<sup>189</sup> CHAPPEY (Jean-Luc), « 'Repenser la Terreur' par les sciences ? », dans M. BIARD (dir.), *Les politiques de la Terreur*, Presses universitaires de Rennes-Société des études robespierristes, p. 391-402.

renvois et les citations du *Journal des mines* dans les imprimés européens, en premier lieu dans les périodiques. Enfin, pour mieux mettre en lumière le passage du modèle de l'ingénieur savant à l'affirmation de l'ingénieur des Mines, il pourrait être utile de s'attacher, notamment à partir des dossiers de carrière, à la manière dont les ingénieurs des Mines ont ressenti les changements survenus dans leurs missions avec la loi de 1810. Un personnage comme Brochant de Villiers mériterait d'être observé de près dans une telle perspective puisque formé à Freiberg, il appartient à la première promotion des élèves des Mines, puis, après avoir exercé ses fonctions d'ingénieur surnuméraire, il est nommé professeur à Pesey où il enseigne la minéralogie et la géologie, lorsque l'Ecole royale des mines est refondée à Paris, il y devient professeur et semble bien incarner cette figure spécifique. Dans l'immédiat, le travail que j'envisage d'entreprendre sur les voyages des ingénieurs des Mines devrait me permettre de resituer cette Maison dans un cadre plus large, notamment pour saisir les transformations, les reformulations intervenues sur les savoirs – ou plus généralement les informations – entre leur point de départ et leurs points d'arrivée. Il va de soi que si la « science des mines », entendue comme culture propre au corps des Mines, constitue un objet d'étude pertinent, c'est à cette condition seulement qu'elle peut être appréhendée.



## V PERSPECTIVES

Bien que plus éloignée aujourd'hui des perspectives de l'histoire de la géographie, je ne pense pas avoir totalement rompu avec les questionnements liés aux cultures de la géographie, et spécialement à l'administration du territoire. D'ailleurs, après avoir examiné le fonctionnement d'un lieu de savoir comme la Maison des mines, j'aspire, tout en restant ancrée dans une approche spatialisante des conditions et des formes de la production des connaissances scientifiques, à revenir au terrain.

### **Les voyages des ingénieurs des Mines français au tournant du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle**

L'enquête que j'ai menée sur la Maison des mines m'a bien évidemment donné l'occasion de consulter des notes de voyages et des rapports d'inspection produits sur le terrain par les ingénieurs au cours de cette période, notamment parce que tous ces documents étaient régulièrement envoyés à Paris et conservés à la Maison des mines. Cependant, c'est toujours à partir du centre que j'ai saisi le travail de terrain, si bien que j'envisage aujourd'hui de changer de poste d'observation et d'élargir la période considérée en amont de la Révolution et en aval de l'Empire. J'ai eu la chance d'exposer les perspectives envisageables pour une telle étude lors d'un atelier de travail organisé par Alice Ingold dans le cadre du programme de l'École française de Rome qu'elle anime depuis 2009 : « Les savoirs de la réforme, ingénieurs et réformateurs en voyage (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle) »<sup>190</sup>.

---

<sup>190</sup> « Les voyages des ingénieurs des Mines français au tournant du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle », Atelier de recherche co-organisé par l'École française de Rome et l'EHESS, dans le cadre du programme « Entre État et sociétés locales, la fabrique des savoirs pour gouverner le territoire (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle) », 4 et 5 décembre 2009.

Une enquête sur les voyages des ingénieurs des Mines doit s'entendre, me semble-t-il, des années 1740 aux années 1830, c'est-à-dire depuis le moment de leur apparition jusqu'à celui de leur formalisation. L'émergence en France d'un intérêt pour les ressources minérales et pour les modalités de leur valorisation peut être située au cours des années 1740. S'intéresser aux mines consiste à cette époque à s'informer et à disposer des moyens de contrôle pour organiser une meilleure exploitation des richesses minérales. Plusieurs décisions prises à partir de cette période témoignent de l'apparition de nouvelles méthodes de travail pour atteindre ces objectifs, et les voyages en font partie. Orry, qui est alors au Contrôle général, décide, dès le début des années 1740, de financer le voyage d'exploitants ou de fils d'exploitants en Saxe et au Hanovre pour qu'ils s'instruisent. Il s'agit ainsi de former des techniciens capables de bien diriger des exploitations minières et non pas des agents de l'État, supposés veiller à l'application de la législation minière. Pour cela, à partir des années 1750, quelques élèves formés à l'art des mines au sein de l'École des ponts et chaussées sont envoyés en mission dans plusieurs États de l'espace germanique<sup>191</sup>. Ils effectuent ensuite des tournées dans les principales exploitations françaises pour le compte du Contrôle général. Certains de ces hommes, Jars et Guillot-Duhamel, en particulier, sont également chargés de chercher à l'étranger des procédés pour améliorer les résultats des exploitations françaises. Ils se rendent en Saxe et en Bohême ; leur mission dure trois ans et leur permet d'adresser une quinzaine de rapports au Contrôle général<sup>192</sup>. C'est dans ce cadre que sont publiés, entre 1774 et 1781, les *Voyages métallurgiques* de Jars. Au cours des années 1780, la législation minière se précise et, dans le même temps, l'administration des mines continue à se structurer : elle est notamment dotée, à partir du 21 mars 1781, de quatre inspecteurs des Mines qui doivent effectuer des tournées régulières pour inspecter les lieux de production. Tous résident à Paris et sont ponctuellement envoyés auprès de certains exploitants. Ils sont présumés suffisamment compétents pour juger la manière dont les ressources sont exploitées, la solidité des travaux, la sûreté des ouvriers ; ils doivent enfin donner des conseils

---

<sup>191</sup> Arthur Birembaut a retrouvé la trace de sept élèves ainsi formés pour les mines à l'École des ponts et chaussées ; on peut citer notamment Antoine-Gabriel Jars, Jacques-Joseph Mathieu, et Jean-Pierre-François Guillot-Duhamel qui jouèrent un rôle majeur dans cette période. Il précise que ces élèves n'étant pas inscrits sur le registre de l'École, ils ont peut-être été plus nombreux. Voir BIREMBAUT (Arthur), « L'enseignement de la minéralogie et des techniques minières », *op. cit.*, p. 378-379. Antoine-Gabriel Jars (1732-1759) suit pendant deux mois l'enseignement mutuel dispensé à l'École des ponts et chaussées, puis il est chargé de visiter les mines les plus importantes du territoire français (les mines de plomb de Poullaouen en Basse-Bretagne, les mines de Sainte-Marie et de Giromagny en Alsace). Jean-Pierre-François Guillot-Duhamel (1730-1816) fait aussi un bref passage à l'École des ponts et chaussées, puis, de 1754 à 1756, il accompagne Jars dans la visite des mines exploitées dans le Forez, dans les Pyrénées et dans les Vosges.

<sup>192</sup> JARS (Antoine-Gabriel), *Voyages métallurgiques, ou recherches et observations sur les mines et forges de fer, la fabrication de l'acier, faites depuis l'année 1757 jusques et compris 1769 en Allemagne, Suède, Norvège, Angleterre et Écosse*, 3 volumes, Lyon, Regnault, 1774, Paris, Didot jeune, 1780-1781.

aux entrepreneurs. La présence sur le terrain doit aussi être l'occasion d'identifier des indices de mines, de prélever des échantillons. L'instruction attire spécialement leur attention sur certaines exploitations trop rares en France (manufactures de vitriol, d'alun, salpêtrières, mines d'étain, etc.) qu'ils doivent contribuer à développer. Cependant, ces dispositions ne s'insèrent dans aucun circuit administratif spécifique, si bien que les rapports produits sur le terrain ne sont guère suivis de conséquences.

On voit donc à cette période se mettre en place trois types de voyage. Le voyage éducatif est celui au cours duquel des jeunes gens sont censés compléter leur formation théorique en observant le fonctionnement des principales mines en activité. Les voyages suscités par la quête de l'innovation technique conduisent quant à eux les ingénieurs des Mines dans les zones les plus réputées d'Europe en matière d'exploitations minières ; ils deviennent ainsi des supports pour les transferts technologiques. C'est dans ce cadre que se constitue « le » voyage à Freiberg, dont Donata Brianta a bien étudié la diffusion en Europe<sup>193</sup>. L'Académie minière de Freiberg faisant alors figure de modèle d'exploitation rationnelle des ressources, les États européens y envoient leurs émissaires pour prendre exemple. Enfin, les voyages d'inspection sont ceux qui conduisent les agents du roi à contrôler le fonctionnement des grandes exploitations du royaume.

Ces trois formes de voyage, qui renvoient toutes aux voyages d'enquête traditionnellement pratiqués par les administrateurs, se perpétuent pendant la période révolutionnaire et l'Empire ; elles se trouvent façonnées de manière spécifique au gré de la structuration progressive de l'administration des mines et sont désormais intégrées dans des dispositifs d'expertise de plus en plus codifiés. Lorsque les missions des ingénieurs des Mines se trouvent peu à peu fixées et que l'administration des mines est structurée, les types de déplacements des ingénieurs des Mines se diversifient. Les voyages d'observation se poursuivent à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Pour les élèves, ils font partie de la formation ordinaire. En revanche, pour les ingénieurs il s'agit de missions extraordinaires qui apparaissent comme un critère de distinction dans les dossiers de carrière. Qu'ils concernent des élèves ou des ingénieurs des Mines à l'affût de procédés innovants, leur finalité est toujours déterminée par l'acquisition de connaissances techniques. Ils n'ont qu'une incidence indirecte sur l'exploitation des ressources minérales, mais peuvent avoir une influence sur les productions savantes des ingénieurs des Mines. Ainsi, Brochant de Villiers se rend-il à Freiberg

---

<sup>193</sup> BRIANTA (Donata), « Education and Training in the Mining Industry, 1750-1860: European Models and the Italian case », *Annals of Science*, vol. 57, n° 3, 2000, p. 267-300.

avant de publier son traité de minéralogie. Les missions ont toujours lieu sur le territoire national ; elles sont étroitement liées à la connaissance des ressources, à l'incitation à produire plus et au contrôle des exploitations. Avec la mise en place du stationnement, ces différentes missions perdurent mais la position de l'ingénieur qui les exécute s'en trouve profondément transformée : la résidence lui donne un ancrage stable, elle fait de lui un acteur de la vie locale. En 1802, lorsque le stationnement des ingénieurs des Mines se généralise, ceux-ci sont peu à peu présentés localement comme des experts et comme les agents de l'administration chargés de la surveillance des mines.

Pour analyser les différentes pratiques de terrain mises en œuvre par les ingénieurs des Mines, les pistes proposées par Philippe Minard dans son étude sur l'inspection des manufactures me paraissent offrir d'intéressantes perspectives. Il oppose un « modèle territorial », fondé sur le découpage de ressorts clairement délimités, pas trop étendus, et placés sous la responsabilité d'inspecteurs qui y résident en permanence, à un « modèle ambulatoire » dans lequel les inspecteurs n'ont pas de « résidence fixe ni d'ancrage territorial », et sont donc envoyés d'une zone à l'autre, notamment pour éviter une éventuelle connivence avec les fabricants<sup>194</sup>. Cette grille de lecture est opératoire lorsque l'on examine les voyages des ingénieurs des Mines qui, selon les périodes, sont soit ambulants soit stationnaires, et qui, selon les cas, voyagent de manière distincte. S'agissant de l'administration des mines, le modèle territorial se substitue progressivement au modèle ambulatoire apparu sous l'Ancien Régime et maintenu au début de la Révolution.

Il me paraît pertinent d'observer l'évolution de ces voyages jusqu'aux années 1830, moment où leurs pratiques semblent se stabiliser. À cette période, le corps des Mines est en mesure de caractériser la manière de voyager de ses membres. La place consacrée au terrain dans la formation dispensée aux élèves des Mines semble l'attester. Si l'apprentissage des techniques d'observation et d'enquêtes ainsi que la construction du regard constituent depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle une partie essentielle de la formation pratique des élèves des Mines, on constate au début de la Restauration une volonté de formaliser les écritures du voyage et d'en faire un élément d'évaluation des élèves. Leur cursus est alors marqué par un voyage d'étude qui s'accompagne de la rédaction d'un journal. Chaque itinéraire doit être validé par le conseil de l'École et donne lieu à la construction d'un itinéraire très précis (qui fixe même la durée de chaque étape) et à l'élaboration d'une instruction énumérant les sites à visiter ; on remet aux

---

<sup>194</sup> MINARD (Philippe), *La fortune du colbertisme. État et industrie dans la France des Lumières*, Paris, Fayard, 1998, p. 37 et 44.

élèves une liste des observations géologiques à effectuer, une suite des collections minéralogiques qu'ils doivent constituer, le détail des mémoires qu'ils doivent rédiger<sup>195</sup>, etc. Tous ces documents sont ensuite évalués par les professeurs. Ceux qui ont été conservés laissent entrevoir une certaine normalisation du journal : les premières notations s'attachent systématiquement à l'aspect du pays, viennent après les considérations géologiques, puis un aperçu des exploitations visitées<sup>196</sup>.

Ces voyages d'étude réalisés par les élèves suggèrent qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, aux yeux de l'administration des mines, voyager s'apprend ; cela implique à la fois d'acquérir un coup d'œil et de maîtriser des qualités d'écriture de manière à ce que chaque observation trouve sa place dans un dispositif administratif global ; bref, de savoir ce qui est utile à l'administration des ressources minérales. Cette particularité de la formation des ingénieurs des Mines me semble indiquer que le corps est désormais capable de caractériser ses exigences lorsque l'un de ses membres voyage. On peut donc supposer qu'à cette période les voyages des ingénieurs des Mines s'intègrent dans un cadre au moins temporairement fixé.

Pour examiner les formes prises par les voyages d'enquête, je reprendrai une partie des archives rassemblées pour produire l'étude de la Maison des mines, mais je consulterai aussi certaines séries départementales. D'après l'inventaire réalisé en 2009, 43 dépôts d'archives départementales conservent des documents susceptibles de nourrir cette enquête. Ce projet me permettra de relier savoirs savants, savoirs d'État et administration du territoire pour aborder l'une des modalités de la territorialisation des savoirs<sup>197</sup>.

## Mesurer, cartographier, décrire...

Un autre type de voyage supposé produire à la fois des savoirs savants et des savoirs d'État devrait m'occuper dans les années à venir. En effet, lorsqu'au début de l'hiver la MISHA a publié un nouvel appel à projets intitulé « Problématiques régionales », j'ai, à l'aide de quelques

---

<sup>195</sup> GARÇON (Anne-Françoise), « Entre journal de voyage et *Annales des mines* (1750-1850) : la constitution d'un discours technique ». Intervention présentée au colloque « Du mode de production des énoncés techniques », Collège international de philosophie, décembre 2001. Texte consultable sur halshs.

<sup>196</sup> La bibliothèque de l'École des mines conserve la plupart des journaux et mémoires rédigés par les élèves entre 1822 et 1879. BENOIT (Serge), « Un gisement iconographique de premier ordre : les relations de voyages d'élèves-ingénieurs à l'École nationale supérieure des mines de Paris », *Actes de la table ronde du groupe d'histoire des mines, Pierres et terre*, 1990, n° 33, p. 109-132.

<sup>197</sup> Sur le cas de la territorialisation du discours dans les sciences camérales, on verra Guillaume GARNER, *État, économie, territoire en Allemagne. L'espace dans le caméralisme et l'économie politique, 1740-1820*, Paris, EHESS, Coll. « Civilisation et sociétés », 2006.

collègues de l'université de Haute-Alsace et de l'université de Strasbourg, élaboré le programme suivant : « Mesurer, cartographier, décrire : administrateurs et ingénieurs français à la découverte d'une province. Le cas de l'Alsace entre sa réunion à la France et les grandes enquêtes de statistique descriptive<sup>198</sup> ». Une demande de financement pour quatre ans a été présentée à la MISHA qui statuera à la fin de l'été sur le montant des crédits attribués. Je sais simplement, pour le moment, que ce projet a été classé très favorable lors de son expertise.

Les méthodes de gouvernement et d'administration sont devenues depuis quelques années – notamment depuis que l'on s'interroge sur la modernisation de l'administration – des objets d'histoire. C'est par le biais de la production, de la mobilisation et de l'incorporation de savoirs par un groupe spécifique d'administrateurs que nous voudrions aborder ces problématiques. En étudiant un corpus de mémoires descriptifs et de cartes produits par les administrateurs et les ingénieurs français envoyés en Alsace, nous proposons d'examiner les modalités de formalisation du savoir administratif et l'apparition d'outils propres ou non – il s'agira ici d'en faire la démonstration – à l'administration d'une fraction du territoire national.

Ce projet propose de réaliser un inventaire des documents descriptifs (textuels et cartographiques) produits par les administrateurs et les ingénieurs français lors de leur séjour ou de leur passage en Alsace entre la fin du XVII<sup>e</sup> et le début du XIX<sup>e</sup> siècle. À partir du XVII<sup>e</sup> siècle, de nombreux mémoires consacrés à l'Alsace ont été produits par des administrateurs travaillant pour la monarchie française ; le plus souvent ils étaient accompagnés de cartes. Une première campagne de dépouillement a permis de localiser environ 160 documents répartis dans différentes collections : celles de la BnF, de la bibliothèque Mazarine, de la bibliothèque de l'Institut, de la bibliothèque Sainte-Geneviève et de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg. Des repérages ont été effectués à partir des inventaires des archives départementales du Bas-Rhin, des archives départementales du Haut-Rhin, des archives de la ville et de la communauté urbaine de Strasbourg. Il reste dans ces trois cas à conduire des dépouillements systématiques des liasses. Enfin, il faut, pour quelques dépôts encore, identifier les documents qui intéressent notre projet ; c'est le cas du service historique de la Défense (Vincennes), des archives des Affaires étrangères (Section mémoires et documents : fonds Alsace), de la cartotheque de l'IGN (Saint-Mandé), des Archives nationales (série F 20). Certains de ces mémoires administratifs sont évidemment déjà bien connus et ont été largement utilisés par les historiens en raison des informations qu'ils contiennent sur l'Alsace à la fin de l'époque

---

<sup>198</sup> L'équipe d'enseignants-chercheurs actuellement constituée rassemble Georges Bischoff, Jean-Michel Boehler, Claude Muller, Jean-Jacques Schwien et Benoît Tock de l'université de Strasbourg, ainsi que Jean-Philippe Droux, Odile Kammerer et Alain J. Lemaître de l'université de Haute-Alsace.

moderne ; c'est le cas des mémoires de l'intendant J. de La Grange, de l'ingénieur militaire Guillin, ou encore de Peloux qui était secrétaire de l'intendant Feydeau de Brou. Pourtant, parallèlement à ces mémoires, des cartes ont parfois été dressées pour figurer le territoire alsacien. Malheureusement, les principes de conservation mis en œuvre dans les dépôts d'archives ont la plupart du temps conduit à dissocier le mémoire et la carte. Nous voudrions reconstituer ces ensembles documentaires cohérents, au moins de manière virtuelle, grâce à la numérisation. Par ailleurs, avec cet inventaire, nous souhaiterions attirer l'attention sur d'autres textes moins connus, ceux des ingénieurs des Ponts et Chaussées, des ingénieurs des Mines, des ingénieurs militaires qui répondent à des commandes plus précises que la description exhaustive d'une province mais qui, par leur statut (ces textes ont fréquemment été produits pour être mis au service d'une action, qu'il s'agisse du réseau routier ou de l'exploitation des ressources naturelles), contribuent à construire l'image d'un territoire autant qu'à le façonner. En dépit de la richesse factuelle de ces documents descriptifs, richesse souvent soulignée par les historiens, ils soulèvent un certain nombre de questions. Il faut remarquer que ces textes s'attachent à un espace qui ne dispose ni d'une définition juridique, ni d'une délimitation stable. On peut donc s'interroger sur la dimension performative de ces documents qui, alors même qu'ils le décrivent, créent un espace. L'étude de ces productions descriptives favorise la mise au jour de la culture politique et des outils mobilisés par les administrateurs français pour tenter de comprendre l'Alsace.

De plus, après avoir procédé à l'inventaire de ces documents descriptifs, nous voudrions restituer des généalogies de textes, comprendre comment les administrateurs se sont inspirés les uns des autres, parfois en reprenant des passages entiers des mémoires de leurs prédécesseurs, parfois en jouant sur la structure de leur description, etc. Cette perspective devrait donner lieu à la formulation de quelques pistes de réflexion sur la circulation des textes d'administrateurs. Par exemple, si le très grand nombre d'exemplaires du mémoire de La Grange est bien connu, il nous semble pertinent de questionner la manière dont ce texte a été diffusé, auprès de qui, jusqu'à quelle date, etc. Les bornes chronologiques retenues pour cette étude nous laisseront la possibilité d'observer les effets de ces circulations sur les transformations de l'administration depuis le moment de la réunion de l'Alsace à la France jusqu'à l'abandon progressif de la statistique descriptive. L'administration contribue-t-elle, au travers de ses objectifs de gestion du territoire, à la constitution de catégories d'analyse, de genres de textes, de types de cartes ? C'est donc par une enquête empirique sur un corpus restreint que nous proposons d'interroger les outils mobilisés pour administrer une région.

La base de données issue de ce travail de dépouillement constituera à la fois une ressource patrimoniale, puisqu'elle donnera le moyen d'identifier les lieux de conservation des documents, mais elle sera aussi une « boîte à outils » numériques qui mettra les documents numérisés à la disposition notamment des archéologues et des géographes, lesquels ont souvent recours à des cartes anciennes lorsqu'ils étudient les modalités de l'occupation de l'espace dans le passé. Pour savoir ce que l'on peut demander aujourd'hui à une carte, il est indispensable de savoir pourquoi et comment elle a été dressée. Cette perspective heuristique pourra donner lieu à la publication d'un guide de recherche sur l'Alsace mise en carte.

Ce corpus sera par ailleurs le point de départ d'une étude sur les savoirs administratifs du territoire et sur les outils créés par une administration centrale pour connaître l'une de ses provinces. Afin de saisir la manière dont l'identité d'une province, puis d'une région, se constitue, nous voudrions repérer comment les auteurs de mémoires se copient les uns les autres. Pour cela, nous proposons de transcrire quelques-uns de ces mémoires et d'identifier les formulations, les images et les thèmes qui se perpétuent et ceux qui, au contraire, sont abandonnés ou créés, à quels moments ils apparaissent ou disparaissent, etc. Nous voudrions également organiser des ateliers de recherche pour étudier les savoir-faire descriptifs mobilisés, la construction et la circulation des images territoriales, pour comprendre comment ces documents produisent un territoire autant qu'ils le décrivent. Conduits à partir d'un corpus géographiquement limité, ces ateliers permettront de poser des hypothèses de travail pour une enquête plus vaste sur les savoirs administratifs du territoire.

Vu sous cet angle, le cas de l'Alsace, observée juste après sa réunion à la France, offre un laboratoire particulièrement intéressant pour évaluer les tentatives d'uniformiser le territoire d'un État, pour identifier les moyens grâce auxquels les écrits des administrateurs expriment une cohérence territoriale spécifique et créent ce que nous appelons aujourd'hui une région. Ce sont donc les rapports que les régions entretiennent avec leur État national ainsi que les jeux d'acteurs administratifs qui seront ici questionnés.

Des liens évidents rapprochent ces deux projets, l'un individuel, l'autre collectif, auxquels je compte me consacrer dans les années qui viennent. Tous deux croisent des savoirs de différentes natures mobilisés pour l'administration du territoire et de ses ressources. Au cours du deuxième semestre de l'année universitaire 2010-2011, j'aurai la possibilité de mettre ce thème à l'épreuve et d'affiner la construction de mon objet dans le cadre de deux séminaires que j'animerai. Un séminaire de master vient en effet de m'être confié à Strasbourg, je l'ai intitulé

« Voyager, enquêter, décrire au Siècle des lumières ». Qu'il s'agisse des expéditions scientifiques lointaines ou des tournées d'inspection effectuées par des administrateurs dans les provinces françaises, des campagnes de levés cartographiques assurées par les ingénieurs de Cassini, ou encore des enquêtes sur les ressources naturelles réalisées par les ingénieurs des Mines ou des Ponts et Chaussées, je voudrais montrer aux étudiants de master que toutes ces formes de voyage, qui se généralisent au XVIIIe siècle, donnent lieu à la production de savoirs spécifiques. En partant d'un travail sur les sources, je m'attacherai avec eux à la manière dont s'organise le travail de terrain, les constructions savantes qui en résultent (objets et outils de connaissance), et les modalités de leur diffusion. Cette problématique permettra notamment de mettre au jour la manière dont se constituent alors des savoirs d'Etat.

Cette thématique sera également au cœur du séminaire co-financé par le CIERA, l'EHESS et l'université de Paris 1 consacré aux savoirs d'État en Europe entre 1750 et 1850. Christine Lebeau et Morgane Labbé l'ont organisé cette année, Lothar Schilling, Jakob Vogel et moi les rejoindrons l'année prochaine pour l'animer. Le séminaire s'intéressera d'une part au statut épistémologique de ces savoirs à partir des voies diverses de leur formalisation et publicisation (traités, manuels, revues, etc.), et d'autre part à leur institutionnalisation dans les universités et administrations. Il retracera comment la production de ces savoirs, de plus en plus organisée par les États, les marqua par de fortes nuances « nationales » invitant à en interroger les effets, par delà les analogies de contenus, en termes de connaissances croisées. Cette approche conduit à étudier, sous un angle singulier, la manière dont des savoirs venus de l'extérieur, reconfigurent les champs disciplinaires et professionnels, dans leur appropriation au service de l'État. Ce séminaire conduira à l'organisation de journées d'études financées elles aussi par le CIERA.



## VI *MON HISTOIRE*

Si l'on regarde mon itinéraire de recherche comme allant de Coquebert de Montbret à la culture du corps des Mines, il est certain qu'il peut donner l'impression d'une certaine continuité tant dans les objets que dans la démarche. Pourtant, le présenter ainsi impliquerait de céder à une sorte d'illusion rétrospective, supposerait d'effacer la « foisonnante confusion<sup>199</sup> » et de camoufler les sentiers buissonniers qui, entre-temps, m'ont conduite à faire quelques détours, notamment par l'histoire des savoirs de l'espace. Certaines voies se sont révélées sans issue, les projets d'histoire des disciplines en premier lieu. Toutes cependant, même les impasses, m'ont aidée à cheminer ; toutes ont contribué à donner une certaine consistance à mon *curriculum vitae* ; toutes, à l'heure d'écrire ce mémoire de synthèse, me sont apparues comme des événements significatifs.

Le plaisir que j'ai éprouvé à explorer les fonds Montbret – qu'il s'agisse de celui des livres ou de celui des cartes – pour en comprendre la stratification ne tient pas seulement à mon goût de l'archive mais aussi à une sorte de fascination pour les outils de classification. Adolescente déjà, alors que mon intérêt pour le cinéma s'affirmait, je passai beaucoup de temps à faire des fiches sur les films, sur les réalisateurs, et à imaginer des principes d'indexation pour être certaine de retrouver l'information nécessaire le moment venu. Devenue historienne, j'ai ressenti devant certains fonds d'archives ce même engouement lorsqu'il s'agissait pour moi de comprendre comment fonctionnaient les outils qui avaient permis de rassembler des connaissances, de les stocker, de les classer et qui avaient donné l'impression de pouvoir les mobiliser facilement en cas de besoin. Qu'il s'agisse des bases de données qui rendent compte d'ensemble documentaires (bibliothèque ou collection de cartes de Coquebert de Montbret) ou des projets de numérisation de cartes manuscrites que j'ai dirigés, tous ces artefacts participent

---

<sup>199</sup> BOURDIEU (Pierre), WACQUANT (Loïc J.D.), *Réponses*, Paris, Seuil, Coll. Libre Examen, 1992, p. 190.

pour moi de la même ambition : rendre compte d'une manière d'inscrire le savoir et d'en préserver une trace.

Après avoir reparcouru ces années, compulsé les notes de travail accumulées, les travaux publiés, les cours préparés, j'ai le sentiment que si fil conducteur il y a dans ma « vie »<sup>200</sup> d'historienne, il a quelque chose à voir avec la légitimité. Je me rends maintenant compte que de Coquebert de Montbret aux ingénieurs des Mines, en passant par les géographes des Lumières, il a souvent été question dans mes travaux d'hommes en quête de légitimité, qu'elle soit académique ou savante. D'un dossier à l'autre, je n'ai cessé de m'attacher aux stratégies déployées par ces hommes pour acquérir des connaissances et, par ce moyen, de la reconnaissance. C'est probablement derrière ces questions de légitimité et de capital symbolique que se loge la clé de mon « moi historien ». Quelque chose qui explique peut-être une remarque faite de manière récurrente par Marie-Noëlle Bourguet à la lecture de mes travaux : l'excès de citations, le recours aux guillemets pour avancer des choses que, selon elle, je pourrais dire moi-même. Sans doute orientée par ce que Pierre Bourdieu nomme les « dispositions originelles », je me suis construite ainsi, dans une sorte de stratégie de la discrétion, n'osant pas affirmer, voire m'affirmer, autrement que par le biais de citations légitimantes. Cette tendance à l'effacement qui me caractérise – je crois me souvenir sans forcer le trait des appréciations de mes carnets, puis de mes bulletins scolaires qui évoquaient tous une « élève effacée » – me ramène inévitablement au questionnement de fond de mes travaux. Une manière peut-être d'écrire *mon* histoire ?

---

<sup>200</sup> « Parler d'histoire de vie, c'est présupposer au moins, et ce n'est pas rien, que la vie est une histoire et que, comme dans le titre de Maupassant, *Une Vie*, une vie est inséparablement l'ensemble des événements d'une existence individuelle conçue comme une histoire et le récit de cette histoire », BOURDIEU (Pierre), « L'illusion biographique », *op. cit.*, p. 69.

**ANNEXES :**  
**AUTRES ÉLÉMENTS DU DOSSIER PRÉSENTÉ EN VUE DE L'OBTENTION DE**  
**L'HABILITATION À DIRIGER DES RECHERCHES**

**Recueil d'articles : « Pratiques géographiques et savoirs de l'espace dans la France des Lumières », 640 pages.**

**En guise de prélude...**

1. « Les historiens français et les formes spatiales : questionnements et manières de faire (1986-1998) », dans O. GOERG, R. ROGERS et J.-C. WACQUET (dir.), *Les espaces de l'historien*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2000, p. 33-50.

**Construction, usages et diffusion des savoirs géographiques dans la France des Lumières**

2. « Les géographes français de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et le terrain. Recherches sur une paradoxale absence », *L'Espace géographique*, n° 2, 2001, p. 97-110.
3. « De la mise en ordre du territoire : le recours au discours géographique pour cautionner les nouveaux découpages territoriaux », dans J.-P. JESSENNE (dir.), *Du Directoire au Consulat. 3. Brumaire dans l'histoire du lien politique et de l'État-Nation, Colloque des 23-25 mars 2000*, Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, université de Rouen, 2001, p. 561-573.
4. « Savoirs géographiques et récits de voyage : la géographie moderne au miroir des grandes découvertes », dans D. MASSEAU et J.-J. TATIN (dir.), *Les représentations du XVI<sup>e</sup> siècle et de la Renaissance aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles*, *Cahiers d'histoire culturelle*, n° 11, 2002, p. 33-44.
5. « L'usage des récits de voyage dans les dictionnaires de géographie du XVIII<sup>e</sup> siècle : le cas des notices américaines », dans G. BERTRAND (dir.), *La culture du voyage. Pratiques et discours de la Renaissance à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, p. 147-179.

6. « Le système de Buache, une 'nouvelle façon de considérer notre globe' et de combler les blancs de la carte », dans I. LABOULAIS (dir.), *Comblent les blancs de la carte. Modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2004, p. 93-115.
7. « Voir, combiner et décrire : la géographie physique selon Nicolas Desmarest », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 51-2, avril-juin 2004, p. 38-57.
8. « Le rôle des périodiques savants dans la diffusion des savoirs géographiques pendant la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, numéro spécial, « La vulgarisation des savoirs et des techniques sous la Révolution », n° 338, octobre-décembre 2004, p. 53-74.
9. « Les géographies de l'*Encyclopédie méthodique* », dans C. BLANCKAERT et M. PORRET (dir.), *L'Encyclopédie méthodique (1782-1832) des Lumières au positivisme*, Genève, Droz, coll. « Bibliothèque des Lumières », 2006, p. 185-211.
10. [En collaboration avec Hélène Blais] « Les figures de la géographie moderne : Fragmentation et régularités », dans H. BLAIS et I. LABOULAIS (dir.), *Géographies plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750-1850)*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire des sciences humaines », 2006, p. 9-60.
11. « La géographie dans les arbres encyclopédiques de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle », dans H. BLAIS et I. LABOULAIS (dir.), *Géographies plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750-1850)*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire des sciences humaines », 2006, p. 63-93.
12. « Les systèmes, un enjeu épistémologique de la géographie des Lumières », *Revue d'histoire des sciences*, n° 59/1, janvier-juin 2006, p. 97-125.
13. « Dessiner la frontière, tracer la limite : retour sur les travaux des géographes du roi aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », dans C. MAZAURIC et J.-P. ROTHOT (dir.), *Frontières et espaces frontaliers du Léman à la Meuse. Recompositions et échanges de 1789 à 1814, Actes du colloque de Nancy, tenu les 25, 26 et 27 novembre 2004*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2007, p. 30-44.

### **Voyages et enquêtes dans la France des Lumières**

14. « Voyager en géographe au XIX<sup>e</sup> siècle », dans G. CHABAUD, É. COHEN, N. COQUERY et J. PENEZ, *Les guides imprimés du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Villes, paysages, voyages, Colloque de l'université Paris 7 – Denis Diderot, décembre 1998*, Belin, 2000, p. 475-485.

15. « Les voyages en France de Guettard et Lavoisier : étude sur la construction des savoirs minéralogiques à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Le voyage à l'époque moderne, Actes du colloque des historiens modernistes*, Paris, Publications de Paris-Sorbonne, 2004, p. 65-82.
16. « La frontière à l'épreuve du terrain (et à l'épreuve du temps) : les observations tirées du voyage d'inspection du marquis de Paulmy à la frontière des Alpes en 1752 », dans J. DUCOS (dir.), *Frontières et seuils*, Bordeaux, LAPRIL – université Michel-de-Montaigne Bordeaux 3, coll. « Eidôlon », juin 2004, n° 67, p. 137-150.
17. « Les voyages des géologues dans l'Europe du premier XIX<sup>e</sup> siècle vus par Ami Boué », dans N. BOURGUINAT et S. VENAYRE (dir.), *Voyager en Europe de Humboldt à Stendhal. Contraintes nationales et tentations cosmopolites, 1790-1840*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2007, p. 115-132.
18. « Entre minéralogie et statistique territoriale : les enquêtes du *Journal des mines* entre l'an III et l'an VII », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 55, n° 4, octobre-décembre 2008, p. 57-81.

### **Des cartes pour quoi faire ?**

19. « Modalités de construction d'un savoir cartographique et mobilisation des réseaux de correspondants : le cas des ego-documents de Charles-Étienne Coquebert de Montbret (1755-1831) », dans P.-Y. BEAUREPAIRE et D. TAURISSON (dir.), *Les ego-documents à l'heure de l'électronique. Nouvelles approches des espaces et réseaux relationnels*, Montpellier, université Montpellier III, 2003, p. 97-118.
20. « Reading a vision of space: The Geographical Map Collection of Charles-Étienne Coquebert de Montbret (1755-1831) », *Imago Mundi*, vol. 56, part 1, janvier 2004, p. 48-66.
21. « Introduction », dans I. LABOULAIS (dir.), *Comblent les blancs de la carte : modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Presses universitaires de Strasbourg, 2004, p. 5-11.
22. « Le voyage, la synthèse et la carte. Quelques remarques sur les jeux de production et de légitimation de la connaissance au travers des correspondances de Pasumot et Desmarest (1762-1770), d'Omalius d'Halloy et Coquebert de Montbret (1810-1812) », dans *Les fruits de la récolte. Études offertes à Jean-Michel Boehler*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2007, p. 457-477.
23. « From sketches to publication: the Genesis of the *Essai d'une carte géologique* by Omalius d'Halloy and Coquebert de Montbret (1810-1823) », *Earth Sciences History. Journal of the History of Earth Sciences Society*, vol. 26, n° 1, 2007, p. 31-53.

24. « Les 'coulisses' des cartes à l'époque moderne. Introduction », dans I. LABOULAI (dir.), *Les usages des cartes (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle). Pour une approche pragmatique des productions cartographiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2008, p. 5-14.
25. « Cartographier les savoirs géologiques dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle : l'exemple des travaux d'Omalius d'Halloy (1783-1875) », dans I. LABOULAI (dir.), *Les usages des cartes...*, *op. cit.*, p. 147-163.
26. « Inventorier et cartographier les ressources minérales en France des années 1740 aux années 1830 », dans J.-M. BESSE (dir.), *Naissances de la géographie moderne. Actes du colloque organisé par Jean-Marc Besse les 28 et 29 septembre 2007 à Paris*, sous presse chez ENS éd. (le fichier des premières épreuves a été joint à ce dossier).

### **Ouvrages collectifs :**

1. *Comblent les blancs de la carte : modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2004.
2. *Géographies plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750-1850)*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire des sciences humaines », 2006.
3. *Les usages des cartes (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle). Pour une approche pragmatique des productions cartographiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2008.

**Recherche inédite : « 293 rue de l'Université. La Maison des mines dans le Paris de la Révolution et de l'Empire », 430 pages + 1 volume d'annexes de 120 pages.**

# TABLE DES MATIÈRES

---

<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>I DU DÉSIR DE L'ENQUÊTE AU GOÛT DE L'ARCHIVE</b>	<b>11</b>
LE CHOIX DE L'HISTOIRE ET L'APPRENTISSAGE D'UNE DISCIPLINE	11
Étudier la révolution française, à Rouen, en 1989	14
LA DÉCOUVERTE DU « GOUT DE L'ARCHIVE »	17
<b>II LES ANNÉES COQUEBERT DE MONTBRET</b>	<b>23</b>
LA QUÊTE D'UN SUJET ET LA CONSTRUCTION D'UN OBJET	23
DU FONDS MONTBRET AU PARCOURS DE CHARLES-ÉTIENNE COQUEBERT DE MONTBRET (1755-1831) : LES REVIREMENTS D'UNE ENQUÊTE	26
RETOUR SUR LES CONDITIONS D'ÉCRITURE D'UNE BIOGRAPHIE INTELLECTUELLE	28
PREMIERS QUESTIONNEMENTS SUR LA GÉOGRAPHIE OU LA CLE D'ENTRÉE D'UNE BIOGRAPHIE INTELLECTUELLE	30
L'OBJET RESTITUE ENTRE PRATIQUES ET LECTURES DE L'ESPACE	33
L'APPRENTISSAGE D'UN MÉTIER	37
<b>III CHANGER D'ÉCHELLE</b>	<b>45</b>
STRASBOURG, OU L'ESPACE (ET L'ÂGE) DES POSSIBLES	45
LES MARCHES DU PALAIS	46
LE « GROUPE ESPACE » : PREMIÈRES EXPÉRIENCES D'ANIMATION DE LA RECHERCHE	46
ENSEIGNER : LES ENJEUX DE LA PRÉPARATION DES CONCOURS ET DE L'INITIATION À LA RECHERCHE	48
EN QUÊTE DE LA GÉOGRAPHIE MODERNE : CONSTRUCTION, USAGES ET DIFFUSION DES SAVOIRS GÉOGRAPHIQUES	
DANS LA GÉOGRAPHIE MODERNE	51
LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU PROJET	51
L'AMORCE D'UNE ENQUÊTE COLLECTIVE	57
VERS UNE HISTOIRE DE LA GÉOGRAPHIE PHYSIQUE	60
VOYAGES ET ENQUÊTES DANS LA FRANCE DES LUMIÈRES	65
DES CARTES POUR QUOI FAIRE ?	69
COQUEBERT DE MONTBRET – ACTE II	70
POUR UNE HISTOIRE SOCIALE ET CULTURELLE DE LA CARTOGRAPHIE	73
LES BLANCS DE LA CARTE... OU LA COORDINATION D'UN OUVRAGE COLLECTIF	75
POUR UNE HISTOIRE DES USAGES DES CARTES... OU LA COORDINATION D'UN PROGRAMME ANR	76
<b>IV LA « SCIENCE DES MINES »</b>	<b>83</b>
L'ADMINISTRATION DES RESSOURCES MINÉRALES OU CE QUE LA SCIENCE FAIT À L'ADMINISTRATION (ET RÉCIPROQUEMENT)	84
LA MAISON DES MINES COMME LIEU DE SAVOIR	87

<b><u>V PERSPECTIVES</u></b>	<b><u>91</u></b>
<b>LES VOYAGES DES INGENIEURS DES MINES FRANÇAIS AU TOURNANT DU XVIII<sup>E</sup> ET DU XIX<sup>E</sup> SIECLE</b>	<b>91</b>
<b>MESURER, CARTOGRAPHIER, DECRIRE...</b>	<b>95</b>
<b><u>VI MON HISTOIRE</u></b>	<b><u>101</u></b>
<b><u>ANNEXES : AUTRES ÉLÉMENTS DU DOSSIER PRÉSENTÉ EN VUE DE L'OBTENTION DE L'HABILITATION À DIRIGER DES RECHERCHES</u></b>	<b><u>103</u></b>